



Arnaud Pautet
Préface de Pierre Dockès

LES GRANDS PENSEURS DE L'ÉCONOMIE

Comprendre les **DÉBATS POLITIQUES**
CONTEMPORAINS

Polanyi



Friedman



Schumpeter



Keynes



Marx



Smith



Éditions
EYROLLES

Qu'est-ce qui réunit Smith, Polanyi, Friedman, Keynes, Marx et Schumpeter ? Chacun, à sa manière, refuse les grilles de lecture de son temps et la pensée économique mainstream. Face aux mutations enfantées par les révolutions industrielles, ils sont tous des penseurs de l'alternative : ils questionnent l'intervention étatique, le risque d'épuisement de la croissance, son contournement par l'innovation et, surtout, la dose tolérable d'inégalités dans une société. Confrontés aux conséquences des grandes crises économiques contemporaines et des guerres industrielles, ces six auteurs clés posent les jalons de la macroéconomie. En s'appuyant sur de nombreuses citations, cet ouvrage analyse finement la pensée de ces six économistes et propose des mises en perspective pour comprendre les débats politiques contemporains.

■ Citations

■ Enjeux

■ Mises en perspective



© Arnaud Pautet

ARNAUD PAUTET est agrégé et docteur en histoire contemporaine. Il enseigne en classes préparatoires commerciales et il intervient comme conférencier et consultant en entreprise. Il a dirigé la collection « 50 fiches de géopolitique » aux éditions Ellipses et il est déjà l'auteur de plusieurs ouvrages dont *Histoire de France d'Alésia à nos jours* (Autrement, 2019) et *Les Défis du capitalisme* (Dunod, 2021).

PRÉFACE DE PIERRE DOCKÈS, professeur honoraire à l'Université Lyon 2, chercheur au centre de recherche Triangle. Il a publié *Le Capitalisme et ses rythmes* (deux tomes, Classiques Garnier, 2017-2019).

Arnaud Pautet

LES GRANDS PENSEURS DE L'ÉCONOMIE

● Éditions
EYROLLES

Éditions Eyrolles
61, bd Saint-Germain
75240 Paris Cedex 05
www.editions-eyrolles.com

Mise en pages : Istria

En application de la loi du 11 mars 1957, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement le présent ouvrage, sur quelque support que ce soit, sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris.

© Éditions Eyrolles, 2021
ISBN : 978-2-416-00073-7

SOMMAIRE

Préface Sur les épaules des géants

Avant-propos Les finalités de l'économie politique

Pourquoi consacrer un livre à l'économie politique ?

La science économique a-t-elle tué l'économie ?

L'économiste : expert, « honnête homme » ou trublion ?

Peut-on réconcilier les deux approches de l'économie ?

Chapitre 1 Adam Smith (1723-1790) : un libéral qui se méfie

Une pensée critique du mercantilisme

... en réaction au bullionisme espagnol

... en réaction au courant physiocrate

Une nouvelle pensée de la valeur

Un penseur de la production et de la répartition

La « main invisible »

Une constante méfiance à l'égard du marchand et de l'entrepreneur

Vices et vertus de la division du travail

Un penseur de l'État

Le gouvernement civil

Les entraves à la libre circulation

Éducation et biens publics à la charge de l'État

Mise en perspective

Chapitre 2 Karl Polanyi (1886-1964) : réencastrer l'économie dans le monde social

Qu'est-ce qu'une économie de marché ?

Étalon-or, liberté du commerce international et marché concurrentiel

Le désencastrement du marché de la sphère sociale : une utopie

Une construction historique

Machinisme, enclosures, division du travail et dislocations sociales

Un système qui n'engendre pas spontanément la démocratie

Qu'est-ce que la « Grande Transformation » ?

Crise des années 1920 et fin de l'utopie

L'impossible marchandisation du travail, de la terre et de l'argent

Les mouvements d'autoprotection face à l'économie de marché

Un brillant analyste de la pauvreté et de sa prophylaxie

L'échec des politiques d'assistance à l'origine de l'utopie du marché roi

Pauvreté, mondialisation du commerce et colonialisme

L'hommage à Robert Owen et Jeremy Bentham

Vers un socialisme éclairé

Un « mystique socialiste » qui prend ses distances avec le marxisme

Le fascisme, avatar de l'échec de l'économie de marché

Mise en perspective

Chapitre 3 Milton Friedman (1912-2006) : héraut du libre marché

Un éloge de la liberté

L'arbitrage entre égalité et liberté

Qu'est-ce que le libéralisme et qu'est-ce qu'un libéral ?

Une pensée nourrie par l'Histoire

Plaidoyer pour un marché libre

Quelle est la responsabilité de l'entreprise pour un libéral ?

Le blâme de l'ingérence excessive de l'État

L'État, entrave à la liberté du marché ?

Les dangers de l'étalon-or régi par les banques centrales

Un penseur froid et lucide de l'inégalité

Quelles règles et quelles missions pour l'État ?

Le grand prêtre de la contre-révolution keynésienne

Le monétarisme et son influence

La question centrale des « anticipations adaptatives » des agents

La dénonciation des « grandes erreurs » keynésiennes

Pour une réforme fiscale... très éloignée de celle de Thomas Piketty !

Mise en perspective

Chapitre 4 John M. Keynes (1883-1946) : en guerre contre le chômage

Les tâtonnements d'un intellectuel libéral

Un mathématicien brillant influencé par George Moore

Un « indigné » avant l'heure et un pacifiste acharné

Le pourfendeur des inégalités

Qu'est-ce que la révolution keynésienne ?

L'épargne honnie et le soutien à la consommation

L'investissement, héros du keynésianisme

Du Keynes monétariste au père de la politique monétaire

En filigrane, toujours, la question de l'or, « relique barbare »

L'équilibre de sous-emploi : le chômage est involontaire

Combats et espoirs : la fin du travail et la quête du bonheur

Une société tournée vers l'accomplissement personnel

La lutte contre les fausses valeurs : un disciple de Polanyi ?

Keynes l'anticommuniste et l'antifasciste

Keynes, « démondialiste », protectionniste, ennemi de la finance ?

Mise en perspective

Chapitre 5 Karl Marx (1818-1883) : pourfendeur de l'économie politique

Le travail est une marchandise

Une aliénation de l'homme codifiée par le rapport salarial

Le salariat, consécration de la propriété bourgeoise

Machinisme et aliénation du travailleur

Division du travail, mondialisation et armée industrielle de réserve

La domination masculine et patriarcale de la bourgeoisie

Le matérialisme historique à l'œuvre

Les « classes » composant la société

L'argent à l'origine du rapport de force dominants-dominés

La prise de conscience de l'exploitation, matrice de la révolution

Une exploitation inséparable de la baisse tendancielle du taux de profit

Une violence révolutionnaire inéluctable

La victoire du prolétariat dans la lutte des classes

La civilisation ou prétendue telle, une « imposture »

Le communisme, affranchissement de la tutelle bourgeoise et masculine

Mise en perspective

Chapitre 6 J. A. Schumpeter (1883-1950) : la dynamique du capitalisme et sa remise en cause

L'entrepreneur, chef d'orchestre du marché

Généalogie de la pensée schumpétérienne de l'entrepreneur

L'entrepreneur, l'inventeur et l'innovateur

Banquier, entrepreneur, innovateur : le tiercé gagnant de la croissance

Le circuit et l'évolution

Une analyse de l'innovation à l'origine d'une « destruction créatrice »

Un penseur clé de l'innovation

Le profit comme rémunération de l'innovation

L'intérêt des pratiques restrictives et des monopoles sur le marché

La critique du marxisme comme de la démocratie libérale

La pensée des cycles économiques

La critique de la démocratie libérale et du capitalisme

Le capitalisme périra de ses succès

Mise en perspective

Index

Bibliographie

Chapitre 1 : Adam Smith

Chapitre 2 : Karl Polanyi

Chapitre 3 : Milton Friedman

Chapitre 4 : John Maynard Keynes

Chapitre 5 : Karl Marx

Chapitre 6 : Joseph Aloïs Schumpeter

Notes bibliographiques

Remerciements

PRÉFACE

SUR LES ÉPAULES DES GÉANTS¹

Il est des livres qui ajoutent à leur utilité le plaisir de la lecture. En voici un. On ne s'ennuie jamais en accompagnant Arnaud Pautet dans son voyage chez quelques grands économistes d'un passé parfois proche. À chaque page, l'économiste débutant y découvrira, et l'économiste chevronné y retrouvera, des pensées captivantes, utiles non seulement pour comprendre comment s'est construit le savoir économique, mais aussi pour approfondir les questions que se pose notre époque. Qu'est-ce qui réunit Adam Smith, Karl Polanyi, Milton Friedman, John Maynard Keynes, Karl Marx et Joseph Schumpeter ? Ce ne sont pas des techniciens, des experts ni des spécialistes étroits d'un domaine de la science économique. Ils se hissent vers une économie véritablement politique, et ce au sens fort de ce qualificatif qui désigne la vie de la Cité (*polis*). Qu'ils s'intéressent à la relation entre économie et société, à la répartition de la richesse entre les classes sociales, à l'opposition ou à la complémentarité entre le marché et l'État, aux rythmes économiques ou au renouvellement des ordres productifs, tous sont amenés à interroger les fondements anthropologiques et philosophiques de la discipline, tous donnent une profondeur historique à leur démarche.

Arnaud Pautet nous l'explique : ces six auteurs sont des briseurs de paradigmes, des hétérodoxes, au sens précis où ils refusent la *doxa* de leur époque. Ne soyons donc pas trop étonnés d'y trouver Milton Friedman : ne s'est-il pas élevé contre la théorie keynésienne, la pensée hégémonique, alors, en macroéconomie ? Ils ne se contentèrent pas de déconstruire la pensée dominante à leur époque. Ils furent des bâtisseurs de nouvelles orthodoxies même lorsqu'ils ne firent qu'en poser les fondations, même si parfois ils semblent avoir été dépassés par leur création. Bien sûr, ces six économistes ne sont pas les seuls à avoir détourné le mainstream. Léon Walras lui-même estimait avoir renversé l'orthodoxie ; il fut longtemps marginalisé avant d'être pleinement reconnu comme le fondateur du

nouveau paradigme hégémonique. Malthus et Sismondi, s'ils ne réussirent pas à faire tomber la statue du commandeur David Ricardo, le tentèrent au moins – il faudra attendre Keynes.

John Maynard Keynes est caractéristique de ces hétérodoxes qui fondent un nouveau monde. Il donne enfin les armes de la victoire à cette « *brave army of heretics* » – Mandeville et Malthus au premier rang – qui, jusqu'alors, avait été toujours défaite. Le keynésianisme va régner pendant des décennies sur la macro-économie, et il est loin d'avoir rendu les armes. L'un des économistes passés en revue dans cet ouvrage, Milton Friedman, a été l'un des principaux artisans de la remise en cause de cette hégémonie, et il peut être compté comme un des fondateurs de ce qui deviendra la Nouvelle Économie Classique. Quant à Adam Smith, il fonde l'école classique contre ceux qu'il regroupe dans le « système mercantile » et impose le système de la liberté économique, au-delà même de sa pensée.

Si Marx estime écrire une « critique de l'économie politique », il a produit aussi une autre économie politique et, au-delà, une science alternative des sociétés. Lui qui affirmait « n'être pas marxiste » ne verra heureusement pas sa pensée imposée comme une orthodoxie, pendant des décennies, dans une moitié du monde. La conception schumpétérienne de l'évolution, ce qu'il finira par nommer le processus de « destruction créatrice », s'est largement imposée et Schumpeter a édifié les fondations de ce qu'il concevait comme une science de l'évolution économique, une économie historique encore à venir.

Il faut sans doute mettre à part Karl Polanyi. Il est avant tout anthropologue. À ce titre, il a imposé un autre type de critique de l'économie politique, d'une certaine façon plus radicale. Il explique qu'en promouvant, au XIX^e siècle, cette dystopie que sont les marchés autorégulateurs, les économistes classiques libéraux ont contribué à séparer l'économie de la société, à la placer en position dominatrice, provoquant une catastrophe humaine et sociale et suscitant une nécessaire réaction de la société. La leçon de son grand livre, *La Grande Transformation*, est d'une actualité brûlante à notre époque de triomphe du néo-libéralisme et de montée des réactions populistes : l'économie doit rester encadrée (*embedded*) dans le social, comme l'économie politique doit être encadrée dans les sciences de l'homme et de la société.

L'objectif premier de ce livre est de permettre aux étudiants en économie ou d'autres disciplines, et plus généralement à « l'honnête homme » de notre temps, d'avoir accès à une connaissance historique. Mais ce livre vise au-delà de ce qui est déjà une belle réussite. Il montre que l'histoire de la pensée économique peut se révéler indispensable pour comprendre la science économique d'aujourd'hui. Celle-ci ne peut être saisie seulement comme un état actuel du savoir, par une coupe horizontale. Elle est le résultat d'une évolution et d'une accumulation, elle a une profondeur ou une verticalité. Selon l'expression consacrée, les savants d'aujourd'hui sont « sur les épaules des géants ». La science économique, car science il y a, est dans une situation intermédiaire par rapport aux autres connaissances scientifiques. Considérons la philosophie, la « reine des sciences », mais la moins « dure ». Sur les rayons des librairies, les ouvrages des philosophes anciens sont massivement présents, car faire de la philosophie aujourd'hui suppose la lecture de Platon, de Kant, de Hegel, de Heidegger ou de Sartre. La pensée de ces géants est pleinement vivante, leurs interrogations restent largement les nôtres, même si on ne philosophe plus comme hier.

Considérons maintenant la physique, la science « dure » par excellence. La connaissance des apports des savants du passé conserve un intérêt pour ceux qui veulent comprendre comment la science a évolué, un intérêt seulement historique. La science de Copernic ou de Newton, la physique d'avant Einstein ou Bohr, voire la leur, sont des connaissances dépassées. Seules les connaissances aujourd'hui incorporées dans l'état actuel de la science sont vivantes : les nouvelles théories ont dévalorisé les anciennes en les englobant. On ne fait pas de la physique en lisant les *Principia Mathematica*.

L'économie et les autres sciences sociales sont dans un entre-deux. Si on ne fait pas de l'économie comme le faisait Adam Smith, Marx ou même Keynes et Schumpeter, les questions qu'ils posent restent d'actualité et les solutions – ou les esquisses de solutions – qu'ils proposent méritent d'être rediscutées aujourd'hui. Ils restent vivants, même s'il faut revivifier ou réactualiser leurs analyses, et c'est ce que l'ouvrage d'Arnaud Pautet nous fait saisir.

Les idées, les théories des auteurs qu'il a retenus doivent être considérées comme des idées, des théories toujours actives à notre époque. Et si l'ordre dans lequel ces auteurs nous sont présentés bouleverse la

chronologie, c'est sciemment. Il ne s'agit pas de recherche de paternité, de trouver des précurseurs, de construire des généalogies, mais d'un questionnement pour notre temps. Ainsi, la question de la répartition et le niveau tolérable ou optimal d'inégalité est au cœur de la réflexion des auteurs qui nous sont proposés. Tous s'interrogent sur le bien commun ou l'intérêt général, posent la question des moyens, pour parvenir à cet accomplissement, du rôle de l'État.

Après la grande récession de 2008, l'étude des cycles et des crises a retrouvé toute son actualité. Alors que se prolonge la révolution industrielle de l'ordinateur et de l'Internet et que se développe celle de l'intelligence artificielle et de la robotique, dont les effets seront sans aucun doute de grande ampleur, la réflexion de Schumpeter est incontournable. Naturellement, les réponses proposées par les six économistes diffèrent, mais la puissance de leur argumentation et leur hauteur de vue nous amènent à réfléchir sur de nouvelles bases, à nouveaux frais. Le monde a changé, la science économique s'est transformée et les mutations s'accomplissent sous nos yeux, nous avons d'autant plus besoin de ces économistes d'hier pour comprendre le moment présent et se préparer à demain.

Pierre DOCKÈS
Professeur honoraire Université Lyon 2
Chercheur au Centre de recherche Triangle

LES FINALITÉS DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

Pourquoi consacrer un livre à l'économie politique ?

Pour aborder l'économie politique, d'excellentes synthèses figurent déjà en bonne place sur les rayons des libraires², sur la toile³ ou dans des revues de référence⁴. Pourquoi, alors, se risquer à fabriquer un nouvel outil pour relire et interroger ces grands auteurs de la discipline, dont on croit tout savoir ?

Tout d'abord, l'expression revient en grâce, ainsi que l'explique Thomas Piketty dans la revue *Les Annales*⁵, alors qu'elle semblait tombée dans les oubliettes de l'histoire économique. Certains auteurs s'enthousiasment même pour une « nouvelle économie politique » qui fait la part belle aux institutions, à l'image d'Olivier Bomsel.

« L'économie politique s'est forgée comme un discours au service des princes éclairés. Elle a érigé son statut en science du bien public [...]. Pourtant, l'économie dépend du jeu institutionnel. Les meilleurs conseils économiques demeurent lettre morte si la logique du pouvoir n'y trouve pas son content. La question d'aujourd'hui est celle de House of Cards : d'où vient le pouvoir ? Comment les institutions pèsent sur l'économie ? Quel regard, en retour, une économie qui se voudrait politique doit-elle leur adresser⁶ ? »

Ensuite, il existe une forte demande sociale autour des questions abordées par l'économie politique : la gestion des ressources, et plus généralement des biens communs, est-elle compatible avec une croissance carbonée ? La

justice sociale a-t-elle encore sa place dans une société où le marché grignote chaque jour un peu plus les prérogatives de l'État-providence ? Qu'est-ce qu'une fiscalité juste ? La lutte des classes est-elle morte avec le capitalisme mondialisé qui laissait espérer une « mondialisation heureuse⁷ » après la chute de l'Union soviétique ? La discipline rencontre les préoccupations de nos concitoyens ; aussi avons-nous choisi de sous-titrer cet ouvrage « Comprendre les débats politiques contemporains ». Loin de considérer leur champ d'étude comme une science réservée à un cénacle de spécialistes, les auteurs sélectionnés étaient des citoyens engagés dans la vie de la Cité, désireux d'aider leurs concitoyens à comprendre le monde et d'accompagner les responsables politiques dans leur prise de décision.

En troisième lieu, les entreprises manifestent un intérêt croissant pour la théorie économique, adossée à l'histoire : elles proposent à leurs cadres des séminaires de formation en ce sens, diversifient leur recrutement et affirment apprécier des candidats venus d'études en sciences sociales. Les articles se multiplient, dans la presse généraliste, pour vanter la plus-value de salariés dotés d'une solide culture économique et historique⁸. La France souffre, en la matière, d'un certain retard par rapport à la Grande-Bretagne notamment, où il n'est pas rare de voir postuler à des postes d'encadrement des jeunes diplômés d'histoire de l'art ou d'un *bachelor of arts*. Les recruteurs délaissent quelque peu les *hard skills* (diplômes, certifications, formations spécialisées) au profit des *soft skills* (compétences douces comme l'empathie, l'engagement, l'enthousiasme, la créativité), conscients que la révolution des plateformes, de l'intelligence artificielle et le désir croissant d'indépendance des travailleurs changent la donne sur le marché de l'emploi.

Les entreprises préfèrent dorénavant investir dans des collaborateurs que leur culture et leurs qualités humaines mettent à l'abri de la concurrence des machines. Un grand nombre d'emplois intermédiaires sont en effet menacés : assistants juristes, comptables, certains journalistes sont déjà remplacés par des robots⁹... Cependant, ces machines restent incapables de conceptualiser, de donner du sens, d'utiliser des émotions. L'avenir appartiendrait donc aux « manipulateurs de symboles¹⁰ », dotés d'une solide culture humaniste. L'histoire peut être ici l'auxiliaire de l'économie

politique, toutes deux contribuant à la création de valeur pour les entreprises du XXI^e siècle, comme le note Thierry de Montbrial.

« L'Histoire est utile pour tous les entrepreneurs en tout genre, en ce sens que cette discipline peut les aider à mieux comprendre le comportement de leurs partenaires ou de leurs adversaires, c'est-à-dire les actions et réactions. Tous les spécialistes du management au sens large du terme soulignent l'intérêt du "retour d'expérience", et particulièrement de l'analyse a posteriori des erreurs [...]. Un aspect de l'histoire est d'offrir à l'homme d'action une palette étendue d'études de cas lui permettant de nourrir sa réflexion afin d'accroître son information au sens précis donné à ce terme [...] ¹¹. »

Enfin, ces textes de référence, couramment utilisés, sont trop souvent dénaturés. Tantôt il s'agit d'une méconnaissance de ces œuvres, tantôt d'une utilisation partisane de morceaux choisis, sortis de leur contexte. Souvent, ces analyses approximatives se fondent sur des extraits de seconde main ou de mauvaises traductions. L'économie du livre actuelle n'y est pas étrangère : eu égard aux droits à acquitter pour la reproduction de leurs textes, il faut un certain courage aux éditeurs pour publier des extraits longs et significatifs de ces auteurs. Si bien que des expressions éculées ont perdu leur sens initial, comme la « main invisible » d'Adam Smith, présentée à tort comme un fétichisme du marché, ou la « politique de la règle » de Milton Friedman, perçue comme le premier des dix commandements de la pensée néo-libérale. Nous avons donc tenu à en publier ici des extraits généreux, représentatifs, en les mettant en résonance et en les recontextualisant.

Six auteurs ont été retenus, qui ont interrogé les liens entre le marché et l'État, les inégalités, la pauvreté, le rôle de l'économiste dans la Cité. Ils nous aident à répondre aux trois questions, d'une grande actualité, qui structurent cet avant-propos.

La science économique a-t-elle tué l'économie ?

Après la Première Guerre mondiale, l'économiste Charles Gide renoue, en France, avec l'expression d'« économie politique », qu'il définit comme

« l'étude de la production économique, l'offre et la demande de biens et services et leurs relations avec les lois et coutumes ; le gouvernement, la distribution des richesses et la richesse des nations incluant le budget¹² ». L'économie politique questionne tout autant la répartition des richesses que le processus conduisant à l'accumulation. Elle implique une analyse des relations entre l'État et le marché.

L'expression est bien sûr plus ancienne, utilisée en France dès le XVII^e siècle par Antoine de Montchrestien¹³. La prestigieuse *Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert y consacre, en 1755, un article confié à... Jean-Jacques Rousseau, le père du « contrat social ». Même si sa vision est archaïsante et n'intègre pas les avancées récentes du courant physiocrate, elle fait alors figure de matrice en France, ne serait-ce que parce qu'elle est rapidement contestée et dépoussiérée. Le philosophe se contente de distinguer l'économie domestique de l'économie politique, l'œuvre du gouvernement dont il dit que l'action n'est en rien comparable à celle du chef d'un ménage. Il questionne le bonheur, l'impératif de l'égalité et, à cette fin, les vertus d'une fiscalité pesant sur la consommation des plus riches :

« Il se pourrait, je l'avoue, que les impôts contribuassent à faire passer plus rapidement quelques modes ; mais ce ne serait jamais que pour en substituer d'autres sur lesquelles l'ouvrier gagnerait, sans que le fisc eût rien à perdre. En un mot, supposons que l'esprit du gouvernement soit constamment d'asseoir toutes les taxes sur le superflu des richesses, il arrivera de deux choses l'une : ou les riches renonceront à leurs dépenses superflues pour n'en faire que d'utiles, qui retourneront au profit de l'État ; alors l'assiette des impôts aura produit l'effet des meilleures lois somptuaires ; les dépenses de l'État auront nécessairement diminué avec celles des particuliers ; [...] ou si les riches ne diminuent rien de leurs profusions, le fisc aura dans le produit des impôts les ressources qu'il cherchait pour pourvoir aux besoins réels de l'État. Dans le premier cas, le fisc s'enrichit de toute la dépense qu'il a de moins à faire ; dans le second, il s'enrichit encore de la dépense inutile des particuliers. »

L'économie politique connaît ensuite un grand succès au XIX^e siècle puisque Jean-Baptiste Say¹⁴ en 1803, David Ricardo en 1817, Simonde de

Sismondi¹⁵ en 1819, Thomas Robert Malthus en 1820, John Stuart Mill¹⁶ en 1848 ou Marx¹⁷ en 1859 en font le titre et le cœur de leurs ouvrages – y compris pour en contester la pertinence, dans le cas du philosophe allemand. Dans le dernier tiers du XIX^e siècle, l'expression est moins employée : la révolution marginaliste des néoclassiques consacre l'économie comme science et le marché comme une sphère séparée du reste de la société et du jeu politique ; les préoccupations politiques de l'économie, présentes depuis Aristote, s'effacent devant la toute-puissance des mathématiques, symbolisée par la théorie walrassienne de l'équilibre général. La fixation des canons de la concurrence pure et parfaite donne à cette nouvelle génération d'intellectuels les hypothèses nécessaires à leur démonstration. L'économie doit devenir une science anhistorique, indépendante des contingences de l'histoire des sociétés humaines. Bien sûr, les hypothèses héroïques de la « CPP^a » sont vite nuancées par les tenants de cette même révolution : au début du XX^e siècle, Alfred Marshall ébauche la théorie des marchés imparfaits et joue un rôle majeur pour asseoir l'économie dans le cercle restreint des disciplines universitaires, comme Émile Durkheim l'avait fait pour la sociologie en l'émancipant de la philosophie. L'économiste devient la figure de l'expert, s'éloignant peu à peu du savant universel. Il perd alors en audience, en simplicité et en lisibilité, ce que regrette Pierre-Noël Giraud dans un récent et passionnant ouvrage où il s'interroge sur le « bon usage » de l'économie :

« Auparavant, les textes économiques – des fondateurs de l'économie politique à Keynes, Hayek et Schumpeter – étaient les mêmes pour tous : les pairs, le public cultivé et les hommes politiques. Ce n'est plus le cas. Les articles publiés dans les revues académiques, dont dépendent les carrières et les réputations qui permettent ensuite de s'exprimer aussi bien dans les plus prestigieux que les plus populaires des médias, ne sont compréhensibles et contestables que par des économistes chevronnés¹⁸. »

En dehors de ces *happy few*, il est difficile en effet de descendre dans l'arène pour s'exprimer sur des préoccupations sociales et économiques d'ordre général, et de braconner en dehors de ses terres de chasse. Rapidement, les considérations d'un spécialiste sur une thématique extérieure à son champ de recherche apparaissent comme une prise de position politique, partisane, sans souci de scientificité. La tension est

montée d'un cran dans le microcosme des chercheurs en sciences économiques et sociales au moment de la parution de l'ouvrage polémique de Pierre Cahuc et André Zylberberg *Le négationnisme économique, et comment s'en débarrasser*¹⁹. Même si l'ouvrage recèle un grand nombre d'analyses passionnantes sur les avancées actuelles de la recherche en économie expérimentale (le marché du travail, la mixité scolaire, l'efficacité fiscale ou le révisionnisme scientifique de grandes firmes du tabac), le pas est rapidement franchi par les auteurs pour frapper d'ostracisme les « hétérodoxes^b », créateurs selon eux d'un contre-discours qu'ils comparent au lyssenkisme^c de l'époque soviétique. Pour nos orthodoxes, ces « dissidents » considèrent que :

« L'économie ne serait pas une discipline scientifique comme la physique, la biologie, la médecine ou la climatologie. Selon eux, l'analyse économique se réduirait à des arguties théoriques, le plus souvent inutilement mathématisées et déconnectées de la réalité »²⁰.

L'économiste : expert, « honnête homme » ou trublion ?

Cet ouvrage est pourtant consacré à des figures considérées en leur temps comme « hétérodoxes ». Ils revendiquent un décloisonnement des savoirs et sont dotés d'une grande culture philosophique et historique. Chacun, à sa manière, conteste la pensée *mainstream* de son temps : Adam Smith (1723-1790) plante une banderille dans l'édifice théorique des mercantilistes en expliquant que le commerce international est un jeu à somme positive, et non nulle. Il réfléchit à la possible convergence des intérêts individuels et collectifs, questionne en creux le bien commun placé sous les auspices d'un être supérieur.

Karl Polanyi s'insurge contre l'idée que tout soit marchandise, que l'économie puisse s'extraire de la société. Il est l'un des premiers à mettre en exergue la puissance des « institutions ».

John M. Keynes (1883-1946), notamment dans la joute qui l'oppose à Friedrich Hayek au sujet de la monnaie²¹, en vient à démontrer que l'investissement est le moteur et le préalable de la croissance, et pas

l'épargne, comme le soutiennent les classiques ; que l'épargne oisive doit être traquée notamment en période de crise (Franklin D. Roosevelt y voit une invitation à lancer une politique fiscale agressive, avec un taux marginal d'imposition sur le revenu à plus de 90 %, une décision à l'origine d'un désaccord entre les deux hommes). En temps de crise, Keynes préconise non pas des taux d'intérêt élevés pour attirer l'épargne étrangère, mais des taux bas pour réamorcer la pompe de la croissance en facilitant l'investissement et en soutenant la demande intérieure.

Joseph Schumpeter (1883-1950) s'interdit d'expliquer la croissance, comme tous ses condisciples, seulement par les facteurs de production classiques que sont le travail et le capital. Les crises ne peuvent se lire, selon lui, seulement au prisme d'un déséquilibre conjoncturel entre l'offre et la demande. Il explore les causes profondes des récessions et explique leur récurrence par l'épuisement de vagues d'innovation portées par deux personnages héroïques, l'entrepreneur et le banquier.

Milton Friedman (1912-2006), enfin, est autant un penseur contestataire qu'un ardent défenseur de la liberté. Selon lui, « le capitalisme de concurrence » est la « condition de la liberté politique » : défiant le paradigme keynésien, hégémonique, il pressent, dès les années 1960, que le dilemme entre inflation et chômage n'existe pas au-delà du court terme, et que l'inflation ne soigne pas le chômage. Il questionne l'efficacité des politiques monétaires et fiscales, l'impact des politiques économiques et des incitations sur les anticipations des agents. En ce sens, Jean Tirole, quoique micro-économiste, fait figure d'héritier.

Ces penseurs ont également en commun de refuser les œillères que leur expertise en sciences économiques pourrait leur donner. Ils sont, au sens du XVII^e siècle, des « honnêtes hommes » convaincus de la portée des humanités et de la nécessité de réfléchir au bien commun. Héritiers des Lumières, ils ont compris que le bonheur méritait toute l'attention des économistes, au même titre que la justice et l'égalité. Adam Smith s'intéresse à la philosophie des « sentiments moraux » ; Karl Polanyi appréhende l'échange en anthropologue, expliquant qu'une partie significative des échanges échappe à la logique marchande, mais se fonde sur la réciprocité, le don et le contre-don, en vertu de codes sociaux et moraux propres à chaque société. Joseph Schumpeter explique que le bon économiste ne peut ignorer les faits historiques et doit être doté, comme

l'entrepreneur, d'une intuition de l'histoire. Milton Friedman ne l'eût pas démenti, soucieux de confronter ses théories à l'histoire, vue comme un juge de paix. Quant à John Maynard Keynes, même s'il est un immense probabiliste, capable d'engager la discussion avec les meilleurs mathématiciens de son temps, et qu'il fut ébloui par les *Principes mathématiques* de Bertrand Russell, il se passionne bien davantage pour la philosophie morale de Georges Edward Moore.

Ces penseurs n'ignorent nullement l'importance de la modélisation mathématique ; Joseph Schumpeter est l'un des fondateurs de la revue *Econometrica* ; John M. Keynes a soutenu une thèse de mathématiques avant de bifurquer vers l'économie, et a rédigé un *Traité de probabilité* en 1921. Il récupère par hasard, dès la fin de ses études au King's College, le cours sur la monnaie précédemment dispensé par Arthur C. Pigou alors que celui-ci est nouvellement investi du poste d'Alfred Marshall, parti à la retraite. Adam Smith élabore sa théorie des prix en s'inspirant des mathématiques newtoniennes et de sa théorie de la gravitation. Une entrée par la physique qui le rapproche, quelques décennies plus tard, de Saint-Simon, un autre penseur clef de l'économie politique au XIX^e siècle²². Mais les mathématiques ne sont pour eux qu'un outil à mettre au service des vraies missions de l'économie : aider l'homme à apprivoiser la rareté des ressources dont il dispose ; améliorer son efficacité productive ; « rendre le monde meilleur », ainsi que le résume Jean Tirole dans son *Économie du bien commun*²³.

Peut-on réconcilier les deux approches de l'économie ?

La mission n'est pas si simple car le consensus sur les objectifs de l'économie, son statut, le rôle de l'économiste dans la cité, n'a jamais été trouvé. Pour Pierre Cahuc et André Zylberberg,

« L'économie est devenue une science expérimentale et, à ce titre, elle a beaucoup à nous apprendre. [...] Pour connaître les conséquences d'une mesure prise par les pouvoirs publics, qu'il s'agisse par exemple de la mixité scolaire, de la réduction du temps de travail ou d'une hausse des

impôts, les économistes mettent en place des expériences ou exploitent les événements que leur offre l'actualité, ou l'histoire, afin de comparer des groupes au sein desquels cette mesure a été mise en œuvre, avec les groupes où elle n'a pas été mise en œuvre. Les biologistes et les médecins font de même quand ils veulent connaître l'efficacité d'un médicament²⁴. »

Une approche résolument micro-économique qui évacue très rapidement l'intérêt de la « théorie » économique, considérée comme globalisante et spéculative, minorant ainsi l'importance de la macro-économie prescriptrice des politiques économiques souvent déployées par les gouvernements. En réalité, la vision des auteurs ne correspond qu'à une partie du métier d'économiste, tel que le définit Pierre-Noël Giraud :

« La démarche où intervient l'économie se déploie en quatre temps, qui répondent aux questions suivantes : où allons-nous ? Que voulons-nous ? Comment atteindre nos objectifs ? Quelles sont les conditions politiques pour y parvenir ? Le premier temps construit et valide des modèles d'analyse économique, qui permettent de se représenter ce qui va se passer sans inflexion notable des politiques économiques. Le deuxième temps est politique, il est décisif : il s'agit de définir un objectif collectif. Avec le troisième temps, l'économiste reprend la main : celui de l'élaboration des politiques économiques qui permettent d'atteindre les objectifs politiques fixés. Le quatrième temps, de nouveau politique, consiste à s'interroger sur les conditions de la mise en œuvre des politiques économiques souhaitables²⁵. »

On voit bien l'écart entre les deux postures : pour les premiers, une méthode qui se réduit à une démarche épidémiologique, médicale, dont l'économiste Esther Duflo, récemment nobélisée, est devenue la spécialiste mondiale²⁶ ; pour le second, l'approche épidémiologique n'est qu'un moment de validation ou d'infirmité de la théorie et ne saurait suffire à appréhender la complexité des interactions qui relient les multiples variables économiques, sociales et politiques. Pour la première école, l'économie est une science expérimentale dont les résultats sont à prendre en compte avant toute décision de politique économique ; pour la seconde, elle « n'a pas la possibilité d'expérimenter, de recourir à des manipulations, comme la science physique », car l'environnement

économique et social n'est jamais deux fois parfaitement identique et ne permet donc pas une comparaison exacte. C'est pourquoi les prix Nobel d'économie Angus Deaton, James Heckman et Joseph Stiglitz affirmaient, dans une tribune du journal *Le Monde* du 23 mai 2018, que les politiques de développement économique ne sauraient se contenter de résultats contingents ni de micro-interventions : « *Nous ne devons pas avoir la politique de nos instruments, mais les instruments de notre politique.* »

Jean Tirole propose de trouver un terrain d'entente en demandant aux économistes de définir une organisation de société préférentielle pour concilier intérêt individuel et collectif, rêvant, comme Keynes, de bâtir un pont entre micro et macro-économie. Par voie de fait, il encourage les chercheurs, comme Olivier Bomsel, à questionner les institutions qui peuvent permettre cette alchimie, et l'amalgame entre l'individu et la société :

« Que nous soyons homme politique, chef d'entreprise, salarié, chômeur, travailleur indépendant, haut fonctionnaire, agriculteur, chercheur, quelle que soit notre place dans la société, nous réagissons tous aux incitations auxquelles nous sommes confrontés. Ces incitations – matérielles ou immatérielles – et nos préférences combinées définissent le comportement que nous adoptons, un comportement qui peut aller à l'encontre de l'intérêt collectif. C'est pourquoi la recherche du bien commun passe en grande partie par la construction d'institutions visant à concilier autant que faire se peut l'intérêt individuel et l'intérêt général ²⁷. »

Une thématique semble pouvoir faire converger ces démarches et ces positions adverses : celle des inégalités. Une préoccupation déjà chère à David Ricardo, échangeant dans cette lettre datée de 1820 avec Thomas Malthus :

« L'économie politique est selon vous une enquête sur la nature et les causes de la richesse. J'estime au contraire qu'elle doit être définie comme une enquête au sujet de la répartition du produit de l'industrie entre les classes qui concourent à sa formation ²⁸. »

Le cœur de la réflexion économique n'est pas la croissance, mais les inégalités qu'elle génère. Thomas Piketty se fait, sur ce point, l'héritier de

Ricardo, lorsqu'il se demande, dans *Le capital au XXI^e siècle*, à l'aune des changements techniques actuels et de la globalisation :

« Quelles seront les conséquences de ces bouleversements pour la répartition des richesses, la structure sociale et l'équilibre politique des sociétés européennes²⁹ ? »

Il se fait l'écho de son mentor, Anthony B. Atkinson, qui débute son opus *Inégalités* par le constat suivant :

« L'inégalité est aujourd'hui au cœur du débat public. Les populations sont plus conscientes que jamais de son envergure³⁰. »

Tous les auteurs convoqués dans cet ouvrage questionnent la dose tolérable d'inégalités, se demandent s'il est pertinent de les réduire, et comment. Leurs interrogations surgissent d'un contexte particulier : une transition, un passage d'une révolution industrielle à une autre (A. Smith ou M. Friedman), une crise du capitalisme (J. Schumpeter, K. Polanyi, K. Marx ou John M. Keynes), une remise en question du rôle de l'État appelant une rénovation des institutions. Sur ce dernier point, certains plaident pour davantage de pouvoir discrétionnaire des responsables politiques, comme John M. Keynes ; d'autres pour une règle mettant le marché à l'abri des ingérences conjoncturelles de l'État, comme M. Friedman. Tous montrent, à leur manière, que les crises révèlent souvent une inadaptation des structures de l'économie : K. Polanyi, John M. Keynes et M. Friedman soulignent, par exemple, les lacunes de l'étalon-or dans le premier vingtième siècle. Au-delà, leur réflexion est toujours anthropologique et philosophique : jusqu'où l'État peut-il empiéter sur la liberté de l'individu, se demande M. Friedman – en mettant en exergue l'idée que l'État est toujours du côté de la coercition ? Quelles limites la puissance publique doit-elle fixer aux passions individuelles et au désir légitime d'enrichissement, se demandent aussi bien Adam Smith que John M. Keynes ? L'individu est-il rationnel, son comportement est-il modifié par son environnement et les décisions des pouvoirs publics ou des autorités monétaires (voir, pour Smith, par un « grand architecte » de l'Univers) ? Enfin, tous interrogent l'histoire, son cours sinueux, bourbeux... Suit-elle une marche linéaire vers le progrès, ainsi que le

suppose la dialectique marxiste qui voit dans la révolution prolétarienne l'avènement d'une société où l'inégalité (liée successivement à l'esclavagisme antique, à la féodalité, à l'accumulation bourgeoise) a disparu ? Est-elle cyclique, faite de rebonds, comme le montre J. Schumpeter dans sa théorie de l'évolution économique ?

Autant de questions auxquelles, nous l'espérons, le lecteur pourra partiellement répondre en cheminant aux côtés de ces géants.

a. Acronyme utilisé par les économistes pour désigner la concurrence pure et parfaite.

b. Un groupe hétérogène incluant des économistes marxistes, keynésiens, parmi lesquels des économistes « atterrés », et que l'on peut élargir jusqu'au cercle des lecteurs d'*Alternatives économiques*.

c. Trofim Lyssenko (1898-1976), technicien agricole auteur d'une théorie pseudo-scientifique sur la génétique, qui obtint en URSS le statut de théorie officielle sous Staline et au début de la guerre froide. Ses travaux éclipsèrent ceux de Gregor Mendel notamment, et d'autres généticiens considérés comme des valets de la « science bourgeoise ».

CHAPITRE 1

ADAM SMITH

(1723-1790) :

UN LIBÉRAL QUI SE MÉFIE

Né en 1723 à Kirkcaldy, en Écosse, d'un père contrôleur des douanes, Adam Smith fait des études de sciences morales et politiques à Glasgow. Influencé par Francis Hutcheson, il poursuit ses études à Oxford et la chaire de philosophie morale lui est attribuée à Glasgow, en 1751.

En 1759 paraît sa *Théorie des sentiments moraux*, dans laquelle il rompt avec Hutcheson pour qui la bienveillance est le moteur des actes des individus. Il devient à ce moment-là le précepteur du duc de Buccleuch et voyage en Europe, rencontre David Hume à Paris et François Quesnay. Mais il doit rentrer précipitamment lorsque le frère du duc est assassiné en Écosse.

Les années qui suivent sont celles de l'écriture de *Richesse des nations*, publié pour la première fois en 1776. L'ouvrage rassemble cinq livres ; il est redondant, comprend de nombreuses digressions et redites. Mais il aborde quantité de problèmes centraux, à tel point que cette synthèse est saluée rapidement comme un chef-d'œuvre. Jean-Baptiste Say fait ainsi de Smith le « père de la philosophie politique ». Le livre fut réédité cinq fois avant 1789 (Smith meurt en 1790) et, dès avant 1800, il est traduit dans toute l'Europe. Son optique est de produire une synthèse sur l'enrichissement de la nation et une définition de la richesse, « *les choses nécessaires et commodés à la vie* ». Pour Smith, le montant de la richesse nationale importe moins que la progression de cette richesse, qui permet notamment de déterminer la croissance des salaires.

Il termine sa vie, malgré ses convictions libérales, au service de la Couronne, en devenant commissaire des douanes à Édimbourg.

Problématique

Loin de l'image du chantre défenseur du libre-échange et pourfendeur de l'interventionnisme étatique que la postérité a dessinée de lui, Adam Smith apparaît plutôt comme un penseur de l'harmonie, père d'une philosophie libérale aux accents métaphysiques. L'économie doit rechercher cette harmonie en s'inspirant des lois de la nature. Cette posture ne l'empêche pas de considérer avec lucidité la violence des rapports de force dans la société capitaliste, ni d'envisager des solutions pratiques pour les réduire.

Une pensée critique du mercantilisme

... en réaction au bullionisme espagnol

L'idée centrale et commune aux courants mercantilistes est que la richesse des marchands et leur enrichissement conduit à une création de richesses pour la nation. Ces courants sont également unifiés par un nationalisme commun. Au-delà de ces facteurs d'unité, le mercantilisme revêt des réalités diverses en Europe entre le ^{xv}^e et le ^{xviii}^e siècles :

- Le **bullionisme espagnol** encourage l'accumulation et la thésaurisation d'or ; il incite à limiter les sorties d'or, rendant celui-ci abondant dans le royaume. Pour Smith, à l'instar du point de vue formulé par Jean Bodin en 1568, c'est là une erreur fondamentale qui conduit les mercantilistes ibériques à confondre monnaie et richesse, et à négliger l'idée que la monnaie doit se contenter d'être un instrument lubrifiant les échanges.
- Au même moment, en France, le **courant mercantiliste**, incarné par Jean Bodin et Antoine de Montchrestien, explique que la richesse tire sa source du travail des individus. Ces auteurs en déduisent que le rôle de l'État est d'utiliser le plus efficacement possible sa population et de conduire l'industrialisation du pays.
- La **version britannique du mercantilisme** est encore différente. Selon ses défenseurs, la richesse provient du commerce maritime (extérieur) et dépend grandement des monopoles octroyés par la Couronne aux compagnies britanniques de transport par les actes de navigation instaurés par William Petty (abolis beaucoup plus tard, en 1849). L'excédent commercial est considéré comme la source de l'enrichissement.

Smith réfute l'idée que la monnaie équivaut à la richesse et qu'elle est une marchandise comme une autre. Pour cette raison, « l'attention du gouvernement n'a jamais été aussi inutile que lorsqu'elle a été tournée vers la surveillance de la conservation ou de l'accroissement de la quantité de monnaie d'un pays ». La monnaie n'est pas pour lui une richesse mais un moyen de faire circuler celle-ci. Le besoin de monnaie est ainsi limité par l'usage que l'on en a.

Cette circulation de la monnaie ouvre sur une **théorie de l'échange** : le commerce international apparaît comme un moyen de faire circuler la richesse. La théorie édifiée sur ce commerce international est connue sous le nom de **théorie des avantages absolus** : on doit se spécialiser dans la production pour laquelle on est le meilleur, et « *c'est la maxime de tout chef de famille prudent de ne jamais chercher à faire chez lui ce qui lui coûtera moins cher à faire qu'à acheter* » (livre 4, chapitre 2). Le produit de sa vente lui permet d'acheter ce dont il a besoin. « *Si un pays peut nous fournir une marchandise à meilleur marché que nous ne pouvons le faire nous-mêmes, mieux vaut la lui acheter avec une partie du produit de notre propre activité employée dans une voie dans laquelle nous avons avantage.* »

... en réaction au courant physiocrate

Le mot de « **physiocratie** » a été créé par Pierre S. Dupont de Nemours, mais il renvoie surtout à la pensée de François Quesnay (1694-1774) qui a voulu construire une alternative à la pensée mercantiliste. S'inspirant de Pierre Le Pesant de Boisguilbert, Quesnay montre que la richesse n'est pas identique à la monnaie, car celle-ci a d'abord une fonction d'échange et non de thésaurisation. La vraie richesse repose sur « les fruits de la terre » qui relie « les laboureurs et les marchands » au « beau monde ». Il critique ainsi toutes les formes d'entrave aux échanges et la fiscalité inadaptée.

Dans son *Tableau économique* (1758), Quesnay distingue la « classe productive » de la « classe stérile » (cette dernière ne produisant pas de richesse mais se contentant de la transformer, et recouvrant donc l'industrie, par exemple) et de la « classe oisive », composée des propriétaires terriens, rentiers vivant de la location des terres à la classe

productive des paysans. L'impôt doit simplement reposer sur le produit net, seul surplus. Turgot essaie de mettre en œuvre une telle politique fiscale qui lui aliène rapidement les privilégiés, principaux visés. Le maintien du revenu des agriculteurs est la condition de fixation du « *bon prix du grain* ». Smith notera que, dans les faits, les entraves invalident ce maintien, alors qu'il « *est de la plus grande importance à une nation de parvenir par une pleine liberté de commerce au plus haut prix possible dans les ventes des productions de son territoire. [...] Les progrès du commerce et de l'agriculture marchent ensemble* ».

Une nouvelle pensée de la valeur

Dans le chapitre 4 du livre 1, Smith théorise l'idée d'une « **valeur d'échange** » distincte de la « **valeur d'usage** ».

« La valeur d'une denrée quelconque [...] est égale à la quantité de travail que cette denrée le met en état d'acheter ou de commander. Le travail est donc la mesure réelle de la valeur échangeable de toutes marchandises. [...] Ce n'est point avec de l'or ou de l'argent, c'est avec du travail, que toutes les richesses du monde ont été achetées originairement³¹. »

La valeur d'échange est le pouvoir d'achat que donne l'objet échangé, souvent traduite en monnaie. Cette valeur d'échange d'un bien dépend de la quantité de travail qu'il contient ; c'est pourquoi Smith parle de « valeur travail ». La « valeur d'usage » renvoie à l'utilité qu'apporte la consommation du bien, la « valeur en usage », forcément subjective. La question de la rareté est déterminante pour la compréhension du prix, mais insuffisante. L'eau a ainsi une valeur d'échange plus faible que le diamant en règle générale, non parce que le diamant est plus rare, mais parce que la quantité de travail nécessaire à sa production est supérieure à celle nécessaire à la production d'eau. La valeur d'usage de l'eau est cependant nettement plus élevée puisqu'elle est nécessaire à la survie de l'individu, notamment dans le désert !

Pour Smith, la valeur d'un bien est donc déterminée par la quantité de travail incorporée dedans, elle-même souvent traduite en valeur monétaire. Dans le chapitre 6 du livre I, il note que « *si, parmi une nation de*

chasseurs par exemple, il coûte habituellement deux fois plus de travail pour tuer un castor que pour tuer un cerf, un castor devrait normalement s'échanger contre deux cerfs ou en valoir deux ». Mais il convient que tout dépend également de différences d'habileté.

Le travailleur n'est cependant pas seul dans le processus productif. L'existence d'un détenteur de capital change la donne, si bien que « *tout le produit du travail n'appartient pas toujours au travailleur* » car « *il faut le partager avec le propriétaire du capital qui l'emploie* ». Du fait du profit, la quantité de travail qu'un bien permet d'acquérir devient ainsi supérieure à la quantité de travail incorporée.

Smith a l'intuition, aussi, de différentes générations de capitaux, et initie **la loi des rendements décroissants** : les premiers capitaux vont vers les meilleurs placements, les suivants vers des placements de moins en moins rentables. La diminution des profits réduit ainsi la capacité à accumuler du capital et l'incitation à le faire... Le cercle vicieux est enclenché : dans ces derniers secteurs, la mise en œuvre de ces capitaux accroît la capacité productive et nécessite l'emploi d'une main-d'œuvre supplémentaire, si bien que les salaires augmentent et que les profits diminuent.

Dans la composante des prix, Smith distingue **le salaire, le profit et la rente**. Le « profit » correspond au revenu des capitaux qu'une personne gère ou emploie ; « l'intérêt » est le revenu additionnel rémunérant la peine de l'employeur. Au sens actuel, le « profit » serait plutôt le cumul de ces deux composantes.

Smith va distinguer également **le « prix naturel » et le « prix de marché »**. Le prix de marché est celui qui résulte de la confrontation des offres et demandes s'exprimant sur le marché, alors que le prix naturel reflète la dépense de travail qu'il a fallu engager pour produire le bien. Si l'offre disponible est inférieure à la demande effective, les prix sont voués à augmenter ; dans le cas contraire, à baisser.

Smith reprend à ce propos Richard Cantillon (*Essai sur la nature du commerce en général*, 1755) quand il explique que le prix de marché ne peut s'éloigner durablement du prix naturel. Travailleurs, employeurs et propriétaires ne sont pas rémunérés au taux naturel. Celui qui est lésé est voué à se retirer de l'échange. Alors, la quantité de marchandises chute et le prix s'élève jusqu'au taux naturel. Inversement, lorsque la rémunération

est trop forte, elle attire tous les acteurs, si bien que la quantité augmente trop vite et que le prix de vente finit par baisser.

Influencé par les théories de Newton, Smith explique qu'il existe une « *gravitation autour du prix naturel* » (chapitre 7, livre I). Mais celle-ci peut être contrariée par des monopoles, « *privilèges exclusifs des corporations* », et des lois qui limitent la concurrence. Le prix de marché, dans la réalité, est souvent supérieur au prix naturel.

Cette analyse l'aide à penser l'accumulation du capital et la pression inévitable sur les salaires :

« Les ouvriers désirent obtenir autant que possible, les maîtres donner le moins possible. Les premiers sont disposés à se coaliser afin d'augmenter le salaire du travailleur, les seconds afin de le faire diminuer [...]. Les maîtres, en étant moins nombreux, peuvent se coaliser beaucoup plus facilement. En outre, la loi autorise, ou tout au moins n'interdit pas, leurs coalitions, tandis qu'elle interdit celle des ouvriers³². »

La prospérité est à la fois, pour lui, le moteur de la croissance et de l'augmentation des salaires, qui auto-entretient ce cercle vertueux : il faut selon lui mieux payer les ouvriers pour « *augmenter l'activité des petites gens* », car « *les ouvriers [sont] plus actifs, plus assidus, plus prompts là où le salaire est élevé que là où il est bas* ».

Smith a également l'intuition que le recours à la machine provoque un moindre emploi du travail. Le travail est divisé entre travail productif (créant de la valeur ajoutée, comme celui des ouvriers, des fabricants) et travail improductif (qui n'ajoute pas de valeur, comme celui des domestiques et, plus généralement, les services). Selon lui, « *un homme s'enrichit en employant une multitude d'ouvriers fabricants ; il s'appauvrit en entretenant une multitude de domestiques* ».

Quant à l'accumulation de capital, elle est favorable à la richesse de la nation, puisqu'elle conduit au profit qui dope la consommation, permet d'améliorer la rémunération des travailleurs et stimule l'épargne. Smith vante les mérites de cette épargne vouée à « *l'entretien de la main d'œuvre productive* ». Les capitaux, dit-il, sont « *accrus par la parcimonie et baissés par la prodigalité* » car « *le prodigue appauvrit le pays* ». Les vertus de l'épargne tiennent tout entières dans cette phrase : « *Un homme*

économe, par son épargne annuelle [...] établit en quelque sorte un fonds perpétuel pour l'entretien à perpétuité d'une main-d'œuvre équivalente. »

Un penseur de la production et de la répartition

La « main invisible »

La « **main invisible** », expression célèbre de l'auteur, renvoie aujourd'hui à deux éléments dans la vulgarisation économique : d'une part, au fonctionnement prétendument harmonieux du marché, sorte d'équilibre spontané entre offre et demande ; d'autre part, elle désigne souvent la convergence des intérêts privés et de l'intérêt collectif. Ces deux acceptions se révèlent cependant des extrapolations. En effet, l'expression n'est employée que trois fois dans l'œuvre monumentale publiée par l'auteur.

Une **première occurrence** renvoie à un essai intitulé *Les Principes qui conduisent et dirigent l'enquête philosophique*. Écrit en 1758, il paraît bien plus tard, à titre posthume, et s'intéresse aux systèmes astronomiques, l'auteur admirant Newton et plaquant les théories gravitationnelles sur nombre d'analyses socio-économiques. Il réfléchit aux explications que se donnent les « sauvages » – les peuples primitifs – pour expliquer les événements irréguliers de la nature : bonnes récoltes, inondations, sécheresses, tremblements de terre... Selon lui, au premier stade de l'humanité, la philosophie n'existe pas, l'esprit humain est paresseux et la coutume se substitue largement à l'explication dans la routine du quotidien. Le besoin d'explications surgit avec un événement exceptionnel, et la réponse apportée par ces « sauvages » n'est pas la philosophie mais le polythéisme anthropomorphique. L'homme se sait capable d'influencer le cours des choses et, à l'échelle des éléments qu'il ne peut comprendre, il attribue la même volonté à des êtres immanents, à la volonté d'êtres invisibles.

« De là l'origine du polythéisme, et cette superstition vulgaire qui attribue tous les événements irréguliers de la nature à la faveur ou au déplaisir d'êtres intelligents, quoique invisibles, aux dieux, démons, sorciers, génies, fées. Car on peut observer que, dans toutes les religions

polythéistes, chez les sauvages autant qu'aux âges primitifs de l'Antiquité païenne, ce ne sont que les événements irréguliers de la nature qui sont attribués à l'action et au pouvoir de leurs dieux. C'est par la nécessité de leur nature que le feu brûle, et que l'eau rafraîchit ; que les corps lourds tombent, et que les substances légères s'envolent ; et jamais l'on ne redoutait que la main invisible de Jupiter fût employée en ces matières³³. »

La main invisible n'est donc alors rien d'autre qu'un défaut de philosophie. C'est le « *stade préscientifique de la pensée* » pour Jean Delemotte³⁴. Le paradoxe est que l'expression en est venue, au contraire, à décrire un soi-disant théorème scientifique.

Une **autre occurrence** apparaît dans ce que Smith considère comme l'un de ses plus grands ouvrages, *Théorie des sentiments moraux*, lorsqu'il analyse le bienfondé du luxe, reprenant sans le citer un auteur qu'il détestait, Bernard Mandeville, dans *La Fable des abeilles* (1714) :

« Le produit du sol fait vivre presque tous les hommes qu'il est susceptible de faire vivre. Les riches choisissent seulement dans cette quantité produite ce qui est le plus précieux et le plus agréable. Ils ne consomment guère plus que les pauvres et, en dépit de leur égoïsme et de leur rapacité naturelle [...] ils partagent tout de même avec les pauvres les produits des améliorations qu'ils réalisent. Ils sont conduits par une main invisible à accomplir presque la même distribution des nécessités de la vie que celles qui auraient eu lieu si la terre avait été divisée en portions égales entre tous ses habitants ; et ainsi, sans le vouloir, ils servent les intérêts de la société et donnent les moyens à la multiplication de l'espèce. »

Théorie des sentiments moraux, partie IV, chapitre 1, p. 257

Smith s'attaque ici au propriétaire terrien qui entretient une foule de domestiques et fait des dépenses somptuaires, reliquat de la société d'Ancien Régime qu'il espère voir disparaître et dont son ouvrage ultérieur célèbre la disparition. On ne peut pas, à proprement parler, voir dans cet extrait une ode à la concurrence ou à la notion d'échange. Il analyse ce qui se passe du côté de la production.

La **troisième et plus célèbre occurrence** apparaît dans *Richesse des nations* (1776) :

« Chaque individu travaille nécessairement à rendre aussi grand que possible le revenu annuel de la société. À la vérité, son intention, en général, n'est pas en cela de servir l'intérêt public, et il ne sait même pas jusqu'à quel point il peut être utile à la société. [...] Il ne pense qu'à son propre gain ; [...] il est conduit par une main invisible à remplir une fin qui n'entre nullement dans ses intentions ; et ce n'est pas toujours ce qu'il y a de plus mal pour la société que cette fin n'entre pour rien dans ses intentions. Tout en ne cherchant que son intérêt personnel, il travaille souvent d'une manière bien plus efficace pour l'intérêt de la société que s'il avait réellement pour but d'y travailler³⁵. »

Smith se situe encore du côté de la production, de l'allocation des capitaux selon les secteurs, plus que du côté de l'échange. Au-delà de cette dernière analyse, il a longuement nuancé le fait que la libre concurrence des intérêts privés profitait toujours à la collectivité. L'analyse faite de son œuvre, par Élie Halévy, d'une « harmonie spontanée des égoïsmes³⁶ » est donc contestable. Il ne conçoit pas l'homme comme essentiellement égoïste et accorde dans son analyse une large part de la réflexion à la notion de sympathie, que l'on peut définir comme un principe d'intérêt pour autrui.

Smith n'est donc pas tant un penseur du libre-échange que de l'**harmonie**, définie selon ses exégètes comme « *un principe transcendant*³⁷ ». Il est très influencé par les stoïciens, qu'il cite souvent : l'Univers est pour lui régi par un « grand horloger », un Dieu bienveillant. Il le conçoit comme une montre très complexe, comprenant des ressorts disgracieux mais essentiels à cette mécanique ; l'attrait pour le luxe et l'appât du gain, caractéristiques des capitalistes, sont deux de ces ressorts. Condamnés alors par la morale chrétienne, ils sont pourtant essentiels pour Smith, notamment parce qu'ils conduisent les hommes à une théorie du droit et de la justice. Certains auteurs voient dans cette perception du Dieu bienveillant une image profondément laïcisatrice : « *La montre peut tourner sans l'horloger qui l'a élaborée*³⁸. »

Au stoïcisme aussi, Smith emprunte sa réflexion sur la **sympathie** et le **ressentiment**. Parmi de multiples passions, celles-ci conduisent l'homme à remplir des fins qui n'entrent nullement dans ses intentions et à accomplir les objectifs de la nature. Celle-ci est donc affectée d'une intentionnalité, d'où l'évidente existence d'un être immanent pour

orchestrer son « grand ballet ». Ces sentiments conditionnent aussi, selon lui, la régulation sociale : les hommes n'ont pas choisi d'être sensibles aux sentiments de leurs semblables ; Dieu a « *gravé cette disposition à la vie sociale dans leur être* ».

Enfin, dans son analyse des passions et sentiments, Smith se montre dubitatif à l'égard de la **raison** : dans les questions morales et politiques, nous sommes selon lui davantage guidés par nos désirs que par la raison, ce qui ruine naturellement l'interprétation néoclassique faite de l'œuvre de l'auteur quant à la rationalité des agents économiques. En réalité, la « *Nature* » joue plus, d'après lui, dans la détermination de nos actions que « *les lentes et incertaines déterminations de notre raison* ». Et Dieu n'est jamais loin de nos actions :

« *Nous sommes très enclins à imputer à cette raison [...] les sentiments et les actions par lesquels nous parvenons à ces fins. Nous imaginons que c'est là la sagesse de l'homme, alors qu'il s'agit en réalité de la sagesse de Dieu*³⁹. »

La dernière et non moins importante passion évoquée par Smith est le **self love**, qui ne conduit pas, cependant, à la satisfaction immédiate des plaisirs sans prise en compte d'autrui. En effet, ce *self love* nous conduit à « *réprimer nos intérêts égoïstes pour mieux nous faire aimer des autres et de nous-mêmes par l'intermédiaire du spectateur impartial, la volonté d'améliorer notre sort qui nous pousse au travail et à l'épargne, qui excite le démon de l'industrie*⁴⁰ ».

Le libre-échange chez Adam Smith

Smith a-t-il ignoré la question du libre-échange ? Bien sûr non ! Le chapitre 2 du livre I s'ouvre enfin sur une réflexion sur l'échange et la coopération propres à la condition humaine. Cependant, contrairement à ce que développe Hutcheson, cette coopération n'est nullement, pour Smith, guidée par la bienveillance, mais par l'égoïsme. La phrase est restée célèbre : « *Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du brasseur ou du boulanger que nous attendons notre dîner, mais de l'attention qu'ils portent à leur propre intérêt. Nous nous adressons non à leur humanité, mais à leur amour d'eux-mêmes.* »

L'échange permet donc aux hommes de se fournir ce qui leur est mutuellement nécessaire ; il est la condition préalable à la division du travail. Un individu habile dans la production d'arcs et de flèches les échange contre du gibier au lieu de

chasser lui-même. Chaque homme va vers une spécialisation dans l'activité pour laquelle il peut le mieux utiliser ses aptitudes.

Une constante méfiance à l'égard du marchand et de l'entrepreneur

Smith, en questionnant le partage de la valeur, explique que l'essentiel des conflits, dans et entre les nations capitalistes, provient de l'iniquité de ce partage. Il y voit la preuve, justement, d'une défaillance de cette économie, où les modalités de règlement ne sont pas exclusivement marchandes du fait de l'action d'une ligue de capitalistes faussant les lois de la concurrence. Selon lui, le partage de la valeur résulte moins de mécanismes marchands, mécaniques, que de règles et de conventions qui confortent les propriétaires et les capitalistes. Certes, les capitaux se dirigent toujours là où ils sont le mieux rémunérés, donc dans les secteurs où l'offre est inférieure à la demande et qui laissent supposer un fort potentiel de croissance. La concurrence momentanée permise par la main invisible n'empêche pas la reformation de cette ligue, qui fait pression sur les salaires, pour maintenir le profit, jusqu'au niveau bas du salaire de subsistance. À propos de cette ligue, Smith évoque « *une rapacité basse et envieuse* » et le « *vice* » de « *l'esprit de monopole* ».

Les capitalistes, dans son œuvre, apparaissent comme corrompus parce qu'ils ne prennent plus en compte les intérêts des autres catégories sociales. Ils mettent alors en péril l'existence de la nation en créant des conflits autour du partage de la valeur. Ils conduisent aussi le pouvoir à la corruption, car celui-ci ne sait pas résister aux tentations de la fortune. Smith s'interroge même sur les présupposés positifs qui disposent les hommes politiques à avantager les capitalistes au détriment des ouvriers.

« Un membre du Parlement qui appuie toutes les propositions tendant à renforcer ce monopole est sûr [...] d'acquérir la réputation d'un homme entendu dans les affaires du commerce [...]. Si, au contraire, il combat leurs propositions, [...] ni la probité la mieux reconnue, ni le rang le plus éminent, ni les services publics les plus distingués ne le mettront à l'abri des outrages, des insultes personnelles, des dangers mêmes que susciteront contre lui la rage et la cupidité trompées de ces insolents

monopoleurs. [...] La loi ne peut empêcher ces conspirations sans mettre la liberté en danger⁴¹. »

Vices et vertus de la division du travail

Réfléchissant à la « *puissance productive du travail* » (la productivité), Smith débute l'ouvrage (livre I, chapitre 1) par la célèbre description de la « *manufacture d'épingles* » reprise, en réalité, de l'article « Manufacture » de l'*Encyclopédie* de Diderot et D'Alembert. Il décrit les 18 opérations partagées entre les travailleurs, leur permettant de produire quelques 4 800 épingles à la journée chacun, contre une vingtaine seulement s'ils ne décomposaient pas le processus de production. Les gains de productivité proviennent, selon lui, de la spécialisation : celle-ci permet à l'ouvrier de gagner en habileté. La division permet aussi l'élimination des temps morts liés au passage d'une activité à une autre. Enfin, elle favorise l'ingéniosité des ouvriers, et l'incorporation des machines leur épargne une partie de la peine due au labeur.

La division du travail est rendue nécessaire par l'extension des marchés ; un marché trop limité rend improbable, car inefficace, la parcellisation des tâches.

« Si le marché est très petit, personne ne sera encouragé à s'adonner entièrement à une seule occupation, faute de pouvoir trouver à échanger tout le surplus du produit de son travail qui excèdera sa propre consommation, contre un pareil surplus du produit du travail d'autrui qu'il voudrait se procurer⁴². »

Cependant, la division du travail et la parcellisation des tâches corrompt le corps et l'esprit du travailleur. Machinisme et division des tâches accélèrent aussi sa désocialisation. L'État doit alors intervenir pour l'éviter, notamment en rééduquant l'adulte.

« Qui devient généralement aussi bête et ignorant qu'une créature humaine peut le devenir [...]. Sa dextérité dans son métier particulier est une qualité qu'il semble avoir acquise au détriment de ses qualités intellectuelles, de ses vertus sociales et de ses dispositions guerrières⁴³. »

Cet abêtissement est donc jugé nuisible pour le corps social :

« Il est indispensable que le gouvernement prenne quelques soins pour empêcher la dégénération et la corruption presque totale du corps de la nation⁴⁴. »

Sa vision de la société semble un peu désuète déjà ; il continue de comparer corps social et corps humain, comme le font les penseurs anglais de l'État au XVII^e siècle : dans cette vision, la santé de ce corps social dépend de l'hygiène mentale des individus qui le composent.

Par opposition à cet ouvrier abruti, Smith dessine un portrait idyllique et naïf de l'homme des campagnes :

« Son intelligence, habituée à s'exercer sur une plus grande variété d'objets, est en général bien supérieure à celle de l'autre, dont toute l'attention est ordinairement du matin au soir bornée à exécuter une ou deux opérations très simples⁴⁵. »

Un penseur de l'État

Le gouvernement civil

Smith analyse longuement, dans le chapitre 3 du livre I, la concurrence entre les capitalistes, et note que la recherche de gains de productivité a pour effet d'accroître la production tout en épuisant la demande solvable. Dans le chapitre 8 du même livre, il décrit la lutte d'intérêts entre capitalistes et ouvriers et il prend parti pour les seconds, décrivant les premiers comme des comploteurs :

« Toutes les fois que la législature essaye de régler les démêlés entre les maîtres et leurs ouvriers, ce sont les maîtres qu'elle consulte ; aussi, quand le règlement est en faveur des maîtres, il est juste et raisonnable ; mais il en est autrement quand il est en faveur des ouvriers. [...] Nous n'avons point d'actes du Parlement contre les ligues qui tendent à abaisser le prix du travail [...] mais nous en avons beaucoup contre celles qui tendent à les faire augmenter⁴⁶. »

Il questionne la liberté non comme une fin mais comme un moyen ; cette liberté consiste essentiellement dans le choix de l'allocation des capitaux, relevant de l'initiative privée mais que l'État peut orienter. Sa pensée est de ce point de vue **presque nationaliste** : les acteurs emploient leur capital pour lui faire prendre le maximum de valeur, et dirigent spontanément leurs capitaux vers les secteurs de l'économie nationale où ils sont les plus utiles à la collectivité (sans pour autant que ce désir soit conscient, puisqu'il est impulsé par la Providence).

Rénover la fiscalité

L'élément le plus intéressant de la démonstration d'Adam Smith réside dans son plaidoyer pour une fiscalité rénovée : l'amour du luxe et de l'oisiveté est censé, selon lui, faire périr à long terme les propriétaires fonciers issus de l'Europe féodale et dont il appelle à hâter la disparition, parce qu'ils sont un obstacle à l'introduction de la logique capitaliste dans la production agricole. Le gouvernement civil institué d'après lui, au départ, pour protéger ces rentiers et leurs privilèges constate avec l'augmentation des richesses que les dépenses s'accroissent pour lui (défense, justice, etc.). Pour les financer, l'État doit faire appel à l'impôt et faire financer ce budget par les plus faibles ; en contrepartie, il doit manifester à leur égard une plus grande bienveillance, ou du moins plus d'impartialité dans les institutions.

Les entraves à la libre circulation

Smith est globalement hostile à la réglementation qui creuse un certain nombre d'inégalités : il souhaite, par exemple, l'abolition de corporations qui postulent qu'un long apprentissage est préférable à la pleine liberté de l'emploi. Selon lui, « *la propriété qu'a tout homme de son propre travail de même qu'elle est le fondement de tout autre propriété, est aussi la plus sacrée et la plus inviolable* ». Il condamne en outre les mesures qui restreignent la concurrence et créent un excès de main-d'œuvre dans certaines branches, notamment dans les métiers intellectuels.

Il dénonce, le plus souvent, les entraves à la libre circulation des hommes et des capitaux, même s'il reconnaît que « la rareté de la main-d'œuvre dans une paroisse ne peut pas toujours être soulagée par sa surabondance dans une autre » – mais la mobilité permet que le salaire et le profit s'égalisent.

Il s'oppose aussi aux monopoles concédés à des pays étrangers, dans ce commerce, par le biais d'accords bilatéraux. Il condamne par exemple l'accord de 1703 entre l'Angleterre et le Portugal qui entérine l'acceptation du vin portugais à des conditions plus avantageuses que celles concernant le vin provenant d'autres pays, à condition que le Portugal importe de la laine anglaise.

De même, il conteste la loi de 1566 condamnant les exportateurs de moutons au prétexte que ne peuvent être exportés que des produits transformés. Le producteur, en cas de fraude, était passible de la confiscation de son troupeau, d'un an de prison et de se faire couper la main afin qu'elle soit exposée en ville un jour de marché. En cas de récidive, la loi retient comme châtiment la peine de mort. Elle renforce ainsi une inégalité entre les producteurs en stigmatisant une production.

Éducation et biens publics à la charge de l'État

Le souverain doit s'occuper de la défense, de la justice et de l'entretien des ouvrages et institutions essentielles. La consolidation institutionnelle implique des dépenses propres à faciliter l'activité économique, par exemple une route ou un pont. Le financement de ces biens publics doit être assuré par la perception d'une taxe payée par les utilisateurs, dans une logique de « club ». Le traitement est ainsi plus équitable et garanti, en théorie, que l'on ne construise ces infrastructures que là où elles sont nécessaires. Smith envisage aussi la protection de l'intérêt des producteurs nationaux à l'étranger, sans pour autant demander la création de monopoles.

Smith plébiscite des dépenses d'éducation à la charge de la société, pour compenser l'abêtissement causé par le machinisme et la division du travail. L'État est ainsi invité à financer l'instruction des ouvriers, désincités à exercer leur intelligence par l'emploi des machines et le caractère routinier des tâches spécialisées. Mais ces dépenses doivent être contrôlées et, là encore, les rentes doivent être découragées. Smith incrimine par ailleurs l'enseignement dispensé par les professeurs d'Oxford, qui véhiculent des idées contraires à sa philosophie : « *La plus grande partie des professeurs publics ont, depuis de nombreuses années, abandonné totalement jusqu'à l'apparence même d'enseigner.* »

L'État doit ériger et entretenir les ouvrages publics nécessaires à la collectivité et dont la rentabilité n'est pas assez immédiate pour conduire des investisseurs privés à s'engager. Smith évoque particulièrement les infrastructures propres à faciliter le commerce comme les routes, les ponts, les phares, les ports... Faire d'Adam Smith l'apôtre de la privatisation des biens publics se révèle donc être une falsification de ses écrits.

Le rôle de la liberté

Smith est un penseur de la liberté, il ne la considère nullement comme une fin en soi mais comme un moyen de renforcer le bonheur de la communauté. De fait, il s'accommode très bien de l'ingérence des pouvoirs publics dans un certain nombre de domaines et tolère de leur part des entorses à la « liberté naturelle », comme l'octroi de monopoles commerciaux, la fixation d'un maximum légal au taux d'intérêt, la limitation de la quantité de billets de banque émis, les restrictions à l'importation, etc. Ces entorses furent, un siècle et demi plus tard, consciencieusement listées par Jacob Viner⁴⁷.

La pensée de la fiscalité de Smith découle de sa conception du rôle économique de l'État : si les dépenses profitent à tous, il est normal que chacun y contribue « *le plus précisément possible, en proportion de [ses] capacités respectives* ». La question des ressources de l'État est donc clairement formulée et en partie résolue par l'auteur : l'État ne doit pas tirer son revenu principalement de ses rentes, il doit se désengager de la propriété et compter sur ses ressources. Le système fiscal envisagé repose sur une contribution en fonction de ses capacités (de ses revenus) ; l'impôt doit être perçu au moment qui gêne le moins le contribuable mais il doit être certain et ne tolérer aucun arbitraire.

Ainsi, Smith énonce déjà les deux dangers qui guettent la fiscalité : l'évitement et la pression excessive, intimement liés. Le premier tient à ce que l'impôt sur le profit est plus difficile à percevoir que celui sur les rentes, dans la mesure où les intérêts sont plus facilement dissimulables que les réserves foncières et les propriétés loties. Comme l'écrit Smith, « *la terre est une chose qui ne peut pas être déplacée tandis que le capital peut l'être facilement* ». Quant au « tour de vis » fiscal, il pèse sur la consommation, érode le consentement à l'impôt et incite à contourner les prélèvements par des mécanismes d'évasion. « *Des impôts élevés*, écrit-il, *parfois en diminuant la consommation des marchandises imposées,*

parfois en encourageant la contrebande, procurent souvent un plus faible revenu au gouvernement que celui qu'il aurait retiré d'impôts plus modérés. »

Mise en perspective

Adam Smith reste avant tout le pionnier des théories libérales du commerce international : face aux puissances protectionnistes et mercantilistes de son temps, il énonce que « *la division du travail est limitée par la taille du marché* » et explique pourquoi commercer est si important. Il n'est cependant pas favorable à une ouverture sans garde-fou, notamment lorsque la souveraineté nationale et les emplois sont en jeu.

L'éclatement de la chaîne de valeur (DIPP) pratiquée par les firmes depuis les années 1980, à la faveur des délocalisations et de l'externalisation de leurs activités, parfois présenté comme le prolongement moderne de sa pensée, aurait sans doute inquiété Smith. Les crises du début du XXI^e siècle ont mis en lumière la fragilité des chaînes de valeur et remis à la mode la relocalisation et le protectionnisme sous toutes ses formes, allant jusqu'à modifier les dynamiques de la mondialisation.

Smith est le défenseur de la « valeur travail », soulignant que le prix d'un bien dépend moins de son utilité que de la quantité de travail nécessaire pour le réaliser. Il pressent le conflit permanent pour la répartition du profit entre capitalistes, rentiers et travailleurs, et la tension permanente sur les bas salaires, qui ne sauraient tomber en deçà d'un niveau plancher nécessaire à la survie. Les organisations sociales, après Smith, sont fondées sur la monétisation de cette valeur travail, avec l'avènement du salariat, et sur la division technique du travail, associant spécialisation des tâches et meilleure productivité.

Smith entrevoit aussi le nouveau type de solidarité produit par le travail moderne, dans une société où les individus sont dépendants les uns des autres sans se connaître personnellement : un siècle plus tard, E. Durkheim (1893) nommera « solidarité organique » cette interdépendance liée à la division du travail social. De fait, le travail reste jusqu'à nos jours le pivot de l'inclusion des individus dans la société. Notre protection sociale a été pensée sur la base de notre participation à cette œuvre collective, par le jeu

de cotisations sociales notamment. L'exclusion de cette société du travail peut conduire à la « désaffiliation », une des caractéristiques de la pauvreté contemporaine, ainsi que l'explique Robert Castel.

Ainsi, Smith n'est pas dupe : il sait les dangers de cette société du labeur ; il s'inquiète de l'abrutissement du travailleur, de la perte de sens de l'acte de produire avec la parcellisation des tâches, préfigurant certaines analyses de Georges Friedmann (*Le Travail en miettes*, 1956), Philippe Askenazy (*Les Désordres du travail*, 2004) ou Pierre-Yves Gomez (*Intelligence du travail*, 2016).

Loin d'admirer naïvement le fonctionnement du marché, Adam Smith considère que les capitalistes tendent à fausser les règles du jeu capitaliste en se constituant en groupe de pression et en cherchant à orienter la politique à leur avantage. Des propos qui interpellent le citoyen européen, alors que plus de 20 000 « représentants d'intérêt » sont recensés au registre des lobbyistes professionnels de la Commission européenne à Bruxelles.

L'auteur sait ce marché imparfait et préconise que l'État se charge de la production des biens publics, encourage l'éducation de tous et se positionne en arbitre, sans jamais bien sûr piloter le marché ou se substituer à lui. Une vision que l'on retrouverait, aujourd'hui, chez des économistes comme Philippe Aghion, Augustin Landier ou Jean Tirole, partisans d'un État plus ramassé, plus efficace et capable de mettre en place un cadre qui facilite et incite les agents économiques à donner le meilleur d'eux-mêmes.

Enfin, Smith n'est pas l'inventeur de l'*homo œconomicus* froid, rationnel et calculateur que la nouvelle économie classique a fait de lui à la fin du xx^e siècle. S'il explique que l'égoïsme individuel, incitant à la quête du profit, peut concourir à l'enrichissement collectif, il sait que les anticipations des agents ne sont pas pleinement rationnelles. Loin du scientisme actuel, il pense que les actes de ses contemporains leur échappent largement, inscrivant l'économie dans une métaphysique peu scientifique : la main invisible du marché, c'est celle de Dieu, d'un être transcendant, d'une volonté immanente... hermétique à la raison humaine !

CHAPITRE 2

KARL POLANYI

(1886-1964) :

RÉENCASTRER L'ÉCONOMIE DANS LE MONDE SOCIAL

Né en 1886 à Vienne, capitale d'un empire au crépuscule de sa puissance, Karl Polanyi grandit et se cultive dans cet univers cosmopolite de la Belle Époque. Il évolue dans une famille favorisée, avec un père ingénieur dans les chemins de fer qui a « magyarisé » son nom de famille pour favoriser leur intégration. Il est inscrit au lycée de Vienne en même temps que Nicholas Kaldor^a et Georg Lukács^b. Sa mère tient par ailleurs un salon littéraire dans lequel défilent nombre d'auteurs, notamment juifs de langue allemande. Son frère devient lui-même un grand chimiste.

La mort de son père, en 1905, représente un tournant parce qu'elle ruine sa famille, le prive d'une figure protectrice et le plonge dans un état dépressif. Karl Polanyi doit alors son rétablissement à l'influence croissante de la religion et s'achemine, de son propre aveu, vers une sorte de « *mysticisme* » qui lui fait recouvrer sa « *tranquillité intérieure*⁴⁸ ».

En 1918, âgé d'une trentaine d'années, il est assez gravement blessé au front. Cette cassure dans la Grande Histoire va l'éloigner du droit et du cabinet juridique de son oncle. Il choisit le journalisme et se montre critique du léninisme en fustigeant les procès de Moscou, menés dès 1922 contre des sociaux-révolutionnaires que les léninistes taxent d'« agents de la bourgeoisie ». Il se marie en 1923 avec une jeune femme issue de la vieille noblesse hongroise, Ilona Duczyńska, arrêtée en 1917 pour son activité contre la guerre et ralliée, après sa libération en 1919, à Béla Kun. Elle versa, après 1934, dans le militantisme antifasciste.

En 1933, Karl Polanyi part pour l'Angleterre après la suspension de la Constitution autrichienne, alors que son journal est pris dans des difficultés économiques inextricables. Il donne des cours du soir dans des villes du Kent et du Sussex, les notes de ces cours constituant la matière de *La Grande Transformation* publiée en 1944. Il analyse la manière dont le marché s'est constitué en institution autonome par rapport au social et au politique et, en étudiant la crise des années 1920, il explique comment les dérives et les contradictions de la « société de marché » conduisent à la montée du fascisme. Il plaide alors pour un socialisme éclairé et décentralisé.

En 1947, Polanyi part aux États-Unis car il ne trouve plus d'emploi en Grande-Bretagne. Il avait fait, durant les années précédentes, de nombreux voyages dans le Nouveau Monde, donnant des conférences dans trente-huit États américains. Il avait même obtenu une bourse de la fondation Rockefeller pour écrire *La Grande Transformation*. L'appartenance ancienne de sa femme au courant communiste les empêche cependant de s'établir aux États-Unis, et ils doivent finalement s'installer au Canada, à Toronto.

Une citation emblématique

La pensée de Karl Polanyi est tout entière comprise dans cette citation :
« L'économie humaine est [...] encadrée et englobée dans des institutions économiques et non économiques. Il importe de tenir compte de l'aspect non économique. Car il se peut que la religion et le gouvernement soient aussi capitaux pour la structure et le fonctionnement de l'économie que les institutions monétaires ou l'existence d'outils et de machines qui allègent la fatigue du travail. »

Les idées défendues dans *La Grande Transformation* représenteront le socle sur lequel se bâtira la suite de l'exposé, sans négliger pour autant ses textes ultérieurs, parus pour la plupart à titre posthume. L'approche de Polanyi est moins celle d'un économiste, au sens universitaire du terme, que celle d'un anthropologue. Si l'on devait le classer dans cette grande famille des économistes, il ne renierait sans doute pas l'étiquette d'« institutionnaliste », voisinant avec J. R. Commons^c et T. Veblen^d.

Une grande partie de son œuvre est en outre consacrée à l'étude des sociétés anciennes, et son analyse tient entièrement dans l'idée que le marché n'est qu'une des modalités de l'échange social. Comme il le rappelle plus ou moins explicitement à de nombreuses reprises, l'histoire de l'échange peut se résumer en trois modalités :

- La **réciprocité** (don contre don), selon lui dominante. On échange non pour en retirer un gain mais par convention sociale ou pour montrer son statut social, mettre à l'honneur un événement marquant d'un clan ou d'une famille (ex. : la dot pour le mariage).
- La **redistribution**, fréquente. Les chasseurs-cueilleurs bochimans, étudiés par M. Sahlins⁴⁹, sont les mieux rétribués en viande dans le clan, car ils ont une utilité sociale supérieure et retirent le bénéfice de leur action, la seule qui permette d'alimenter et de faire survivre le groupe. Ces sociétés, sans être capitalistes, peuvent connaître l'abondance.
- L'**échange marchand** (monétisé), resté selon Polanyi dans toutes les sociétés anciennes et médiévales minoritaires. Seule cette dernière modalité est mue par le profit et l'appât du gain. Par ailleurs, dans ce dernier cas, Polanyi s'empresse de rappeler avec F. Braudel^e que le marché profitable est restreint au négoce international et qu'il n'existe pas d'articulation avec les marchés locaux.

L'économie de marché, réduite au XIX^e siècle à l'utopie du laisser-faire, s'est pour lui éloignée de l'objet premier de l'économie, qu'il considère comme un art autant qu'une science : aider l'homme à s'affranchir de sa dépendance à la nature, non pas en épuisant celle-ci mais en exploitant, avec parcimonie et raison, les ressources qu'elle lui offre.

En outre, pour Polanyi, il ne faut pas confondre l'échange et le marché : il distingue le *factor* du *mercator*, le marchand motivé par un statut que lui confère la société et celui qui est mû par le profit. Le commerce ne se réduit pas au seul échange marchand : des sociétés ont pu connaître un commerce sans marché (code d'Hammourabi^f) ; d'autres une pluralité de commerces, les uns fondés sur le don (réciprocité), les autres sur la gestion (redistribution nécessaire à la survie de la société) et une minorité fondée sur la recherche du profit (avec un système monétisé de prix libres).

Enfin, la rationalité des agents économiques peut aussi se déployer en dehors du marché. Dans les sociétés antiques ou féodales, elle était ancrée non pas dans le marché mais dans des institutions sociales (famille, caste, religion, code de l'honneur, etc.). L'économie doit, pour Polanyi, rester subordonnée à la politique, à la religion, à la culture et aux relations sociales. Sa métaphore de l'encastrement semble empruntée au vocabulaire de la mine : il avait étudié comment les mineurs parvenaient à extraire le charbon « encastré » (*embedded*) dans les parois rocheuses.

Problématique

En quoi *La Grande Transformation* est-elle une réponse à la « dislocation catastrophique de la vie du peuple » née de l'utopie d'un marché autorégulateur, véritable « *satanic mill*⁵⁰ » (« fabrique du diable ») ? Comment comprendre que la « Grande Transformation » ait aussi bien pu s'incarner dans le socialisme éclairé, l'État-providence, que dans le fascisme des années 1930 ? Le « réencastrement » a-t-il signifié, comme le pensait Polanyi, la mort du libéralisme économique ? L'échec des économies socialistes planifiées, la chute de l'URSS, le renouveau du libéralisme sous la forme du néo-libéralisme, la décomposition actuelle des mouvements socialistes constituent-ils un démenti des thèses de l'auteur ?

Qu'est-ce qu'une économie de marché ?

Étalon-or, liberté du commerce international et marché concurrentiel

Polanyi cible, dès son introduction, ce « tiercé gagnant » de l'utopie de marché conquérante du premier tiers du XIX^e siècle :

« La civilisation du XIX^e siècle reposait sur quatre institutions. La première était le système de l'équilibre des puissances [...] ; la deuxième, l'étalon-or international, symbole d'une organisation unique de l'économie mondiale ; la troisième, le marché autorégulateur qui produisit un bien-être matériel jusque-là insoupçonné ; le quatrième, l'État libéral. [...] La source et la matrice du système, c'est le marché autorégulateur. [...] Et l'État libéral fut lui-même une création du marché autorégulateur⁵¹. »

L'État est donc un avatar de cette société de marché et de cette économie de marché. Le libéralisme, pour se déployer, ayant besoin de défenseurs et de juristes, il participe à la bureaucratisation de la société et l'encourage.

De toutes les institutions façonnées par les États, l'**étalon-or** est celle pour laquelle l'action coordonnée de ces derniers a été la plus forte, afin de fournir un cadre propice à l'expansion des marchés. Selon l'anthropologue, « *la croyance en l'étalon or était la foi de l'époque, [...] l'unique dogme qui fût commun aux hommes de toutes les nations et [...] le symbole de la solidarité mondiale*⁵² ».

Pour Polanyi, l'étalon-or est bien une institution, un ensemble de règles visant à reproduire une structure hiérarchique entre classes sociales et entre nations. Ce système monétaire international, servi par des États valets de l'utopie de marché, va féconder les autres institutions. La plus importante, dans l'imaginaire des contemporains et chez les utopistes libéraux, est l'**autorégulation du marché**. Or, ce marché libre, où le prix est roi, a été l'institution la plus vivace et la mieux défendue par les thuriféraires du marché. Pour que s'impose l'économie de marché, il faut une société de marché où « *les humains se comportent de façon à gagner le plus d'argent*⁵³ » ; celle-ci a préexisté à l'utopie du marché roi.

Le désencastrement du marché de la sphère sociale : une utopie

La thèse a déjà été présentée sommairement et nous ne nous appesantirons pas dessus. Polanyi essaie surtout de montrer la spécificité de cette situation du XIX^e siècle. Alors que les sociétés du passé ont fait cohabiter des marchés de natures différentes, celle du XIX^e siècle enfante l'utopie du laisser-faire, construite autour d'un mythe : des marchés libres harmonieusement équilibrés par la rencontre de l'offre et de la demande.

L'originalité de sa thèse réside dans la **dénonciation de l'État**, accusé d'être à l'origine du cataclysme que fut l'extraction de l'économie du reste de la sphère sociale et politique. « *La voie du libre-échange a été ouverte, et maintenue ouverte, par un accroissement énorme de l'interventionnisme continu, organisé et commandé à partir du centre*⁵⁴ », nous explique-t-il.

Le credo libéral d'un laisser-faire naturel et d'un ordre spontané des marchés est proprement pour Polanyi, au sens anglo-saxon du terme, un *narrative* inventé par les utopistes du marché. Les faits démentent toutefois cette narration pratique puisque « *le laisser-faire a été imposé par l'État* » et qu'il « *n'était plus une méthode permettant de réaliser quelque chose* » mais « *la chose à réaliser* ». Dès lors, ceux-là même qui voulaient faire triompher le laisser-faire ont été contraints « *d'investir ce même État des pouvoirs, organes et instruments nouveaux nécessaires à l'établissement du laisser-faire* ».

Une construction historique

Pour que cette idéologie s'enracine dans les consciences européennes, il lui faut une sorte de légitimité historique. Elle la trouve dans l'étonnante longévité de l'ère de paix ouverte par le Congrès de Vienne (1814-1815), un phénomène rare dans l'histoire. Les sociétés sont mûres, alors, pour cueillir le fruit promis par Montesquieu du « doux commerce^g » et s'approprier l'utopie du marché autorégulateur. Les premiers libéraux ont, pour Polanyi, bien cerné l'intérêt d'appartenir à ce que l'auteur appelle le « *parti de la paix* », constitué par « *le cartel de dynastes et de féodaux dont la situation patrimoniale était menacée par la vague révolutionnaire de patriotisme qui balayait le continent*⁵⁵ ».

Ce parti de la paix se confond presque, sous la plume de Polanyi, avec la ligue des financiers internationaux, pacifistes par intérêt mais pas du tout par conviction, puisqu'ils « *avaient fait leur fortune en finançant des guerres*⁵⁶ ». Ainsi, s'ils pouvaient tolérer des guerres brèves et localisées, un conflit généralisé aurait nui à leurs affaires et il convenait de tout faire pour l'éviter.

Cette ligue financière réussit progressivement, selon Polanyi, à inféoder l'État à ses propres intérêts par toutes sortes de pressions, notamment parce qu'elle apporte les capitaux dont peuvent avoir besoin les États. Ces pressions, contrairement à une idée que l'on peut avoir *a priori*, ne touchent pas seulement les économies industrielles avancées de l'époque : elles frappent également les régions en développement. Dans ces dernières, la haute finance gère « *officieusement [...] les finances de vastes régions semi-coloniales, y compris les empires décadents de l'Islam*⁵⁷ ».

Polanyi analyse avec acuité et sévérité la dépendance de ces pays, perçue comme le prix à payer pour le pacte faustien signé avec les Européens à partir des années 1830. Dans l'Empire ottoman ou dans l'Empire perse des Kadjar, le pouvoir, soucieux de rattraper son retard à l'égard de l'Occident, s'endette auprès des nations et des banquiers occidentaux pour construire des lignes de chemin de fer et ouvrir le pays à la « modernité » et à la « civilisation ». La ligne du Hedjaz en fournit l'exemple le plus connu. Cette dépendance entraîna, au début du xx^e siècle, plusieurs révolutions menées par l'élite formée justement dans les écoles conçues pour imiter et rattraper l'Occident.

Machinisme, *enclosures*, division du travail et dislocations sociales

Dans les sociétés d'avant le xix^e siècle, l'âge, le sexe et la parenté, ou bien l'honorabilité et la religion déterminaient la division du travail. L'économie de marché, au xix^e siècle, dissout ces institutions sociales dans des normes économiques nouvelles : la propriété (de la terre, notamment), la technologie, la concurrence, les moyens de production et d'accumulation ; autant de concepts jusqu'alors anecdotiques.

Polanyi ne fait pas, comme Marx, des *enclosures* et de la propriété la matrice en soi de la paupérisation des masses. Elles ont apporté des améliorations évidentes en matière de rendement, notamment grâce aux fermiers avisés à qui ces terres étaient souvent confiées⁵⁸. C'est pour lui la dislocation des institutions qui entouraient la terre dans la société préindustrielle, surtout des communaux^h, qui a donné matière à cette paupérisation. Les conséquences sociales en furent terribles, car « *le tissu de la société se déchirait* » et « *d'honnêtes laboureurs* » se transformaient en une « *tourbe de mendiants et de voleurs*⁵⁹ ». D'après Polanyi, les Stuart et les Tudor avaient freiné ce processus d'accaparement des terres pour rendre cette transformation supportable par la population, massivement pauvre.

La transformation infligée à la société par le machinisme fut, pour Polanyi, d'une tout autre mesure encore, masquée cependant par « *un vaste mouvement d'amélioration économique*⁶⁰ ». Le machinisme a rendu

possible la société de marché et l'économie de marché parce qu'il impliquait, dans un cadre concurrentiel, la recherche d'économies d'échelle, et pour ce faire il requérait l'élargissement des marchés. Implicitement, Polanyi tisse un fil entre machinisme, concurrence, impérialisme des nations et idéologie coloniale⁶¹. La machine fut, enfin, l'outil par lequel a pénétré, dans les consciences précapitalistes, l'idée selon laquelle tout était marchandable, la terre et le travail humain en premier lieu...

« Pour le marchand, cela signifie que tous les facteurs impliqués doivent être en vente. [...] Si cette condition n'est pas remplie, la production à l'aide de machines spécialisées est trop hasardeuse pour être entreprise, et du point de vue du marchand, qui risque son argent, et de la communauté dans son ensemble, qui en arrive à dépendre d'une production ininterrompue pour ses revenus, son emploi et son approvisionnement⁶². »

Un système qui n'engendre pas spontanément la démocratie

L'anthropologue ne souscrit pas au mythe du commerce pacificateur, repris de manière simplifiée par les gouvernements libéraux ; surtout, il conteste l'idée que le commerce libre, et notamment le négoce international, libéré des contraintes tarifaires et réglementaires, serait un marche-pied vers la démocratie. Une fois encore, il prend l'histoire à témoin.

Un libre-échange qui s'accommode de n'importe quel régime politique ?

L'Angleterre victorienne et la Prusse de Bismarck étaient diamétralement opposées, et l'une et l'autre différaient beaucoup de la France de la III^e République comme de l'empire des Habsbourg. Pourtant, chacun de ces pays est passé par une période de libre-échange et de laisser-faire, suivie par une autre période de législation antilibérale en ce qui concerne la santé publique, les conditions de travail en usine, le commerce municipal, les assurances sociales, les subventions aux transports, les services publics et les associations commerciales⁶³.

Karl Polanyi partage, avec l'austromarxiste Otto Bauer, l'idée que la démocratie n'est pas le couronnement politique du capitalisme libéral ; ils croient tous deux, au contraire, à leur incompatibilité et aux vertus du socialisme pour étendre les libertés.

Qu'est-ce que la « Grande Transformation » ?

Crise des années 1920 et fin de l'utopie

La Grande Transformation correspond à la fin de l'utopie du désencastrement et de l'extraction du marché du reste des institutions sociales et politiques. Ces deux sphères regagnent à nouveau leurs droits et soumettent l'économie de marché à leur loi. Certains traducteurs critiquent cette expression utilisée par leurs pairs, préférant celle de « Grand Retournement ». Le plus important est ailleurs : l'expression est restée dans l'histoire de la pensée économique alors qu'elle n'est employée, en tout et pour tout, que deux fois dans l'ensemble de l'ouvrage.

« Notre thèse est que l'idée d'un marché s'ajustant de lui-même était purement utopique. Une telle institution ne pouvait exister de façon suivie [...] sans détruire l'homme et sans transformer son milieu en désert⁶⁴. »

Le contexte historique est là encore essentiel pour comprendre le « Grand Retournement », et Polanyi isole clairement deux moments :

Dans un premier temps, qui correspond aux années 1920, malgré le traumatisme de la guerre, le libéralisme utopique paraît triomphant. Les peuples subissent l'inflation et ses conséquences, le remboursement des dettes de guerre et, surtout, les effets délétères de la restauration de l'étalon-or.

L'application de ce credo libéral conduit les sociétés à une régression qui exige une forte résistance, engageant un mouvement de balancier qui a lieu dans la décennie suivante. L'Europe s'enfonce dans une spirale de sacrifices irrationnels, menant à un chômage de masse, à une pauvreté généralisée, au licenciement de nombreux fonctionnaires et même à un recul des libertés individuelles⁶⁵. Les années 1930 offrent, en même

temps, des alternatives à ces démocraties libérales ébranlées, qui prennent tour à tour les habits du socialisme ou du fascisme. Cette concurrence aux politiques libérales constitue, selon Polanyi, la preuve de l'agonie de l'utopie de marché : loin de précipiter le libre-échange, la thérapie de choc des années 1920 eut pour effet que « *les nations se trouvèrent séparées de leurs voisines comme par un abîme*⁶⁶ ».

Une à une, les institutions décrites comme consubstantielles à l'économie de marché se détricotent dans les années 1930 : les sociétés refusent que l'étalon-or, le travail et la terre soient purement inféodés à la logique de marché. La puissance publique détient le pouvoir de fixer certains *minima* de salaires et négocie ensuite, dans le cadre du compromis fordien, la progressivité de ces revenus pour le salarié. Des expériences collectives de gestion de la terre voient le jour – ou réapparaissent, plus exactement –, échappant à la logique de marché. Par la politique monétaire, enfin, après la Seconde Guerre seulement, les États privent le marché d'un atout clé de sa prétendue autorégulation⁶⁷.

La disqualification de l'utopie de marché est avant tout historique pour l'auteur : le système de l'étalon-or porte selon lui, ce qui est discutable, la responsabilité des retards dans le réarmement des démocraties dans les années 1930. C'est ce même retard qui, pour lui, incite Hitler à risquer une politique agressive de conquête de l'espace vital, jusqu'en Pologne⁶⁸.

L'impossible marchandisation du travail, de la terre et de l'argent

Pour Polanyi, on ne peut permettre au marché de traiter le travail, la terre et l'argent comme de simples marchandises. Cela reviendrait en effet à déshumaniser les relations sociales et à compromettre l'environnement. De ce fait, il considère l'autorégulation comme un mythe inventé pour broyer les institutions sociales et dégrader culturellement l'homme. Les dangers de la marchandisation du travail sont au cœur de son œuvre :

« Séparer le travail des autres activités de la vie et le soumettre aux lois du marché, c'était anéantir toutes les formes organiques de l'existence et les remplacer par un type d'organisation différent, atomisé et individuel »⁶⁹.

Là encore, il explique que la problématique est, dirait-on aujourd'hui, globale. Même si les contemporains n'en ont pas conscience, le sort des travailleurs anglais et celui des travailleurs dominés dans le cadre colonial est déjà lié, et même scellé.

Polanyi s'inquiète de l'apparition d'un « marché de la terre », une perversion poussant l'homme à s'affranchir dangereusement de la nature, lui faisant justifier une exploitation irrationnelle des ressources offertes par celle-ci. Son analyse rejoint nos inquiétudes présentes, lorsqu'il fustige « *la subordination de la surface de la planète aux besoins d'une société industrielle*⁷⁰ ».

Les mouvements d'autoprotection face à l'économie de marché

L'utopie de marché porte en elle-même sa propre contradiction puisqu'elle engendre des résistances dans la société de marché, qui poussent la puissance publique à légiférer, réglementer et organiser des institutions représentant des entraves à un marché libre : rapport salarial, régulation de la concurrence, contingentement dans l'exploitation des ressources, protection des travailleurs par des lois et des négociations collectives, régulation de l'assistance sociale, entre autres choses.

À toutes fins utiles, Polanyi s'inspire encore de l'histoire britannique, pionnière dans le désencastrement au XIX^e siècle. Il souligne que la législation en matière de santé publique, de conditions de travail, d'assurances sociales, de services publics ou municipaux sous l'Angleterre victorienne ont été des mesures destinées à contrer les effets sociaux désastreux de l'expansion des marchés. Le fait que la puissance publique ait produit cette régulation pour répondre à la menace prouve, en creux, l'utopie dénoncée de marché : celui-ci est bien voué à être enchâssé dans la société.

Un brillant analyste de la pauvreté et de sa prophylaxie

L'échec des politiques d'assistance à l'origine de l'utopie du marché roi

On touche peut-être là à l'intuition historique la plus forte de Polanyi : le marché autorégulé serait né de l'échec de la puissance publique à empêcher la prolétarianisation des pauvres en Angleterre au début du XIX^e siècle. L'excessive protection des affamés dans les campagnes anglaises, discutée en 1795 par le pasteur Thomas Malthus lors de la controverse de Speenhamland, produit des effets pervers dans lesquels les utopistes du marché vont puiser pour défendre un système économique complètement opposé, où l'assistanat est proscrit. La même année, quand cette loi de Speenhamland est discutée et votée, on voit bien que les contemporains refusent majoritairement l'idée que le travail est une marchandise comme une autre.

Quarante ans plus tard, le « marché du travail » n'a plus d'obstacle de taille. Le débat est finalement très contemporain, et les arguments des détracteurs de la loi de Speenhamland ressurgissent dans les années 1990, dans le discours sur la « troisième voie » forgé par Tony Blair et par les défenseurs des politiques d'activation¹ sur le marché de l'emploi. Ils se retrouvent aussi dans les débats qui eurent lieu au moment de la mise en place du RMI puis du RSA en France, ou dans les discussions autour du revenu minimum d'existence. Rappelons que, selon cette loi de Speenhamland, « *un homme était secouru même s'il avait un emploi, tant que son salaire était inférieur au revenu familial que lui accordait le barème*⁷¹ ». Attention cependant à ne pas faire l'erreur de considérer Polanyi comme un défenseur de ces lois d'assistance : sur près de trente pages, il en explique ensuite l'échec !

Cette mesure fut évidemment défendue par tous au départ, pour des raisons souvent divergentes, mais Polanyi en souligne immédiatement les dangers : le travail subventionné encourage les patrons à baisser les salaires à un niveau critique, reportant sur les pouvoirs publics la responsabilité de la survie du travailleur. Ce dernier s'habitue, en outre, selon Polanyi, à vivre aux frais du contribuable, et perd peu à peu toute dignité, préférant la charité publique au fruit de son travail. Il analyse ainsi le déclin de la « valeur travail » comme un effet pervers d'une redistribution mal calculée⁷².

En trente ans, la société est transfigurée, consciente des nombreuses limites de ces allocations de survie : la loi de réforme électorale de 1832 (*Reform Bill*) puis l'amendement à la loi sur les pauvres de 1834 (*Poor Law Amendment Bill*) marquent, plus qu'une inflexion, une véritable révolution dans la pensée économique dominante. L'essentiel de la population est maintenant acquise à l'idée que le marché du travail est un marché comme un autre. Même si cette utopie ne tient pas longtemps, pour Polanyi, elle est prégnante dans la société anglaise d'alors⁷³.

Pauvreté, mondialisation du commerce et colonialisme

L'une des conséquences du machinisme et du marché autorégulé fut le développement du commerce international, dont la dimension coloniale est indéniable pour Polanyi. La soumission des peuples colonisés et l'échange inégal sont les enfants désirés par les capitalistes du commerce international. Pourtant, la plupart des contemporains ne cernent pas le lien entre diffusion de l'utopie de marché au plan local et aventure coloniale. Ils ne perçoivent pas que, à travers le prisme des denrées agricoles, les « *populations de zones lointaines ont été entraînées dans le tourbillon du changement dont les origines étaient obscures pour elles*⁷⁴ ». La sophistication de la demande occidentale, aspirant à la consommation de fruits exotiques et de bois précieux (pour les plus riches des consommateurs, naturellement), l'entrée des espaces colonisés dans cette relation marchande forcée étaient, selon l'auteur, inéluctables.

L'hommage à Robert Owen et Jeremy Bentham

Avant d'en venir à la genèse de sa représentation du socialisme, l'auteur met l'accent sur les figures qui ont forgé sa conscience politique. Deux sont particulièrement mises en valeur : Robert Owen^j et Jeremy Bentham^k.

Pour Polanyi, Owen a développé « *une religion de l'industrie dont le porteur était la classe ouvrière* ». Il a fondé des sociétés coopératives chargées d'approvisionner prioritairement leurs membres : la vente se déroulait au détail, au sein de villages communautaires, dans des *Union Shops*. Les priorités étaient l'éducation des enfants et des parents, et la fourniture de travail aux chômeurs. Les *Union Shops* faisaient de fait aussi

figure de syndicats, donnaient un salaire, y compris aux ouvriers en grève, et venaient officier dans les magasins pour toucher un revenu et survivre. Owen parlait d'un *Labour Exchange*, une sorte de bourse du travail, de bazar où chacun apportait ses compétences dans un métier particulier et les mettait au service de la communauté.

Owen s'inspirait en réalité de Bellers qui, un siècle plus tôt, avait inventé des *Colleges of Industry*. Parmi les souscripteurs et membres des villages d'Owen, Polanyi rappelle que l'on retrouve, notamment, Jeremy Bentham et David Ricardo⁷⁵ !

Robert Owen, par son initiative, dénonce dès 1817 la voie dans laquelle s'est engagée l'industrie occidentale. Il explique que « *la diffusion générale des manufactures* » crée un modèle de développement « *tout à fait défavorable au bonheur de l'individu ou au bonheur général* », et détourne l'attention de la société de la « *misère*⁷⁶ » qu'elle occasionne.

De Jeremy Bentham, l'auteur relate moins la pensée que les propositions de changements pour surmonter les dérives nées de l'utopie de marché. Parmi elles, l'auteur retient :

« un système amélioré de brevets ; des compagnies à responsabilité limitée ; un recensement décennal de la population ; la création d'un ministère de la santé ; des billets portant un intérêt, pour généraliser l'épargne ; un frigidarium pour les légumes et les fruits ; des manufactures d'armes fonctionnant selon de nouveaux principes techniques, à l'occasion avec le travail des forçats [...] ; un registre général des propriétés immobilières ; un système de comptabilité publique ; des réformes de l'instruction publique ; un état civil uniforme ; la suppression de l'usure ; l'abandon des colonies ; l'usage de contraceptifs pour maintenir à un bas niveau l'impôt pour les pauvres ; la jonction de l'Atlantique et du Pacifique qui serait l'œuvre d'une société par actions, etc.⁷⁷ »

Vers un socialisme éclairé

Qu'est-ce que le socialisme ? À cette question aussi, Polanyi essaie de répondre dans *La Grande Transformation*. Il s'agit de « *la tendance inhérente d'une société industrielle à transcender le marché*

*autorégulateur en le subordonnant consciemment à une société démocratique*⁷⁸ ». Il analyse aussi la plasticité du phénomène socialiste, expliquant par exemple que la Russie « *s'est convertie au socialisme sans avoir d'industries, de population alphabétisée ni de traditions démocratiques*⁷⁹ ».

Une fois posée cette définition, l'auteur est bien forcé de constater la dissonance entre l'esprit et la lettre, et la diversité des pratiques socialistes. Cela le conduit ultérieurement à se demander ce que doit être le socialisme. Il évoque dans ses *Essais*, précédemment cités, un « *socialisme fonctionnel* » où les producteurs de chaque branche sont représentés démocratiquement par des corporations aux niveaux régional puis national, comme les consommateurs. Sa vision du socialisme semble matinée des écrits solidaristes de Léon Bourgeois de la fin du XIX^e siècle¹. Il fait également du socialisme un anti-fascisme : dans le fascisme, les corporations représentent les propriétaires ; dans le socialisme, les producteurs. Polanyi plaide par ailleurs pour un **tricamérisme** : une chambre politique (la nécessité du dédoublement classique, avec une chambre basse pondérée par une chambre haute, n'est pas essentielle selon lui) qui a la primauté sur une chambre économique élue selon un suffrage professionnel indirect, elle-même complétée par une chambre culturelle, élue au suffrage universel direct et s'occupant exclusivement des questions de culture, d'éducation, de santé et de médias (il propose de la rendre responsable de la BBC !).

Polanyi ne veut donc pas la disparition de l'échange ni même du marché, mais sa domestication : la collectivité doit se réapproprier l'économie. Pour ce faire, l'abolition de la propriété des moyens de production est une nécessité selon notre auteur : il réinvente le **commerce sans marché**, expliquant qu'« *achat et vente existent dans l'économie du socialisme corporatif, à prix obtenus par accords*^{80 81} ».

Le socialisme, enfin, est pour lui une quête de la responsabilité personnelle, une éthique qui vise, plus que la justice sociale, la transparence sociale. Il doit être la manière de conserver « *par tous les moyens [...] ces hautes valeurs héritées de l'économie de marché qui s'est effondrée* », explique-t-il dans *La Grande Transformation*.

Polanyi ne partage donc pas l'idée d'une « troisième voie » ; il méprise l'idée et les projets défendant la collaboration du Travail et du Capital. Sa vision du socialisme s'inspire bien plus de l'austromarxisme^m de la fin du XIX^e siècle ou du fabianismeⁿ, qu'il a découvert en Grande-Bretagne.

Un « mystique socialiste » qui prend ses distances avec le marxisme

Polanyi réfute l'idée d'une lutte des classes qui serait le moteur du matérialisme historique et du progrès, car une partie des classes populaires a porté, quand l'autre la contestait, l'expansion du marché. Il ne peut croire que les intérêts d'une classe sociale (en l'occurrence les « prolétaires » de Marx) puissent expliquer l'histoire⁸². Pour l'auteur surtout, « lutte des classes » n'est pas « guerre des classes » ; le socialisme est l'une des modalités de la lutte, sans la révolution. Cela ne l'empêche pas de reprendre l'analyse marxiste sur le fétichisme de la marchandise, sur l'aliénation que représentent, pêle-mêle, le système des prix, l'État bourgeois, etc.

Sa prise de distance avec le marxisme est inséparable de l'importance croissante de la religion dans sa vie, ainsi que son fils l'explique à son biographe Jérôme Maucourant⁸³. Il se sent, de fait, plus proche du socialisme anglais, dans lequel il perçoit des fondements religieux. Cette évolution fut progressive puisqu'au début du XX^e siècle, il fustigeait une université repaire de cléricaux, d'opportunistes et de bureaucrates, et prenait même, en 1908, la tête d'une association hongroise de libres penseurs, le cercle Galilée. C'est là que commence sa conversion au socialisme. Il y voit défiler des socialistes de renom comme Eduard Bernstein, théoricien révisionniste de la social-démocratie. Ce dernier se dit alors favorable, en Hongrie, à un parti radical et bourgeois assurant la démocratie en guise de transition avant le socialisme. Il y rencontre aussi le grand historien Werner Sombart auquel Fernand Braudel rend hommage dans *La Dynamique du capitalisme*. Il y croise enfin Max Adler, figure de proue de l'austromarxisme, et Otto Bauer. En 1911, ce croyant très libre rallie même la loge Archimède, qui édite une importante revue.

Il s'est définitivement éloigné du marxisme mais il croit au dialogue avec les communistes. Simplement, il refuse toute idée de dictature, quand bien

même elle serait menée avec le prolétariat. Enfin, les faits eux-mêmes le conduisent à ce divorce à l'amiable : comme il l'explique dans *La Grande Transformation*, « la Hongrie a eu un épisode bolchévique qui lui a été littéralement imposé quand la défense contre l'invasion française ne laissa pas d'autre choix au pays ». Le 21 mars 1919, en effet, est proclamée la République des Conseils, et le libéral comte Károlyi lui-même donne le pouvoir aux communistes de Béla Kun. Pendant 133 jours, ceux-ci mettent en place une dictature du prolétariat qui se termine, médiocrement, par la défaite de l'Armée rouge hongroise. Le régime s'était en outre instantanément aliéné les masses par sa politique brutale de collectivisation de la terre et d'élimination de toute opposition politique. Cela n'empêche pas Polanyi, en 1944, de défendre les communistes hongrois dans sa revue franc-maçonne contre le dictateur Horthy. En revanche, il reconnaît lui-même s'être mépris sur Staline et n'avoir pas compris, en 1938, que les procès de Moscou étaient truqués.

Sa vision de la classe ouvrière est, de ce fait, éloignée du marxisme et originale : les ouvriers deviennent une classe, selon lui, par l'action législative, en se distinguant des bourgeois qui obtinrent le droit de vote grâce au paiement du cens électoral mais aussi des indigents, puisqu'ils furent privés de l'allocation de survie après 1834. Cependant, lesdits bourgeois avaient besoin que cette classe ouvrière adhère, en partie, à la société de marché. C'est pourquoi les plus aisés des ouvriers obtinrent le droit de vote par abaissement du cens. Consacrer leur citoyenneté, c'était les inscrire dans la société de marché et les inféoder à l'économie de marché, sans avoir à assurer une meilleure redistribution des profits⁸⁴.

Le fascisme, avatar de l'échec de l'économie de marché

La pensée développée sur la question fasciste par Polanyi ne s'appuie pas tant sur les écrits mussoliniens que sur l'austrofascisme du chancelier autrichien Dollfuss, à partir de 1933. Il refuse de réduire le fascisme aux causes qui l'ont engendré : la réaction bourgeoise, la crise morale, la résistance à la modernité libérale, l'entêtement dans le remboursement des dettes de guerre. Lisant les théoriciens fascistes, il remarque que les idées développées par ces derniers, notamment Othmar Spann, sont à la genèse

du fascisme autrichien : anti-individualisme radical, romantisme réactionnaire, vision corporatiste de la société.

La constitution de 1934 est la preuve que ces réactionnaires construisent par le « droit » une solution totalitaire à la crise de marché. Polanyi en déduit une définition remarquable du fascisme : « *un mouvement qui s'appuie sur les masses pour amener celles-ci à se déposséder de leur propre pouvoir.* » Celui-ci devient alors non seulement une institution, mais même une pratique et une culture⁸⁵. Le fascisme est ainsi, à l'instar de la description qu'en donne l'historien allemand George Mosse, « *une révolution bourgeoise et anti-bourgeoise* ». Mais le plus intéressant reste à venir, comme l'exprime dans le même ouvrage Polanyi : « *Le fascisme constitue le type même de solution révolutionnaire qui garde le capitalisme intact*⁸⁶. »

Pour Polanyi, le fascisme ne contredit pas le capitalisme, il lui emprunte au contraire son dirigisme, son autoritarisme dans la pratique du pouvoir au sein de l'entreprise : extrême verticalité des relations sociales, coercition, souci de la vitesse et du rendement... Selon lui, « *loin d'étendre le pouvoir de l'État démocratique à l'industrie, le fascisme s'est en effet efforcé d'élargir le pouvoir de l'industrie autocratique à l'État* ».

Au-delà de la brillance de son analyse théorique, Polanyi se révèle visionnaire quant au danger nazi : dès 1927, il voit dans la réévaluation de la livre et les clauses du traité de Versailles une cause du durcissement de l'extrême droite allemande. En 1933, juste avant que son journal économique ne soit censuré, il écrit même, alors que la bonne société européenne a une image encore favorable d'Hitler : « *L'État allemand a adopté une idéologie dont la fin la plus haute consiste en la destruction même du concept d'humanité.* »

Polanyi n'hésite pas à construire un pont entre la progression du libre-échange dans l'Angleterre du XIX^e siècle et l'avènement des fascismes. « *Pour comprendre le fascisme allemand, nous devons revenir à l'Angleterre de Ricardo* », nous explique-t-il. Mère de l'étalon-or et du libre-échange, elle a mis en place des institutions qui ont poussé les peuples européens à se déchirer sur fond de nationalisme et de colonialisme. Ces rivalités ont appauvri des Européens qui ont continué à s'enfermer dans ce carcan, sans la moindre rationalité, car le libre-échange

et le marché autorégulateur étaient devenus des dogmes. L'Autriche, l'Allemagne et l'Italie ont été les premières à vouloir sortir de ce carcan, de manière autoritaire et contre-productive. Le fascisme est donc l'avatar de ces institutions britanniques⁸⁷.

Selon lui, le fascisme reflète le désencastrement, dans sa version ultime, par la délégitimation et la mise hors-jeu politique de la propriété et de l'accumulation de richesses. Là encore, la responsabilité en revient aux démocraties libérales, qui ont dénaturé le principe de la séparation des pouvoirs en s'en servant pour « *séparer le peuple du pouvoir sur toute sa propre vie économique* ». La sacralisation de la propriété privée (par la Constitution américaine, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen) permit peu à peu l'extraction de l'économie de la sphère politique, donnant naissance, au fil du temps, aux sociétés par actions, à la propriété intellectuelle, au salariat par lequel le travailleur vendait le fruit de son travail à un employeur... Même si le suffrage était élargi, le pouvoir politique s'était recroquevillé, car la propriété avait été consacrée par la Constitution, devenant intangible. Les droits politiques chèrement acquis ne pouvaient renverser cette tendance⁸⁸.

Le fascisme apparaît aussi comme le reflet de l'échec de la gouvernance mondiale héritée du premier conflit mondial, qui pousse les libéraux à accepter le renoncement aux fondements du libéralisme, ouvrant la boîte de Pandore fasciste : l'obsession du retour à l'ordre monétaire dans le cadre de l'étalon-or poussa les gouvernements à « *intervenir pour réduire les prix d'articles de monopole, [...] les grilles de salaires acceptées, pour faire baisser les loyers* ». Le gouvernement œuvrait donc pour le moins-disant social et se détournait du bien commun. Il violait également le sacro-saint principe de séparation du marché et de l'État voulu par les plus jusqu'au-boutistes des libéraux, ajustant lui-même les prix et les salaires, rognant jusqu'aux libertés publiques⁸⁹.

C'est dans ce contexte que le fascisme finit par apparaître comme une solution.

« Finalement, le moment allait venir où le système économique et le système politique seraient l'un et l'autre menacés de paralysie totale. La population prendrait peur, et le rôle dirigeant reviendrait par force à ceux

qui offraient une issue facile, quel qu'en fût le prix ultime. Les temps étaient mûrs pour la solution fasciste⁹⁰. »

Pour Polanyi, le fascisme offre la solution d'une « *révolution qui mettrait fin aux révolutions* », une fois détruite la société instituée comme communauté de personnes reconnues avec des droits. Il avait très tôt cerné à quel point le fascisme était d'abord un anti-individualisme radical, qui enterrait les représentations de l'individu et de la nature de l'homme héritées du judaïsme et du christianisme.

Le fascisme est finalement la forme monstrueuse de la « grande transformation » ; il prétend mettre fin à l'utopie d'un marché extrait des institutions sociales et politiques.

Mise en perspective

Karl Polanyi a connu son heure de gloire en 1944, lorsqu'il dénonça les excès du processus de marchandisation du monde rendu possible par le « désencastrement » de l'économie. Depuis, « la grande transformation » a profondément modifié les règles du jeu de la production et de la répartition des revenus, sous l'impulsion d'un État devenu providence.

Cependant, son approche anthropologique a été quelque peu déconsidérée dans les années 1990-2000 par le renouvellement de l'anthropologie historique et de l'histoire globale : ses analyses sur le capitalisme étaient jugées trop européo-centrées, à l'image de celles de Max Weber (1864-1920), fondant l'*ethos* capitaliste sur le calvinisme. L'anthropologue Jack Goody (1919-2015), l'historien Kenneth Pomeranz (né en 1958) ont montré depuis que le prêt à intérêt, comme d'autres inventions prétendument européennes (l'amour courtois), existait déjà dans la Chine antique. Ces travaux ont conduit à repenser la modernité, souvent associée à l'Occident, en mettant en évidence les hybridations possibles et en refusant de faire de la rationalité le monopole de l'Occident.

Depuis 2007, l'œuvre de Polanyi retrouve une certaine audience auprès des intellectuels, notamment des économistes : comme au milieu du XIX^e siècle, le monde redécouvre que le libéralisme économique est une idéologie puissante et destructrice des liens sociaux, un rouleau

compresseur, un système dans lequel les acteurs se pensent autonomes, sans avoir de compte à rendre ni à la société – dont ils sont pourtant partie prenante – ni au pouvoir politique, censé laisser s'exprimer les libertés de chacun. Conformément à ce qu'écrit Polanyi, cette idéologie repose toujours sur un dogme (hier l'étalon-or, aujourd'hui les marchés efficients) ; sur des apôtres, parfois malmenés (hier Jean-Baptiste Say, Adam Smith et David Ricardo, aujourd'hui Friedrich von Hayek, Milton Friedman, Arthur Laffer, Eugene Fama) ; sur l'excommunication d'hérétiques et l'exorcisation de démons (hier les subventions publiques, le socialisme et le saint-simonisme, aujourd'hui les keynésiens et les économistes hétérodoxes).

La crise financière a semblé affaiblir cette idéologie libérale hors-sol, et le « désencastrement » de l'économie est même dénoncé par d'anciens défenseurs acharnés des théories libérales du commerce international, comme Paul Krugman. Comme après la crise de 1929, beaucoup d'observateurs réclament un *aggiornamento* du capitalisme libéral. Ils fustigent, parfois avec excès, la déconnexion de la finance de marché de la production de biens et de services (attestée par l'envol des transactions financières, des produits dérivés et ce que Pierre-Noël Giraud appelle « le commerce des promesses »). Ils réclament une modification de la gouvernance des entreprises, proposant d'inscrire dans leurs statuts juridiques des objectifs sociaux et environnementaux. Ils prescrivent aussi une révolution des « communaux collaboratifs » (Jeremy Rifkin), une exploitation mutuelle, collaborative et équitable des ressources du numérique, calquée sur l'usage des terres communes confisquées aux paysans par les vagues d'*enclosures* successives, entre le XVII^e et le XIX^e siècles. Ils exposent enfin les dangers innombrables d'une explosion des inégalités et souhaitent une thérapie de choc fiscal pour les contenir, à l'instar de Thomas Piketty, Emmanuel Saez ou Gabriel Zucman. Polanyi, lui, dénonçait les ravages causés par la réforme des *Poor Laws* en 1834, en Grande-Bretagne, et le renversement du regard sur le pauvre, vu comme un « déviant » dangereux pour l'ordre établi et traité comme un criminel. Il faut relire ces pages merveilleuses sur la paresse présumée des misérables et les mettre en résonance avec les débats qui agitèrent l'Angleterre de Tony Blair, quand celui-ci proposa des politiques actives de l'emploi, au cœur de son programme de « troisième voie » à la fin des années 1990.

Relire Polanyi amène enfin à réfléchir à l'extrême plasticité du capitalisme, à sa capacité à sans cesse s'affranchir des règles établies pour se réinventer. En ce sens, Polanyi peut apparaître comme un précurseur de l'école de la régulation, qui explique que l'économie de marché mue lorsque le régime d'accumulation capitaliste se transforme, amenant de nouvelles règles institutionnelles, notamment sur le marché du travail.

Si Polanyi a souligné les dangers du désencastrement de l'économie, il n'a cependant pas pressenti les périls d'une économie enchâssée dans la société, domestiquée par un appareil d'État hégémonique et autoritaire. Le mercantilisme d'État chinois donne, en outre, le spectacle d'une économie encore largement aux mains d'un État illibéral, tout aussi violent dans les rapports sociaux et salariaux que son cousin néolibéral. L'économie y est parfaitement encadrée, inféodée au social (hausse graduelle du pouvoir d'achat pour soutenir la consommation de centaines de millions de résidents et aider l'industrie à monter en gamme) comme au politique (innovation encadrée, circulation de l'information corsetée, contestation euthanasiée). Ce néo-colbertisme refuse le « doux commerce », considérant le négoce international comme un jeu à somme nulle : la Chine ne gagne que si ses partenaires à l'échange perdent...

Ainsi, lorsque Karl Polanyi, en 1944, annonce la « grande transformation » qui met fin à l'ordre libéral progressivement victorieux dans les pays capitalistes depuis le XIX^e siècle, il n'imagine pas la coexistence houleuse que nous observons actuellement : d'un côté, on assiste, depuis les années 1980, à un retour en force de ce processus de « désencastrement » dans les pays avancés, avec l'accélération de la financiarisation des économies et la marchandisation de nouveaux territoires jusqu'alors à l'abri du capitalisme (le vivant, principalement) ; de l'autre, on voit l'émergence de pays qui font de l'économie un instrument de politique interne et externe, le cœur de leur stratégie de puissance.

Le choc provoqué par la Covid-19 annonce-t-il l'avènement d'une « nouvelle grande transformation » avec le réencastrement de l'économie dans la société, en retrouvant l'esprit de « l'économie de Speenhamland » ? Plus globalement, la pandémie préfigure-t-elle la réadaptation du marché aux limites de notre système écologique, mis à

mal par un capitalisme prédateur, incarné aussi bien par l'ordre libéral des pays avancés que par l'édifice étatique des pays émergents ?

a. Nicholas KALDOR (1908-1986) est un des principaux économistes du courant post-keynésien, né à Budapest, virulent critique de la synthèse néoclassique, de la philosophie d'Hayek et du monétarisme. Il fut aussi conseiller des gouvernements travaillistes anglais entre 1964 et 1975. Il offre un modèle d'interprétation macro-économique connu sous le nom de « carré magique », pour mesurer les performances en matière d'inflation, de commerce extérieur, de chômage et de croissance.

b. Georg LUKACS (1885-1971) est un philosophe, un critique littéraire et un sociologue, marxiste, théoricien après Marx du fétichisme de la marchandise (la réification) et de la conscience de classe. Il participe à la révolution de Béla Kun en 1917 puis est exilé en Autriche puis en Allemagne. Il devient ministre de la Culture dans le gouvernement d'Imre Nagy en 1956 avant de devoir fuir en Roumanie après la répression de l'insurrection de Budapest la même année.

c. John Rogers COMMONS (1862-1945) : économiste américain, il est considéré comme le père de l'institutionnalisme ; il étudie la construction historique de la propriété privée et la notion de « communs » (*commons*). Il définit les institutions comme « *les actions collectives dans le contrôle, la libération et l'expansion de l'action individuelle* » et distingue les institutions informelles, comme la coutume, et les institutions formelles (comme l'État, les entreprises, les syndicats).

d. Thorsten VEBLEN (1857-1929) : économiste américain d'origine norvégienne, il élabore la « *théorie de la classe oisive* » et de la « *consommation ostentatoire* ». Il se rattache au courant institutionnaliste. Selon lui les rapports de force sont plus déterminants dans la formation des revenus que la loi du marché.

e. Fernand BRAUDEL (1902-1985) : immense historien de l'économie, représentant de l'histoire des *Annales*, il a analysé la « dynamique du capitalisme », et forgé la notion d'économie-monde pour décrire les relations entre les puissances et leurs périphéries, et la possible coexistence de centres économiques émergents et déclinants. Par ailleurs, il met à l'honneur dans l'analyse historique la « longue durée », relativise l'importance de l'événement, qui n'est pour lui que la surface d'une cinétique historique plus complexe.

f. Code d'Hammourabi : texte juridique babylonien écrit au XVIII^e siècle avant notre ère, le plus complet et le plus connu des codes de lois en Mésopotamie antique, gravé sur une stèle et retrouvé à Suse en Iran au début du XX^e siècle. Écrit en cunéiforme et en akkadien, elle est exposée au musée du Louvre. Le texte référence notamment les peines relatives aux délits commis.

g. La théorie du « doux commerce » est prêtée à Montesquieu dans *L'esprit des lois* (livre XX, chapitre 1), mais c'est en réalité Albert Hirschman qui l'a popularisée au XX^e siècle. Le philosophe s'exprime ainsi : « *c'est presque une règle générale, que partout où il y a des mœurs douces, il y a du commerce, et que partout où il y a du commerce, il y a des mœurs douces* ». Selon lui « *il guérit des préjugés destructeurs* ». Attention cependant car Montesquieu ne se limite pas aux échanges marchands, le « commerce » désignant au XVIII^e siècle toute forme d'échange, y compris intellectuel et affectif. Il prête à ces échanges une vertu « civilisatrice ».

h. Les communaux désignent les « biens communaux » des terres collectives, souvent des bois, des landes, des prés, des marais, appartenant au seigneur mais qu'il mettait à disposition de ses affidés, qui en avaient besoin pour se chauffer ou se nourrir. Ils sont peu à peu privatisés lors du « mouvement des *enclosures* », d'abord au XVI^e siècle puis surtout entre 1760 et 1840.

i. Les politiques dites « d'activation » dérivent de la pensée d'Anthony Giddens autour de l'État-providence. Il préconise un « État social actif », non pas palliatif (traitant *ex post* les problèmes par des revenus de transfert) mais préventif (encourageant par exemple les individus à s'assurer, se soigner, à accepter un emploi plutôt que de rester au chômage). Le versement des aides (l'activation des dépenses sociales) est conditionné à l'attitude active du bénéficiaire, et il est censé simplement compenser les très bas salaires par un complément financier. Ces politiques correspondent au « blairisme » en Grande-Bretagne (1997-2007) et dans une certaine mesure à l'Allemagne des lois Hartz (2003-2005) votées sous Gerhard Schröder.

j. Robert OWEN (1771-1858) est un entrepreneur et philanthrope gallois considéré comme un des premiers théoriciens socialistes. L'owénisme est une modalité du « mouvement coopératif », Owen ayant construit des villages coopératifs, communautés de production et consommation offrant aux ouvriers des revenus équitables et une éducation au-delà de leur seul travail.

k. Jeremy BENTHAM (1748-1832) est considéré comme le père de l'utilitarisme avec John Stuart Mill. Philosophe anglais, précurseur du libéralisme, il défend les libertés individuelles, préconise l'abolition de l'usure, la séparation de l'Église et de l'État, l'égalité des sexes, l'abolition de la peine de mort, et se fait même le promoteur du droit des animaux. Il s'oppose au droit naturel et au contrat social et imagine une prison moderne, le panoptique. Le seul principe moral qui vaille selon lui est le principe d'utilité : toutes les fois que nous devons faire un choix entre deux options, nous devons opter pour celle qui engendre les meilleures conséquences pour toutes les personnes concernées. Il réfléchit en creux en bonheur collectif, qu'il transforme en objectif de l'économie.

l. Léon BOURGEOIS, dans son ouvrage *Solidarité* (1896), précise que « *la responsabilité mutuelle qui s'établit entre deux ou plusieurs personnes [...] et le lien fraternel qui oblige tous les êtres humains les uns envers les autres* » créent un « *devoir d'assister ceux de nos semblables qui sont dans l'infortune* ». Il défend notamment un impôt sur les successions, sur les revenus, la mise en place d'une retraite pour les travailleurs. Il rompt avec la pensée traditionaliste en vogue et fait de l'économie sociale une branche de l'économie politique fondée sur les associations, les mutuelles et les coopératives.

m. L'austromarxisme peut être qualifié de « marxisme réformiste ». Otto Bauer, son chef de file, rejette aussi bien la révolution prolétarienne que le parlementarisme. Il prône un « socialisme municipal » respectueux des spécificités nationales, prescrit une « révolution lente » et reste ambigu sur l'usage politique de la violence.

n. Le fabianisme est un courant politique anglais de centre gauche, né dans un think tank londonien, la *Fabian Society*, en 1884. Il influença le parti travailliste à sa création en 1900 et participa à la création de la *London School of Economics* (LES). Georges Bernard Shaw et Herbert George Wells en furent les figures de proue. Rejetant le marxisme et prenant une bonne part de l'analyse utilitariste, ils cherchèrent au début du XX^e siècle à comprendre les enjeux de l'impérialisme et à rénover la démocratie. À la fin du XX^e siècle, leurs successeurs participent à la refondation du New Labour et entendent à faire avancer des réformes pour adapter la société britannique à la mondialisation.

CHAPITRE 3

MILTON FRIEDMAN

(1912-2006) :

HÉRAUT DU LIBRE MARCHÉ

« Le capitalisme conduit à moins d'inégalité que les autres systèmes. [...] La caractéristique principale du progrès et du développement qu'a connu le siècle dernier est d'avoir libéré les masses d'un travail harassant et de leur avoir rendu disponibles des produits et des services qui étaient auparavant le monopole des classes supérieures⁹¹. »

Difficile de trouver plus beau plaidoyer en faveur du capitalisme que ce texte de Milton Friedman. Loin des utopies socialistes, il s'appuie sur l'Histoire pour considérer que le capitalisme a été un instrument de libération de l'homme : libération de la pénibilité du travail par la machine qui l'a déchargé des tâches harassantes ; de l'extrême pauvreté par le profit décuplé grâce à la division du travail et à l'extension des échanges marchands ; de la rareté, du fait de l'offrande faite par la révolution industrielle qui, permettant la hausse des revenus, a éveillé un désir de consommation sans précédent, généré de nouveaux besoins et rendu l'homme insatiable⁹². Cette certitude historique fonde l'essentiel de l'argumentaire de l'auteur, immense économiste et apôtre de la liberté, chantre de la concurrence et adversaire acharné de l'interventionnisme étatique. À part F. Hayek, peu d'économistes libéraux ont autant théorisé et justifié le libéralisme économique, l'érigeant en système mais surtout en philosophie.

Né à Brooklyn dans une famille très pauvre, en 1912, descendant d'immigrés venus d'Autriche-Hongrie, Milton Friedman est adolescent quand son père disparaît, laissant sa famille dans la misère. Il réussit, grâce à diverses bourses, à mener à bien ses études et obtient en 1932 un double

diplôme d'économie et de mathématiques. Il devient ensuite assistant à l'université de Columbia et épouse en 1938 Rose Director, avec qui il écrira plusieurs ouvrages. Il travaille, dès 1935, dans les services du New Deal, chargé de compiler et d'analyser les statistiques sur la consommation.

En 1937, le père du PIB, le futur prix Nobel Simon Kuznets, recrute Friedman pour travailler avec lui au National Bureau of Economic Research. Parallèlement, ce dernier parvient, même si la guerre ralentit ses recherches, à publier sa thèse inspirée de ses travaux sur les revenus des travailleurs indépendants. Il s'intéresse alors au rôle de la monnaie dans les cycles monétaires et à l'inflation, trouvant la notoriété avec la parution de son *Histoire monétaire des États-Unis de 1867 à 1960*, coécrite avec Anna Schwartz. Il continue une carrière double de chercheur et d'expert auprès des services de l'État puisqu'il participe à la mise en œuvre du plan Marshall.

Friedman voit sa carrière récompensée du prix Nobel en 1976, alors qu'il devient directeur de recherche à la Hoover Institution de l'Université de Stanford.

Problématique

Milton Friedman apparaît comme un économiste iconoclaste, aux antipodes de la pensée *mainstream* tout entière tournée, à son époque, vers les préceptes keynésiens qui justifient la politique économique de l'État. Le marché est pour lui un instrument de redistribution plus efficace que l'État dont l'ingérence, notamment monétaire, est source de déséquilibres. Cette aptitude à penser à contre-courant se retrouve dans sa représentation de l'entreprise et dans le rejet, par l'auteur, d'une responsabilité sociale de celle-ci. Sa pensée est captivante parce qu'elle ressurgit dans notre actualité de manière cyclique : quand on questionne le revenu minimum d'existence ou la nécessité d'en finir avec les corporations, comme celle des taxis, on se réfère forcément à ses analyses pionnières.

Un éloge de la liberté

L'arbitrage entre égalité et liberté

Capitalisme et liberté n'est pas un manuel d'économie pour étudiants, loin de là. Il s'agit d'un essai ou plutôt d'un plaidoyer en faveur du libéralisme. Son but est double :

- définir le libéralisme et formaliser sa philosophie du libéralisme, qui ne saurait se réduire au libre-échange ;
- synthétiser l'ensemble de ses thèmes de recherche pour mieux les vulgariser, en reprenant des axes de réflexion aussi divers que la monnaie, les échanges internationaux, le danger des monopoles, la question des discriminations, etc.

On doit reconnaître, comme le souligne G. Koenig dans la récente réédition de son texte, que le défi pédagogique de l'auteur est relevé : il a constamment à cœur de rendre clairs, sans les simplifier, des phénomènes complexes, en les adossant à des cas concrets.

Il existe, selon Friedman, un conflit irréductible entre l'égalité et la liberté, à la source des désaccords fondamentaux dans la discipline économique. La liberté étant première, dans la perspective de Friedman, l'État est toujours une source d'oppression, et son intervention économique ne sera acceptée « *qu'à regret, car ce sera substituer l'action obligatoire à l'action volontaire*⁹³ ». La poursuite par l'État d'un objectif de parfaite égalité ne peut donc que brider la liberté individuelle.

Pour l'auteur, le capitalisme permet, mieux que tout autre mode de production, de déployer cette liberté. Il voit dans le système capitaliste une arme pour lutter contre toutes les formes de discrimination. Il existe selon lui, à l'épreuve de l'Histoire, une **loi des rendements décroissants** de ces discriminations, y compris raciales et religieuses, à mesure que progressent l'échange marchand et la concurrence, le commerce adoucissant les mœurs et transposant sur la monnaie la violence rituelle de l'échange⁹⁴.

Capitalisme et liberté donne également à lire la méthodologie du chercheur Friedman : selon lui, la théorie doit se confronter aux faits historiques et les récurrences statistiques observées permettent de confirmer des hypothèses théoriques, souvent simplifiées sous la forme de modèles mathématiques. Dans sa représentation de l'économie comme science, Milton Friedman apparaît tributaire des théories du philosophe Karl Popper⁹⁵ : toute vérité en science (et, donc, en économie) est

provisoire, et infirmée dès lors qu'un chercheur a prouvé le contraire. La scientificité d'une théorie repose ainsi sur la conformité entre les prévisions réalisées par celle-ci et les faits avérés. L'histoire est donc l'auxiliaire de l'économie : elle prouve ou contredit les avancées théoriques.

Qu'est-ce que le libéralisme et qu'est-ce qu'un libéral ?

De cette première analyse découle l'idée que le libéralisme est un système qui dépasse le seul cadre de l'économie et embrasse toute la société. Il s'apparente à une philosophie, fondée sur l'appréciation des risques et des opportunités, bornée seulement par l'égale liberté des agents économiques et leur capacité à se forger une appréciation différente des mêmes situations. Le libéralisme est le meilleur moyen de faire coexister des individus dont les choix et les aptitudes sont différents, sans leur imposer le carcan d'objectifs fixés par d'autres, donc sans les soumettre à la coercition⁹⁶.

Voici ce qu'il dit finalement du libéral, faisant en creux son autoportrait intellectuel :

« Fondamentalement, un libéral redoute la concentration du pouvoir. Son objectif est de préserver, pour chaque individu pris séparément, un degré maximal de liberté qui soit compatible avec la nécessité de ne pas empiéter sur la liberté d'autrui. Il croit que cet objectif exige que le pouvoir soit dispersé⁹⁷. »

Le libéralisme, enfin, ne se confond pas pour lui avec l'anarchie, même s'il éprouve à son égard une certaine sympathie, avouant au détour d'une phrase que *« quelque séduisante, comme philosophie, que puisse être l'anarchie, elle n'est pas réalisable dans un monde d'hommes imparfaits⁹⁸ »*.

Une pensée nourrie par l'Histoire

Friedman se réfère souvent au rôle de la Première Guerre mondiale dans l'apparition du désordre économique qui s'ensuivit, durant les années

1920. Il souligne un point commun à tous les régimes autoritaires : rendre automatique un contrôle des changes étroit et un protectionnisme tarifaire et non tarifaire très contraignant. Le constat vaut pareillement pour l'Allemagne nazie et l'Union soviétique stalinienne. Il critique, par là même, les réactions protectionnistes décidées dès 1929 pour contrer les effets de ce qui allait devenir la Grande Dépression. Le retour au contrôle des changes, choisi par les États au plus fort de la crise monétaire des années 1920, a été pour lui le tremplin des totalitarismes ; le renforcement de la souveraineté monétaire conduirait inévitablement au « *rationnement des importations, au contrôle de la production intérieure*⁹⁹ ».

Son œuvre est empreinte d'une peur viscérale du communisme, et il n'est pas anodin que *Capitalisme et liberté* paraisse, pour sa première édition, l'année de la crise de Cuba, en 1962. De manière récurrente, Friedman fustige tout ce qui, dans les sociétés libérales, pourrait entraîner un virage vers des économies planifiées de type socialiste – quitte à verser dans une forme d'exagération lorsqu'il fait des réductions d'impôts un marchepied vers le Gosplan... Les abattements d'impôts pour des actions charitables, accordés aux riches mécènes comme aux associations, feraient selon lui « *s'éloigner de la société individualiste et se rapprocher de l'État collectiviste*¹⁰⁰ ». Une analyse biaisée, car les abattements et les crédits d'impôts se multiplient souvent en réponse à l'effritement du consentement à l'impôt, lorsque les pouvoirs publics veulent donner aux contribuables le sentiment de pouvoir, par le don défiscalisé, choisir la meilleure allocation pour leur contribution. En creux, il s'agit souvent d'une parade face aux accusations d'inefficacité dans l'emploi des deniers publics...

Plus sérieuses et plus argumentées sont ses réserves sur les vertus de l'interventionnisme étatique. Analysant le bilan des New Deal (1933-1937), il est ainsi l'un des premiers à remettre en question les supposés effets positifs sur l'emploi de la politique de F. D. Roosevelt. Il affirme même que la thèse de la stagnation séculaire^a a été inventée pour excuser l'inefficacité de la politique du président en matière de lutte contre le chômage. L'interventionnisme de l'État devenait, pour les keynésiens, le seul moyen de ralentir la marche à l'état stationnaire et de faire reculer cette stagnation séculaire, théorisée par Alvin Hansen en 1938. Systématiquement critique à l'égard de la politique expansionniste menée

par la Federal Reserve, Friedman omet toutefois de préciser que l'explosion du chômage, en 1937, est largement due au choix de la Banque centrale de relever trop tôt et trop violemment les taux d'intérêt, afin d'éviter la surchauffe et le risque inflationniste.

Quand il écrit ces lignes, au début des années 1960, Friedman fait preuve d'un réel courage : la croissance s'envole et les statistiques montrent que l'on n'a pas été capable de prévoir ce regain avec les outils néo-classiques. Si les néo-classiques (Robert Solow, Edward F. Denison) ajustent leur position en s'attachant à montrer l'importance du progrès technique dans la croissance économique, sous-estimée jusqu'alors, les puissants sont surtout influencés par les théories keynésiennes sur l'investissement public et les politiques économiques. L'interprétation keynésienne que fait Lipsey de la célèbre courbe empirique de Phillips (1958) encourage des politiques monétaires expansives qui permettent de lutter efficacement contre le chômage, même si l'inflation en est le prix à payer. Affirmer l'inefficacité des politiques monétaires expansives, comme le fait Friedman, revient ainsi à penser à contre-courant et à refuser l'étiquette confortable d'économiste *mainstream*.

Plaidoyer pour un marché libre

Le marché est, pour Friedman, un meilleur régulateur de conflits que la puissance publique : il permet de faire coexister des intérêts divergents entre les acteurs sans les obliger à se soumettre à la position d'une majorité qui recherche l'uniformité. L'auteur compare le marché à un vote à la proportionnelle.

« Le rôle du marché est, comme nous l'avons déjà noté, de permettre l'unanimité sans uniformité [...]. En revanche, ce qui caractérise l'action politique, c'est qu'elle tend à exiger ou à imposer une large uniformité. [...]. Plus large est le champ des activités que couvre ce dernier, moins nombreuses sont les questions sur lesquelles il est nécessaire d'obtenir des décisions explicitement politiques et, donc, de parvenir à un accord ¹⁰¹. »

Le nerf de la guerre, pour garantir la liberté sur le marché, réside dans le système monétaire. Deux options, selon Friedman, sont possibles :

- l'**étalon-or**, dans un système de change fixe ;
- la **variation des taux de change**, dans un système de change parfaitement flexible.

Il va sans dire que la seconde option a ses faveurs et lui apparaît comme la seule efficace à long terme. Friedman part en effet du principe que l'étalon-or n'existe jamais au sens plein du terme – par étalon-or, il désigne un système où les autorités monétaires ne peuvent pas émettre plus de monnaie que la quantité permise par les stocks d'or détenus. Or, la plupart des États, *via* leur banque centrale, confient à des banques, moyennant le maintien de réserves obligatoires, le privilège exorbitant d'émettre de la **monnaie fiduciaire**^b. La masse monétaire en circulation est donc toujours plus importante que la quantité d'or détenue par la Banque centrale. Ce système a pourtant des vertus puisqu'il permet, en cas de déficit commercial, un retour assez rapide à l'équilibre de la balance des paiements – un déficit commercial correspond, dans le système monétaire fondé sur l'or, à une fuite d'or et à une réduction de la masse monétaire en circulation. Les prix et les salaires s'ajustent à cette masse monétaire et baissent, engendrant la déflation. Tout déficit, pour un pays, se traduit par un excédent dans un autre pays. Cet excédent correspond à une entrée d'or pour ce second pays, et génère de l'inflation ; les produits étrangers, pour ce pays, deviennent moins chers et il peut en acheter plus, alors que, dans le même temps, les résidents du premier pays cessent d'acheter les produits du second, devenus trop chers. Ces deux effets conjugués permettent un retour à l'équilibre¹⁰².

Friedman insiste peu sur le fait que l'État, en cas de déficit, doit s'engager dans la voie de la déflation, réduire drastiquement les dépenses publiques ainsi que le traitement de ses fonctionnaires ; tous les ménages et entreprises endettés voient alors le poids relatif de leurs traites augmenter (alors qu'au contraire, l'inflation mange la dette). Surtout, nombre d'entreprises endettées auront été acculées à la faillite et ne pourront plus assurer la relance des exportations, une fois le change redevenu favorable.

Friedman semble faire comme si les ventes, dans le commerce international, ne dépendaient que de la compétitivité prix, négligeant le paramètre de la compétitivité hors prix. Il envisage aussi une division internationale du travail classique, où les biens sont majoritairement « nationaux ». Dans le système actuel, où les chaînes de valeur sont

fragmentées et où un produit est fabriqué conjointement par des filiales dans des dizaines de pays, ce retour à l'équilibre est beaucoup plus complexe.

Les méfaits d'un pseudo étalon-or

Pour Friedman, dans un régime de change fixe, ce système pose un problème central qui tient dans les méthodes employées par les États et les autorités monétaires afin de défendre cette parité en cas de dépréciation. Ils peuvent en effet décider de limiter les sorties d'or en instaurant un contrôle des changes, de restreindre les importations ou encore d'augmenter les taux d'intérêt. Ils alimentent alors des déséquilibres : augmenter les taux d'intérêt permet certes d'attirer des investisseurs étrangers, mais en réduisant les capacités d'emprunt des agents résidents pour qui les crédits sont alors renchérissés. Cela permet de lutter contre les tendances inflationnistes mais freine aussi, souvent, la création d'emplois. Pour réduire ces déséquilibres, ils peuvent également dévaluer ou réévaluer, mais les déséquilibres sont alors persistants, le déficit de la balance des paiements devenant structurel. Il devient, en plus, impossible d'atténuer ce déficit en puisant dans des réserves de change qui se tarissent.

Au regard de ces contraintes, l'option d'un marché des changes totalement flexible est préférable pour revenir à l'équilibre de la balance des paiements.

« Supposons que [...] le prix d'une voiture particulière baisse aux États-Unis de 10 % et passe de 2 800 dollars à 2 520 dollars. Si le prix de la livre est constamment de 2,80 dollars, cela signifie qu'en Grande-Bretagne, le prix de la voiture (l'on négligera le fret et les autres charges) tombera de 1 000 à 900 livres. La même baisse, exactement, du prix britannique se produira, sans que le prix aux États-Unis subisse aucun changement, si le prix de la livre passe à 3,11 dollars. L'Anglais devait auparavant dépenser 1 000 livres pour obtenir 2 800 dollars ; désormais, il peut avoir ces 2 800 dollars pour 900 livres. Il ne ferait pas la différence entre cette réduction du coût et la réduction correspondante obtenue grâce à une chute du prix américain sans modification du taux de change¹⁰³. »

Se fondant sur l'expérience historique, il en conclut que l'équilibre n'est lié ni à la « camisole de force des taux de change fixe », ni à une intervention discrétionnaire de la Banque centrale sur le marché des changes (afin de manipuler le taux de change), mais à un « prix »

d'équilibre : « *Personne ne pourrait vendre des dollars sans qu'il ne puisse trouver quelqu'un qui les achète, et inversement*¹⁰⁴. » Cette parfaite flexibilité sur le marché des changes garantira la promotion du libre commerce et endiguera toute velléité protectionniste de la part des États¹⁰⁵.

Quelle est la responsabilité de l'entreprise pour un libéral ?

Friedman pose également une question d'une brûlante actualité, celle de la mission de l'entreprise dans la société. L'idée que l'entreprise est un acteur politique, investi d'une mission sociale, qu'elle doit se préoccuper de justice sociale, lutter contre toutes les formes de discriminations, lui apparaît sans fondement :

*« L'opinion est de plus en plus répandue que dirigeants des entreprises et chefs syndicaux ont une "responsabilité sociale" qui va au-delà du souci de servir les intérêts de leurs actionnaires ou de leurs adhérents. Cette idée recèle un malentendu fondamental quant au caractère et à la nature d'une économie libre. Dans une telle économie, le business n'a qu'une responsabilité sociale, et une seule : utiliser ses ressources et s'engager dans des activités destinées à accroître ses profits. [...] Est-ce que des individus privés et qui se sont désignés eux-mêmes peuvent juger de ce qu'est l'intérêt de la société ? [...] Si les hommes d'affaires sont des fonctionnaires plutôt que des employés de leurs actionnaires, alors, dans une démocratie, ils seront tôt ou tard choisis selon les techniques publiques d'élection et de nomination*¹⁰⁶. »

Friedman répond par ce texte aux menaces de représailles du président Kennedy face à l'US Steel, qui voulait augmenter ses prix. De manière sous-jacente, le président américain imputait aux firmes et aux syndicats la responsabilité d'empêcher l'accélération de l'inflation. Peu à peu, le débat s'élargit et la prétendue responsabilité sociale est étendue à toutes les formes de charité et de dons dont l'entreprise peut se faire l'acteur, orientée notamment par des réductions d'impôt. Le business devrait ainsi soutenir les activités charitables et, notamment, contribuer aux universités.

Une fois encore point, dans la fin de sa démonstration, une peur du collectivisme et du communisme. Dans quel système le directeur d'une entreprise est-il élu par ses salariés ? En théorie, dans les systèmes d'autogestion ouvrière dont rêvaient certains socialistes utopistes du XIX^e siècle comme Fourier. Le contexte historique lui donne peut-être raison : dans les revendications tchécoslovaques du « socialisme à visage humain » de 1968, dans les aspirations des activistes du Kor, réunis bientôt dans le syndicat Solidarność en Pologne en 1980, on retrouve la volonté des prolétaires, comme d'une partie de l'élite éduquée, de faire élire les directeurs d'usines par leurs salariés (ce n'est alors pas le cas puisque ce sont des « fonctionnaires » nommés par l'appareil de l'État-parti). Son épilogue apparaît comme une prophétie sur l'avenir du capitalisme : le directeur général « employé de ses actionnaires », n'est-ce pas là la définition même de la *corporate governance* qui va se déployer, étayée par les théories de l'agence^c, avec des effets pour le moins contrastés, notamment sur les inégalités.

Le blâme de l'ingérence excessive de l'État

L'État, entrave à la liberté du marché ?

Pour disqualifier l'État chef d'orchestre de l'économie, Friedman pointe ses carences dans des domaines affectant le quotidien de ses concitoyens. Il s'oppose aux partisans d'une école complètement gérée par l'État, nationale, au prétexte que celui-ci saurait mieux corriger les inégalités scolaires et que l'école publique offrirait un service d'une égale qualité à tous, au-delà des divergences de richesse. En creux, son analyse récuse l'efficacité des subventions comme levier d'action de l'État dans tous les champs de la vie sociale.

Friedman propose non pas de subventionner l'école mais de verser aux parents des bons (*vouchers*, dans la version originale) et de laisser les familles décider de l'offre scolaire répondant à leur demande. L'État continuerait d'exercer un droit de contrôle sur les programmes, la nature des examens, la collation des grades ; bien sûr, ce système autorise les parents à utiliser en supplément une partie de leurs revenus pour apporter des services qui complètent cette offre scolaire. Il explique que cette

initiative a déjà été tentée aux États-Unis à la fin de la Seconde Guerre mondiale avec les anciens combattants, dotés, selon leur qualification, d'une somme à dépenser dans une institution de formation de leur choix, pour préparer leur réinsertion¹⁰⁷.

En filigrane, l'offre scolaire doit être diversifiée pour que l'individu soit libre de décider ce qui vaut le mieux pour ses enfants. L'État n'est que le gardien des programmes.

À la suite de cette analyse, il questionne l'intervention de l'État dans deux autres domaines cruciaux, la médecine et le transport. Prenant le cas des concours de médecine d'une part, et d'autre part des licences vendues aux taxis, il montre que l'ingérence de l'État dans les affaires fausse la concurrence et réduit l'efficacité du marché. Les deux exemples relèvent du même système des « patentes », ou licences, qu'il définit comme « *un dispositif selon lequel on doit, pour embrasser une profession, en obtenir licence auprès d'une autorité reconnue* ». Il s'agit en fait de quotas, restrictions de toute nature au déploiement du marché libre, équilibré par le prix proposé par un offreur et accepté par un demandeur. Concernant les taxis, son propos nous apparaît, à l'heure d'Uber, d'une troublante actualité :

« À New York, on vend actuellement entre 20 000 et 25 000 dollars, et à Philadelphie 15 000 dollars, une plaque qui confère le droit de faire circuler un taxi indépendant. [...] Pareilles restrictions [...] constituent des limitations arbitraires de la capacité qu'ont les individus pour entrer les uns avec les autres dans des échanges volontaires¹⁰⁸. »

Dans son sillage, les auteurs libéraux réfléchiront à la meilleure manière d'en finir avec ce système, en indemnisant notamment les chauffeurs de taxi contre l'abandon de ce système corporatiste. Il est étonnant que l'auteur ne fasse pas le lien avec les révolutions libérales du XIX^e siècle en Europe centrale et orientale, lorsque les aristocrates abandonnèrent leurs droits féodaux contre un pactole qui, notamment en Autriche, leur permit de devenir les premiers aventuriers de la Révolution industrielle.

Les dangers de l'étalon-or régi par les banques centrales

Une partie importante de l'ouvrage reprend et synthétise des thèses énoncées ailleurs, disqualifiant l'État et les autorités monétaires à la faveur d'une analyse historique longue. La prise de pouvoir du « système de la réserve », après 1913, conduit directement, selon lui, à l'inflation qui a sapé la croissance : d'après ses chiffres, au moins un tiers de la hausse des prix pendant et après la Première Guerre mondiale peut être imputé à ce système. Les contractions majeures qui ont suivi cette période sont aussi liées aux défaillances de la Banque centrale, en 1920-1921, 1929-1933 et 1937-1938. Il préfère plaider pour l'initiative privée comme mode de résolution des crises, rappelant que c'est un consortium de banquiers qui, en l'absence de banques centrales, avait permis d'éviter l'effondrement du système bancaire à l'issue de la panique bancaire de 1907¹⁰⁹.

Précisant ces défaillances, il remarque que la gestion de la dépression de 1929 constitue un cas d'école : « *En 1930-1931, la FED fut incapable d'apporter au bon moment la quantité de liquidités nécessaires et d'éviter l'emballlement de la crise, de fournir le numéraire suffisant pour éviter les phénomènes de runs bancaires*¹¹⁰. »

L'interventionnisme des banquiers centraux crée des cycles conjoncturels, ainsi qu'il l'explique dans *Inflation et systèmes monétaires* (1969). Étudiant la période 1960-1966, il constate que la politique monétaire expansionniste fait passer l'inflation de 1 à 3,5 % aux États-Unis. Quand les autorités cherchent à rectifier le tir en 1966, ramenant l'inflation à 2,5 %, cela crée une spirale récessive. Le pouvoir politique répond par plus de souplesse monétaire et, surtout, une politique de relance budgétaire avec une augmentation des dépenses publiques. La récession disparaît mais l'inflation est portée à 7 % en 1969. Nouvelle politique de freinage qui ramène l'inflation à 4,5 % en 1971, puis choc pétrolier et relance monétaire aboutissent, de concert, à une inflation de 12 % en 1974. Reprenant en le pastichant Clemenceau, Friedman en arrive à la conclusion que « *la monnaie est une chose trop importante pour être laissée entre les mains des banques centrales*¹¹¹ ».

Un penseur froid et lucide de l'inégalité

En tant que libéral, Friedman assume pleinement de défendre certaines inégalités « justes » dès lors qu'elles reflètent la rareté (de certaines

compétences), le mérite, l'utilité sociale, etc. Pour en convaincre son lecteur, il développe l'exemple de la loterie : c'est bien parce que les lots sont inégaux, et que quelques-uns seulement en bénéficieront, que des agents choisissent d'y participer. Chacun a, au départ, une égale chance de gagner, mais accepte le principe d'une inégalité en fin de course : cette inégalité anticipée incite à l'action. Friedman en déduit qu'un système de redistribution, s'il réduit l'incertitude, fausse les règles du jeu, désincite à participer à la loterie ; en d'autres termes, la redistribution décourage l'entrepreneuriat, l'innovation, le changement, auquel on finit toujours par préférer la routine :

« La jeune fille qui tente de devenir actrice plutôt que fonctionnaire, choisit délibérément de participer à une loterie. [...] Si toutes les actrices de cinéma potentielles manifestaient pour l'incertitude une aversion marquée, on verrait se créer des “coopératives” d'actrices de cinéma, dont les membres conviendraient d'avance de se partager plus ou moins également leurs revenus¹¹². »

L'apport le plus précieux de Friedman à l'analyse des inégalités réside, sans doute, dans sa lecture dynamique des situations : de deux sociétés inégalitaires, la société où le marché est le plus libre et l'État le moins présent est selon lui la plus ouverte, celle où les statuts sont constamment remis en cause et où le maintien des positions est le moins assuré ; en somme, il plaide pour une société où la concurrence remet sans cesse en question, avec ces statuts, les rentes de situation. Il montre par là même les limites du schéma marxiste, postulant le caractère immuable des classes sociales, notamment des élites bourgeoises. Une lecture très schumpétérienne, et darwinienne, du fonctionnement du marché¹¹³.

De manière assez contradictoire – et comme souvent iconoclaste –, M. Friedman ne se montre pourtant pas favorable à une taxation des successions pour limiter les inégalités patrimoniales. Une telle taxe limite en effet le droit des individus de transmettre le patrimoine accumulé à leur progéniture. Elle ne traite pas de la même manière les transferts financiers opérés au cours d'une vie : prenant le cas d'un expert-comptable, il explique que ce dernier peut constituer un capital à son fils, soit pour qu'il fasse des études, soit pour l'aider à lancer son entreprise, soit pour lui constituer une rente à vie. Dans chacun de ces cas, il existe une inégalité

avec ceux qui n'ont pas eu la chance de se voir transmettre du patrimoine. Mais la dernière inégalité sera considérée comme moins « juste », parce qu'elle n'est pas la contrepartie d'un talent, d'un mérite, du fruit d'un labeur.

Par ailleurs, une telle taxe encourage la consommation et dissuade l'épargne, privilégie la cigale plutôt que la fourmi. En bon libéral, pourfendeur du dogme keynésien, Friedman répugne à pénaliser une épargne qui sert l'investissement¹¹⁴. On ne peut pas, selon lui, pénaliser ceux qui ont fait le vœu de l'épargne plus que les adeptes des dépenses ostentatoires. On ne peut pas non plus établir une hiérarchie des préférences dans l'emploi de sa richesse, ce qui serait une atteinte aux libertés individuelles. L'important reste, pour lui, de favoriser la circulation de cette richesse plus que de la contraindre.

Son analyse des inégalités comprend, enfin, une réflexion sur les discriminations, qui fait encore une fois écho à l'actualité. Friedman disserte sur l'acquisition controversée, depuis les années 1950, des droits civiques par les Noirs dans les États du Sud de l'Union. Il évoque les commissions « d'équité devant l'emploi » chargées de lutter contre la discrimination raciale, empêchant des clients de refuser d'être servis par des commerçants ou des salariés noirs. Un employeur refusant d'embaucher un Afro-américain pour servir ses clients serait épinglé par une telle commission et sanctionné. Selon Friedman, il s'agit d'un abus de l'État fédéral qui fait fi des préférences des clients et menace la rentabilité de cette entreprise. Friedman considère que ces lois, prétendant lutter contre les discriminations, sont en réalité des lois discriminatoires comparables aux lois de Nuremberg :

« Les lois hitlériennes de Nuremberg et celles qui, dans les États du Sud, frappent les Noirs d'incapacités particulières, sont des exemples de lois analogues dans leur principe à celles qui fondent les FEPC^d. »

Faisant se confronter morale et économie, il montre que la rationalité des agents et le calcul économique commandent de faire passer au second plan les préoccupations éthiques. L'État fait erreur en imposant au marché des contraintes éthiques et commet même une faute puisque cette coercition va

à l'encontre de son devoir à l'égard du marché, à savoir le rendre, par tous les moyens, le plus efficient possible.

Il serait cependant malhonnête de voir en Friedman un conservateur acharné : bien au contraire, il plaide pour une société où la mobilité est facilitée et veut éviter la reproduction des élites, trop souvent fondée sur les inégalités de patrimoine. Il fait sienne la vision d'Alexis de Tocqueville à propos de l'égalité des chances : une société ouverte où l'ascension est fondée non sur le milieu social mais sur le mérite individuel.

« Les imperfections qui existent sur le marché des capitaux tendent à réserver la formation professionnelle la plus coûteuse à ceux dont les parents ou les bienfaiteurs peuvent financer cette formation. Elles font de tels individus un groupe "non concurrent" [...]. Le résultat est qu'ainsi se perpétuent les inégalités de fortune et de statut¹¹⁵. »

Quelles règles et quelles missions pour l'État ?

L'État se fourvoie quand il croit à sa propre efficacité en matière de création de richesse ; son action nuit à la croissance, et M. Friedman inventorie ces mesures infructueuses : taxes protectionnistes et isolationnistes, multiplication des commissions et autres réglementations, prix administrés, salaires garantis et fixés par l'État¹¹⁶...

L'auteur reconnaît au marché des incapacités qui sont, pour la puissance publique, une fenêtre d'opportunité : c'est justement le périmètre d'action de l'État, qu'il se propose de circonscrire¹¹⁷. Selon lui, l'État a son rôle à jouer pour créer des règles de libre concurrence et s'assurer de leur respect, afin d'éviter les phénomènes de « passagers clandestins » et de monopoles¹¹⁸. L'État est ainsi garant de « la définition des droits de propriété¹¹⁹ ». Son rôle se borne à « déterminer et à faire appliquer les règles du jeu¹²⁰ ».

En ce qui concerne la capacité des pouvoirs publics à faire respecter le jeu de la concurrence libre, Friedman insiste sur la nécessité de s'attaquer à trois types de monopole, « le monopole dans l'industrie, le monopole syndical et le monopole d'origine gouvernementale¹²¹ ». Ils ont des sources différentes et plus ou moins légitimes : plus quand ils relèvent de

« *considérations techniques*¹²² » (il est plus efficace d'avoir une seule entreprise plutôt que plusieurs pour gérer des infrastructures publiques, comme les réseaux d'eau ou téléphoniques) ; moins quand ces monopoles découlent de « *l'assistance directe des pouvoirs publics*¹²³ » (afin de pratiquer du nationalisme économique) ou encore de « *collusions privées*¹²⁴ » (visant à l'édification de cartels).

Chacun de ces monopoles œuvre à fausser les libres choix sur le marché : les syndicats « *comprennent environ un quart de la population active* » et « *l'on surestime fortement leur influence sur la structure des salaires*¹²⁵ ». Ils sont un frein à l'établissement d'un marché du travail libre sans entraves (parmi elles, le salaire minimum). Ce monopole rencontre parfois celui de l'industrie, selon l'auteur, comme lorsque des patrons s'entendent pour former des cartels en faisant pression efficacement sur le pouvoir politique. Il cite notamment le Guffey Coal Act, au milieu des années 1930, qui permettait à des propriétaires de houillères de raréfier l'offre pour fixer des prix hauts, et ce avec l'accord du principal syndicat des mineurs, le United Mine Workers, qui, pour éviter le retrait de la loi, ordonna des grèves et des arrêts de travail.

Quant au monopole d'État, Friedman reconnaît qu'il recouvre, quant à la production de biens publics, peu de secteurs : la production d'énergie électrique, la fourniture de services routiers financée par les taxes sur l'essence ou des péages, et l'eau, qui était un monopole municipal. Même s'il reconnaît la nécessité, pour l'État, de lancer les investissements initiaux, il estime plus efficace de privatiser la gestion une fois ces infrastructures opérationnelles. D'une manière générale, le monopole public est vu comme une entrave à la liberté et une recette inefficace qui conduit à multiplier les occasions de créer des monopoles, et à rendre de trop nombreux secteurs complètement dépendants des commandes de l'État.

Friedman n'exclut pas l'intervention de l'État contre la pauvreté ; il conteste les formes prises par cette lutte contre la pauvreté au fil du temps, restreinte en réalité à des subventions et à des allocations selon lui contre-productives, à l'instar des allocations logement (et de la politique de logement social, d'une manière générale). Il préfère, à ce système, ce qui s'apparente à un impôt négatif^e. Selon lui, un programme qui compléterait les revenus de 20 % des unités de consommation du bas de l'échelle, pour

leur faire atteindre le niveau de revenu le plus bas des 80 % restants, coûterait moitié moins cher que le système fiscal en place alors.

Cette question a retrouvé une actualité ces dernières années, surtout à gauche de l'échiquier politique. On oublie que cette option a d'abord été explorée par un libéral qui y voit une opportunité extraordinaire pour flexibiliser le marché du travail... Puisque l'État pourvoie à ce revenu minimum d'existence, les rigidités causées par un salaire minimum n'ont plus lieu d'être. L'individu tirant son revenu minimum du simple fait d'être présent dans cet État, et non de son travail, on peut baisser tout à loisir le coût du travail pour améliorer le profit des entreprises... Surtout, Friedman aurait rejeté un revenu minimum d'existence distribué aveuglément à tous *ex ante*. Il défendait un crédit d'impôt négatif *ex post*, versé à tous ceux qui, malgré leur travail et leurs tentatives, n'auraient pas vu leur audace récompensée par le profit.

Le grand prêtre de la contre-révolution keynésienne

Le monétarisme et son influence

Le monétarisme ne conteste pas l'idée d'une politique monétaire ; il réfute l'utilité de la politique monétaire conjoncturelle, fondée sur une réaction à un événement perturbateur. Il reconnaît une influence de la politique monétaire à court terme sur les anticipations des agents : l'inflation n'étant pas perçue dans un premier temps par les salariés, ceux-ci croient à une augmentation de leur salaire réel et non nominal, alors que les employeurs ne sont pas dupes et profitent de la baisse du salaire réel pour embaucher. Mais cette « illusion » se dissipe rapidement et les travailleurs intègrent vite, dans leur stratégie, les aléas de cette politique monétaire.

Pour éviter cela, Friedman plaide pour une **politique de la règle**, à l'abri des contingences du court terme ; un objectif de croissance de la masse monétaire fixé et annoncé à l'avance, respecté par la Banque centrale. Le pouvoir politique doit se contenter de veiller au respect des décisions des autorités monétaires. Loin d'être une loi d'airain, cette règle du $k\%$, n'est défendue par Friedman que si les faits économiques lui donnent raison.

Devenue inefficace, la cible de croissance de la masse monétaire devra, selon lui, être révisée. Elle ne doit donc pas être prescrite aveuglément, en tout temps et en tout lieu. Cette politique de la règle est relativement souple : le niveau du taux d'intérêt compte moins que ses fluctuations...

M. Friedman apporte une critique à la **théorie quantitative de la monnaie**, formalisée en 1911 par Irving Fischer sous la célèbre formule $MV = PT$ et $M'V' = PT^f$. On pourrait la formuler en deux temps :

- D'une part, il n'existe pas une stricte proportionnalité entre les variations de la quantité de monnaie et celle des prix, mais simplement une forte corrélation entre la quantité de monnaie et le niveau de l'inflation. Le rythme de l'inflation découle de l'activité monétaire des États, puisqu'à chaque sortie de guerre aux États-Unis (en 1812, 1865, 1919 et 1945), lorsque l'État fédéral a eu une politique expansionniste avec de bas taux d'intérêt, une forte inflation s'en est suivie. Friedman n'en fait pas une règle universelle : si la corrélation est évidente dans le cas américain, il reconnaît qu'elle est moins marquée en Europe sur la même période, en Angleterre et en Allemagne notamment.
- D'autre part, Friedman explique que les évolutions de la masse monétaire ont un impact fort sur les variables nominales, notamment les variations du salaire nominal, mais pas sur les variables réelles (lorsque l'on retranche l'inflation). En somme, la manipulation monétaire a un impact trop faible et temporaire sur les variables réelles de l'économie (production, emploi, demande) pour que l'on en fasse un instrument de la politique économique.

Ces manipulations occasionnent souvent une détérioration des prix intérieurs par rapport aux prix mondiaux, et la politique monétaire a tendance à dégrader la compétitivité prix d'une nation dans les échanges internationaux, surtout dans un système monétaire international fondé sur des taux de change fixes. La conclusion de son analyse est bien connue :

« La cause immédiate de l'inflation est toujours et partout la même : un accroissement anormalement rapide de la quantité de monnaie par rapport au volume de la production¹²⁶. »

Son ennemi n'est donc pas forcément une inflation élevée ; peu lui importe qu'elle soit de 30 %. Mais il faut se prémunir contre des taux

d'inflation très fluctuants. Au regard de ses propres recherches, il aboutit cependant à un niveau souhaitable d'inflation assez bas, inférieur à 5 %.

Les théories de Friedman ont irrigué les cerveaux des banquiers centraux depuis la fin des années 1970. Le premier directeur de la FED à appliquer ces préceptes fut Paul Volcker, qui surprit plus d'un gouvernement en faisant durablement ce qu'il avait annoncé (maintenir des taux d'intérêt élevés). Même si l'objectif de croissance d'un agrégat monétaire a été abandonné, la plupart des banquiers centraux définissent encore aujourd'hui une cible d'inflation (*l'inflation targeting*) limitée à 2 ou 2,5 %. Ils échafaudent aussi la *forward guidance* pour annoncer aux marchés quelle sera l'évolution des taux à court et long terme, afin de faciliter et de stabiliser les anticipations des agents. Autant de preuves de l'influence des théories de Friedman, même si, ces dernières années, la rigidité de la règle a été mise en doute.

Olivier Blanchard, longtemps défenseur de cette orthodoxie lorsqu'il était chef économiste du Fonds monétaire international, a infléchi son discours, encourageant des taux d'inflation pouvant aller jusqu'à 4 %¹²⁷. Et la plupart des grands argentiers sont bien incapables, depuis plus de vingt ans, de susciter par la seule politique de la règle monétaire l'inflation souhaitée : les taux d'intérêt bas n'ont pas généré l'inflation espérée, car celle-ci est muselée à la fois par la concurrence internationale entre les firmes et le progrès technique, qui tirent les prix vers le bas, et par l'austérité salariale, nécessaire pour rester compétitif dans cette grande bataille de la compétitivité mondiale¹²⁸. L'inflation faible est donc non pas la conséquence de la politique monétaire, mais celle du conflit pour la répartition des revenus.

Dans cette lutte, les salariés sont victimes d'un affaissement du pouvoir de négociation, dû en partie à l'effondrement du syndicalisme. Même dans les pays comme la France, où le partage de la valeur ajoutée a été moins défavorable aux salariés, le pouvoir d'achat a été gravement érodé par la hausse des dépenses contraintes (immobilier, énergie), elles-mêmes favorisées par la faiblesse des taux d'intérêt réels qui a encouragé la spéculation immobilière.

Pourquoi faut-il selon Friedman, en tout temps et en tout lieu, combattre l'inflation ? Parce qu'elle fonctionne comme un véritable impôt sur les encaisses. Le particulier qui conserve ses encaisses pendant un an avec un taux d'inflation de 5 % perd, en un an, 5 % de la valeur de départ de son dépôt. Comme tout impôt, ce prélèvement implicite a des effets : sont lésés ceux qui ont des revenus fixes ; sont avantagés ceux qui ont des dettes. L'inflation produit donc des transferts de revenus entre agents, et lèse les détenteurs d'épargne. Or, celle-ci est la sève nourricière de l'investissement de demain et des profits d'après-demain... Enfin, une cible d'inflation basse et fixe permet d'orienter les anticipations donc la prise de risque des agents, en évitant de créer des asymétries d'informations. Les épargnants sont assurés que la valeur de leur épargne ne fondra pas comme neige au soleil ; les investisseurs savent qu'ils peuvent facilement s'endetter pour financer leurs projets.

Partant de là, Friedman ne restreint pas à la seule politique monétaire la nécessité de la règle. Selon lui, le volet fiscal, dans la politique budgétaire, doit lui aussi être adossé à une règle claire pour éviter, pêle-mêle, les cadeaux fiscaux électoraux, les stratégies d'évitement et d'optimisation fiscale. Il anticipe les théories ultérieures sur les incitations qui transforment le comportement des agents, créant de l'incertitude, un emballement, amplifiant des effets qui auraient disparu d'eux-mêmes sans la main visible de l'État¹²⁹.

La question centrale des « anticipations adaptatives » des agents

Milton Friedman questionne la rationalité des agents face à la versatilité des pratiques monétaires des autorités, gouvernements et banques centrales. Il analyse le problème sous l'angle de ce qu'il appelle le « revenu permanent » et tente de remettre en cause l'analyse keynésienne de la consommation, qui domine jusqu'à ce moment.

L'économiste pense que la consommation ne dépend pas du revenu d'un agent à un moment « T », mais que ce dernier raisonne sur un horizon plus long en réfléchissant à la moyenne de ses revenus sur une année. Il évalue donc son « revenu permanent », la moyenne pondérée de ses revenus futurs, qu'il anticipe *ex ante*. La consommation dépend beaucoup plus, selon lui, de ce moyen terme que du revenu à court terme. Dans le cas d'une hausse inattendue et ponctuelle de son revenu (par exemple, un gain au loto ou une prime), l'agent lisse cette hausse sur l'ensemble de ses

revenus futurs en épargnant l'essentiel de ce gain. Il exprime ainsi une préférence pour l'avenir, semblable à celle pour le présent (ce qui n'est pas vérifié par les études empiriques).

Par ailleurs, si l'avenir est perçu comme stable, les agents ressentent un moindre besoin de conserver une partie de leurs avoirs sous la forme de monnaie et consomment davantage. Inversement, dans une période anticipée comme instable, la consommation courante risque d'être diminuée, du fait des anticipations négatives.

La dénonciation des « grandes erreurs » keynésiennes

La pensée de Friedman sur la monnaie contredit la plupart des conclusions keynésiennes en la matière. Ce désaccord dépasse bientôt le seul domaine monétaire pour s'étendre à l'interprétation du chômage. Les disciples de Keynes tendent à défendre l'idée que l'inflation combat le chômage. Alban William Phillips (1914-1975), dans un article¹³⁰ de 1958, avait établi une relation inverse et non linéaire entre le taux de chômage et le taux de variation des salaires nominaux. Plus le taux de chômage est faible, plus la hausse des salaires nominaux est forte. Phillips fait apparaître l'existence d'un taux de chômage tel que les salaires restent stables : il évalue ce NAWRU (*non-accelerating wage rate of unemployment*) à 5,5 %, pour l'économie britannique, sur la période étudiée.

L'année suivante, Paul Samuelson et Robert Solow font une nouvelle lecture de cette courbe et la transforment en une relation entre le taux d'inflation et le taux de chômage, l'inflation étant due à une augmentation de la rémunération des facteurs de production plus rapide que la croissance de leur productivité (inflation par les coûts). Le taux d'inflation peut, selon eux, être facilement substitué au taux de variation du salaire nominal :

- d'une part, la hausse des salaires nominaux entretient la demande de produits et favorise la montée des prix (**inflation par la demande**) ;
- d'autre part, la croissance des salaires nominaux exerce une pression sur les marges des entreprises, que celles-ci ne peuvent lever qu'en augmentant leurs prix (**inflation par les coûts**). L'inflation est alors réputée corriger le chômage.

Lipsey, en 1960, formalise cette relation sous la forme du « dilemme inflation-chômage », en expliquant que les gouvernements ont à arbitrer constamment entre l'inflation et le chômage. En 1964, Samuelson rend populaire cette relation sous le nom de « courbe de Phillips ». Friedman, en 1968, s'inscrit en faux contre cette analyse, car l'ajustement entre offre et demande de travail dépend, selon lui, du salaire réel et non du salaire nominal. L'illusion monétaire est vite dissipée : les agents savent apprécier l'évolution des salaires nominaux ; or, si l'on remplace, dans l'analyse de Phillips, les salaires nominaux par les salaires réels, il n'est plus possible de considérer que la relation entre le taux de chômage et les salaires est équivalente à une relation entre le taux de chômage et les prix.

Si, à court terme, l'inflation peut corriger le chômage, à moyen-long terme, la relation inverse entre inflation et chômage disparaît et laisse place à une droite verticale montrant l'absence de relation entre la sphère monétaire (taux d'inflation) et la sphère réelle (taux de chômage). Selon Friedman, l'anticipation de l'inflation en longue période conduit les agents à corriger leurs prévisions et dissipe l'illusion monétaire. Dans un premier temps, les travailleurs ont interprété la hausse du salaire nominal comme une hausse de leur pouvoir d'achat et ils augmentent leur offre de travail. Les salaires réels ayant en réalité baissé, les employeurs (non victimes de l'illusion monétaire !) augmentent leur demande de travail et l'emploi repart ; la prise de conscience de la tension inflationniste conduit les agents à restreindre leur offre de travail au niveau initial et à revendiquer une hausse de leur salaire réel. Les employeurs ont alors tendance à augmenter les salaires mais leur demande de travail se ralentit et le chômage augmente, jusqu'à retrouver le niveau « naturel ».

Les courbes de Phillips des États-Unis ou de la zone européenne ont tendance à vérifier la relation négative inflation-chômage avant 1974 mais, dans la deuxième moitié des années 1970, sous l'effet du double choc pétrolier, le *dilemme* inflation-chômage laisse la place au *duo* inflation-chômage. Dans la seconde moitié des années 1980, la courbe de Phillips réapparaît dans l'espace européen, avec peu d'inflation et beaucoup de chômage. Actuellement, on a tendance à penser que le chômage réduit l'inflation mais que la baisse du chômage ne s'accompagne pas forcément d'un retour de l'inflation, car d'autres forces empêchent les prix de

progresser (la forte concurrence internationale, le progrès technique, les politiques de libéralisation et de déréglementation des marchés).

Friedman vient en tout cas d'anticiper la progression conjointe de l'inflation et du chômage, caractéristique de la « stagflation » de la fin des années 1970. Il théorise alors le « taux de chômage naturel », le taux de chômage minimal en dessous duquel une économie ne peut pas descendre par une politique conjoncturelle, compte tenu des rigidités du marché du travail. Le taux de chômage naturel correspond en réalité au plein emploi, et toute tentative pour réduire le chômage conduit alors inévitablement à de l'inflation. Ce taux de chômage naturel est un NAIRU (*non accelerating inflation rate of unemployment*), un taux de chômage compatible avec la stabilité des prix. Pour abaisser ce NAIRU, il faut lever les rigidités sur le marché du travail.

Les thèses de Friedman rencontrent un écho fort dans les années 1980 parmi les chefs de gouvernement qui font de la désinflation une priorité : Margaret Thatcher, Ronald Reagan et, à moindre échelle, l'Allemagne d'Helmut Kohl.

Pour une réforme fiscale... très éloignée de celle de Thomas Piketty !

Loin de souhaiter une progressivité de l'impôt, Friedman en appelle à une égalité des taux et à la suppression de l'impôt sur les sociétés, ainsi que de toutes les formes de réductions d'impôts. Il prône une réforme globale de l'impôt sur le revenu et affirme que nombre de sociétés sont découragées de verser des dividendes aux actionnaires pour éviter à ceux-ci d'alourdir les revenus qui serviraient au calcul de leur impôt, augmentant leur taux moyen d'imposition. Il plaide ainsi pour un versement obligatoire des dividendes, en contrepartie d'une taxation plus limitée mais incontournable des hauts revenus. Par ce biais, il espère limiter le surinvestissement des entreprises occasionné par la rétention des dividendes et la nécessité de les employer en achetant, notamment, des biens d'équipement¹³¹.

Cette réforme fiscale est une nécessité tant, selon lui, la fiscalité sur les revenus fausse la qualité de l'emploi du capital. Si une entreprise reverse tous ses profits en dividendes à ses actionnaires, ceux-ci doivent déclarer

ces revenus du capital dans leur déclaration de revenus et sont lourdement taxés dessus. D'un commun accord, l'entreprise diffère le versement des dividendes, ce qui permet aux actionnaires de différer le paiement de l'impôt. L'entreprise est conduite à réinvestir tout ce qu'elle n'a pas distribué. Or, il aurait été sans doute plus rationnel pour l'actionnaire d'utiliser les dividendes afin de les réinvestir dans des placements plus rentables. Mais la fiscalité a faussé le jeu. Une moindre taxation aurait dissuadé l'entreprise de différer le versement des dividendes, et permis aux actionnaires d'irriguer l'économie de demain. Tout le monde y perd, car l'État a également gagné beaucoup moins que ce qu'il pensait en recettes fiscales.

M. Friedman fait de la taxation excessive la responsable des concentrations forcées après la Seconde Guerre mondiale, les firmes étant alors conduites à chercher des débouchés à leurs gains non distribués aux actionnaires.

Mise en perspective

Milton Friedman est la figure emblématique du tournant libéral opéré dans les années 1970 par les gouvernements des nations industrielles. Sa pensée a été incarnée, à des degrés divers, par Ronald Reagan aux États-Unis, Margaret Thatcher en Grande-Bretagne, Helmut Kohl en Allemagne ou encore par les gouverneurs de la BCE, avant la nomination du moins orthodoxe Mario Draghi.

Il apparaît aussi comme le fossoyeur des théories keynésiennes. Il est vrai que tout semble les opposer : contrairement à Keynes, Friedman croit à la faculté des agents d'adapter rapidement leurs anticipations face à une mesure économique, rendant la politique monétaire inefficace et nocive. Expliquant de longue date que « *l'inflation est partout et toujours un phénomène monétaire* », ses prédictions semblent se réaliser lorsque la crise stagflationnaire achève « l'âge d'or » des Trente Glorieuses : une forte inflation coexiste alors avec un haut niveau de chômage et une faible croissance. Jusqu'alors, l'ennemi principal des États était le chômage. À partir de ce moment, il faut en priorité vaincre l'inflation car elle perturbe

les anticipations adaptatives des agents et l'allocation optimale des ressources.

Le chef de file de l'école de Chicago nous donne la marche à suivre pour y parvenir. Dans un premier temps, il convient de casser la boucle inflationniste prix-salaires-prix pour rendre optimales les décisions prises par les agents, mais aussi pour gagner en compétitivité prix, alors que les pays émergents s'industrialisent rapidement et concurrencent les économies avancées. Suivant ses préceptes, les gouvernements empruntent la voie de sortie du compromis fordien, fondée sur le postulat d'une consommation tirée par les augmentations de salaires.

Afin d'empêcher le laxisme monétaire, les banques centrales ont intérêt à être indépendantes du pouvoir politique. À défaut de pouvoir contrôler efficacement la quantité de monnaie en circulation, elles doivent se contenter de fixer une cible d'inflation sur une période longue pour guider les anticipations des entreprises et des ménages, et leur niveau d'endettement possible. Pour restreindre l'inflation, il suffit de monter les taux d'intérêt afin de réduire le nombre d'agents susceptibles de s'endetter, et ainsi réserver les crédits à des investissements rentables et porteurs d'innovation.

Les États sont aussi contraints de contenir leur niveau d'endettement public, la hausse des taux augmentant le service de leur dette souveraine et menaçant sa soutenabilité. Les États seront alors dans l'obligation de mener des réformes structurelles sans cesse reportées pour tailler dans les dépenses « inutiles », réformer (et limiter) leur fonction publique. Friedman jette ainsi les bases de la politique de la règle et discrédite les politiques discrétionnaires contracycliques menées jusqu'alors dans un cadre keynésien. En 1977, la parution de *Rules rather Than Discretion: The Inconsistency of Optimal Plans*, de Finn Kydland et Edward Prescott, scelle la victoire idéologique du monétarisme, tout en proposant un prolongement plus strict avec l'hypothèse (peu réaliste) d'anticipation rationnelle. L'élévation des taux d'intérêt permet d'attirer l'épargne, notamment étrangère, et, dans une logique libérale, de soutenir l'investissement. Peu à peu, les taux réels se sont abaissés, calqués sur une croissance potentielle plus faible et sur un taux d'inflation plus modéré. Cette révolution a profondément affecté la répartition de la valeur ajoutée : en trente ans, la part dévolue aux salaires a baissé de dix points, celle

dévolue aux actionnaires s'est envolée. Mais les dettes, privées et publiques ont, elles, explosé.

L'action de l'État en matière d'économie doit, pour Friedman, être réduite au strict nécessaire, car toute ingérence des pouvoirs publics porte la marque de la coercition, du renoncement à la liberté : le contrôle des changes et la défense de la parité d'une monnaie par les autorités monétaires sont une mauvaise chose. Le taux de change s'équilibrera spontanément par le jeu du commerce international dès lors que ce marché sera libre, concurrentiel et non faussé par des réglementations excessives et une information asymétrique. L'individu doit rester libre, chaque fois que c'est possible, pour les choix les plus importants de son existence : face à la sélection d'une école pour ses enfants (il plébiscite l'existence d'une école privée sur le modèle de l'école « libre » française) ; face à la prévoyance et à la couverture des risques sociaux (la capitalisation est préférée à la répartition). Cela ne signifie pas que l'État soit absent en matière de correction des inégalités ; cependant cette correction doit se faire uniquement si les individus ont été audacieux mais malchanceux : c'est pourquoi Friedman préfère le système d'un crédit d'impôt négatif à un revenu universel préalable et sans condition.

a. En 1938, Alvin Hansen (1887-1975), économiste keynésien présent dans l'entourage de F. D. Roosevelt, craint que la dépression n'annonce la fin de la croissance, et que les sociétés marchent vers l'état stationnaire annoncé par J.-S. Mill dans ses *Principes d'économie politique* en 1848 (« l'accroissement de la richesse n'est pas illimité, (...) à la fin de ce qu'on appelle l'état progressif se trouve l'état stationnaire »). Si les Trente Glorieuses (1949-1973) ont dissipé de manière inattendue cette crainte, elle ressurgit au début des années 2010 sous la plume d'économistes comme Larry Summers ou Robert Gordon. Ce dernier désigne dans un célèbre article les six « vents contraires » à l'origine de la *secular stagnation* : le ralentissement de la croissance démographique, l'impact de la mondialisation, la montée des inégalités, la baisse du niveau éducatif, la hausse des prix de l'énergie, le poids de la dette (Robert GORDON, « Is U.S. Economic Growth Over: Faltering Innovation and the Six Headwinds », NBER working paper, 18315, août 2012).

b. La monnaie fiduciaire est la seule monnaie dans laquelle on a toujours confiance, donc la « monnaie centrale », les pièces et billets émis par la banque centrale.

c. Les théories de l'agence repensent la nature des rapports entre actionnaires et manager dans l'entreprise. Dans la relation d'agence, le principal (l'actionnaire) confie une mission par délégation de pouvoir à un agent (le manager). Alors l'actionnaire délègue le pouvoir de diriger au manager. (Michael C. JENSEN et William H. MECKLING, "Theory of the Firm: Managerial Behavior, Agency Costs and Ownership Structure", *Journal of Financial Economics*, octobre 1976).

d. *Ibid.*, p. 172-175. FEPC est l'acronyme *Fair Employment Practices Commission* : il s'agissait d'une commission créée par F.-D. Roosevelt en 1941 qui entendait lutter contre les discriminations à

l'embauche et construire des politiques d'égalité des chances.

e. *Ibid.*, p. 282-283.

f. M pour monnaie fiduciaire, M' pour monnaie scripturale (ou monnaie bancaire), V et V' correspondent à la vitesse de circulation de chacune (le nombre de fois qu'une unité monétaire change de main en un moment donné), P pour niveau moyen des prix et T pour nombre de transactions).

CHAPITRE 4

JOHN M. KEYNES

(1883-1946) :

EN GUERRE CONTRE LE CHÔMAGE

John Maynard Keynes est issu d'une famille culturellement très favorisée, mais pas fortunée pour autant. Son père est un universitaire fêru d'économie et de sciences politiques, sa mère tient un salon littéraire réputé. La légende le dote d'une intelligence d'une grande vivacité et d'une rare précocité : à quatre ans, le jeune Maynard (ainsi appelé de tous, sauf de sa mère) aurait ainsi compris seul le principe du taux d'intérêt, lançant à son père, éberlué : « *Si vous prêtez un demi-penny à quelqu'un pendant très longtemps, il devra vous rendre un penny entier.* » De santé fragile, aîné de sa fratrie, il est particulièrement choyé et admiré pour ses facultés : celles-ci lui ouvrent une scolarité brillante, poursuivie à Eton et au King's College. Très libre de mœurs dans sa jeunesse, il se présente lui-même comme « immoraliste » et appartient à la Société des Apôtres, sorte de club d'initiés. Son mariage avec la belle danseuse étoile Lydia Lopokova, des ballets Diaghilev, en 1925, le sortira de sa jeunesse tumultueuse, l'initiera aussi aux ruses de la finance : la légende veut en effet que le train de vie dispendieux de la jeune femme ait obligé le fonctionnaire et universitaire à boursicoter...

J. M. Keynes n'est pas un économiste-né ; il est surtout « tombé dans les mathématiques » quand il était petit, et excelle en statistiques et en probabilités. Il n'aura jamais soutenu, à proprement parler, de thèse d'économie ; en revanche, il achève tardivement sa thèse de mathématiques portant sur les probabilités. Le fil rouge de son travail est l'incapacité à réduire le futur à une équation, l'impossibilité de probabiliser l'avenir. Toute sa pensée ultérieure des anticipations découle de ces recherches mathématiques.

J. M. Keynes n'est pas uniquement un économiste de premier plan, révolutionnaire par la déconstruction qu'il opère de la pensée néo-classique sur le plan de la monnaie et de l'analyse du marché de l'emploi. C'est aussi un militant de la pensée, un polémiste redoutable et un homme de la cité. Même s'il dut, pour cela, faire abstraction de ses convictions, il servit à maintes reprises la Couronne d'Angleterre et son pays, du ministère de l'Inde à l'aube de la Grande Guerre, à Bretton Woods en 1944 où il vit, paradoxalement, en même temps la plus cruelle des trahisons de sa pensée et la plus belle reconnaissance de ses pairs.

Le personnage n'est pas particulièrement sympathique et a une haute opinion de lui-même. Refusé au concours du Trésor (deuxième, à cause d'une mauvaise note en économie) et contraint d'accepter un poste de fonctionnaire subalterne au ministère de l'Inde (il y reste de 1906 à 1908), il aurait alors confié à un ami¹³² : « *Il est clair que je savais plus d'économie que mes examinateurs ; les connaissances sont véritablement un obstacle à la réussite.* »

Problématique

La conclusion de la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936) s'ouvre ainsi : « *Les deux vices marquants du monde économique où nous vivons sont le premier que le plein emploi n'y est pas assuré, le second que la répartition de la fortune et du revenu y est arbitraire et manque d'équité.* » Cette seule citation dit toute la modernité, l'actualité et l'acuité de Keynes, quatre-vingts ans après la parution de cet ouvrage révolutionnaire. Pourquoi peut-on parler d'une « révolution » keynésienne ?

Les tâtonnements d'un intellectuel libéral

Un mathématicien brillant influencé par George Moore

Georges Edward Moore est une référence intellectuelle pour la jeunesse de la haute société londonienne, il irrigue la pensée des douze « apôtres » formant la société quasi maçonnique à laquelle appartient le jeune Maynard. On y parle moins d'économie que de philosophie et de morale ; lui-même se décrit comme « immoraliste », rejetant les conventions, mais ne méprise en rien la religion qu'il décrit comme une introspection, une relation à soi-même. Une partie des pensées de Keynes à cette époque

s'enracine dans les *Principes éthiques* de l'auteur, parus en 1903, et dans les analyses de Bertrand Russell également, connu alors pour ses *Principes mathématiques*. Il se distingue de Moore, cependant, par son rejet de l'équivalence entre foi et morale.

Parallèlement, Keynes rédige sa thèse de probabilités, qui paraît en 1921. Le point de départ de sa réflexion est une critique des conclusions d'un autre probabiliste, Ramsey, qui prétend pouvoir mesurer la probabilité que survienne un événement. Selon ce dernier, la probabilité résulte du degré de croyance que l'agent concerné a en la réalisation de cet événement. Keynes rejette cette conception : pour lui, la survenue d'un événement n'est ni mesurable, ni définissable. On peut simplement approcher cette mesure au travers d'une relation logique. Il définit la probabilité comme le coefficient d'incertitude entourant une proposition.

On voit bien le lien entre ces premiers travaux et la pensée ultérieure de Keynes sur la monnaie et les anticipations. Les agents économiques ne perçoivent pas tout de suite les enjeux d'une augmentation de la masse monétaire en circulation par la baisse du taux d'intérêt ; ils ne dissocient pas la hausse du salaire nominal de la hausse du salaire réel (une fois l'inflation retranchée) à court terme. C'est le temps de « l'illusion monétaire ». Les anticipations ne sont donc pas « rationnelles ».

Un « indigné » avant l'heure et un pacifiste acharné

Si le capitalisme n'est pas intrinsèquement belligène, la forme qu'il a épousée depuis le XIX^e siècle tend à créer des conflictualités nouvelles : Keynes analyse les causes de cette dérive guerrière ; il les trouve dans la croissance démographique qui pousse à élargir les marchés, dans la concurrence exacerbée que traduisent les rivalités coloniales, dans la croyance en deux piliers de la théorie classique également : l'étalon-or et la loi des débouchés. Le remède à la pauvreté étant perçu comme principalement exogène (la pauvreté décroît si l'on étend les marchés), les pouvoirs publics ne se sont pas réellement intéressés aux **raisons endogènes du chômage**. Sur nombre de points, Keynes converge donc vers Polanyi. Il se distingue toutefois de ce dernier par sa réflexion sur la nature de l'emploi et par le lien qu'il tisse entre politique monétaire et emploi. C'est là le circuit keynésien, où le marché de l'emploi se retrouve

être le maillon d'une chaîne reliant investissement, épargne, taux d'intérêt et croissance de la masse monétaire.

« Les causes de la guerre sont multiples. Les dictateurs et leurs semblables, à qui la guerre procure, au moins en perspective, un stimulant délectable, n'ont pas de peine à exciter le sens belliqueux de leurs peuples. Mais, ceci mis à part, leur tâche est facilitée et l'ardeur du peuple est attisée par les causes économiques de la guerre, c'est-à-dire par la poussée de la population et par la compétition autour des débouchés. Ce dernier facteur, qui a joué au XIX^e siècle et jouera peut-être encore un rôle essentiel, a un rapport étroit avec notre sujet¹³³. »

La Grande Guerre et sa résolution ont une influence majeure sur la pensée de l'auteur. Dans *Les Conséquences économiques de la paix* (1919), Keynes semble prophétiser le futur de l'Allemagne, imaginant « un nouveau pouvoir militaire établi à l'Est, avec son foyer spirituel à Brandebourg, drainant vers lui tous les aventuriers d'Europe centrale, sud-orientale, [qui] pourrait bien fonder une nouvelle domination napoléonienne ». Cette certitude lui vient dès 1916, lorsqu'il étudie pour le compte du Trésor la question du montant des indemnités à verser par l'Allemagne en dédommagement des préjudices subis par les autres belligérants. Lloyd Georges, dans un premier temps, avait promis que ces indemnités ne feraient que compenser les dommages subis par les populations civiles ; mais, pour ne pas s'aliéner son opinion publique et prendre le risque d'une rupture avec Clemenceau, il recule et laisse, au moment du traité de Versailles, Clemenceau imposer l'idée que le dédommagement doit intégrer le versement futur des pensions aux soldats.

Contre l'expertise de Keynes, qui aboutit à un chiffre de 2 milliards de livres sterling, le traité arrête la somme de 5 milliards (soit 132 milliards de marks-or). Alors qu'on ne devait pas excéder une année de revenu national, on franchit allègrement les deux années et demie ! La somme dépasse de loin les capacités de paiement du pays, à savoir, pour Keynes, le maximum de revenu transférable sans que cela ne nuise au niveau de vie des résidents d'outre-Rhin. Le paradoxe veut que son argumentation soit rejetée en France et en Angleterre, qu'elle n'infléchisse ni Wilson, ni Clemenceau, ni Lloyd Georges mais qu'elle ébranle le Sénat américain, à tel point que ce dernier finit par rejeter ce traité et la future Société des

Nations (maintenant les États-Unis dans un isolationnisme qui se révèle bientôt funeste, en outre).

Les adversaires idéologiques de Keynes sont nombreux, comme Bertil Ohlin expliquant qu'une partie des dommages versés par les Allemands leur reviendront par le commerce extérieur et les importations françaises de produits allemands. Comme Jacques Rueff, également, constatant chiffres à l'appui que, dans la même situation, la France, de 1871 à 1875, quoiqu'étranglée par les indemnités consécutives à la défaite de Sedan (5 milliards de francs-or, soit presque une demi-année de revenu national), avait connu à la fois un excédent de sa balance commerciale et un recul de son déficit public (alors que ce déficit s'était creusé avant 1871 et après 1875). Comme, aussi, le monarchiste Jacques Bainville expliquant :

« L'ouvrage retentissant de Keynes est un pamphlet d'apparence scientifique qui a obtenu un succès de curiosité et de scandale par les paradoxes dont il est rempli. Il est devenu le manuel de tous ceux qui désirent que l'Allemagne ne paye pas ou paye le moins possible les frais de son entreprise manquée¹³⁴. »

Comme Étienne Mantoux dans *La Paix calomniée : ou les conséquences économiques de M. Keynes*, qui affirme, chiffres à l'appui, que les analyses de Keynes se font complices de ceux qui ont rendu possible la montée du nazisme en argumentant autour du Diktat de Versailles...

« Quand les concessions répétées des alliés reçurent pour récompense, certes bien méritée, la révolution nationale-socialiste, ces révisionnistes répétèrent inlassablement que le chancelier Hitler était le produit du traité de Versailles et du traitement odieux qu'on avait infligé à la République allemande¹³⁵. »

Keynes démine le terrain en expliquant que les transferts positifs évoqués par ses adversaires sont annulés par les emprunts en or que doivent effectuer les autorités allemandes, pour rembourser les annuités arrêtées par le traité.

Le pourfendeur des inégalités

« L'analyse qui précède nous amène donc à conclure que dans les conditions contemporaines l'abstinence de la classe aisée est plus propre à contrarier qu'à favoriser le développement de la richesse. Ainsi disparaît l'une des principales justifications sociales d'une grande inégalité des fortunes. [...] Pour notre part, nous pensons qu'on peut justifier par des raisons sociales et psychologiques de notables inégalités de fortune, mais non des disproportions aussi marquées qu'à l'heure actuelle¹³⁶. »

Les récentes études sur les inégalités, portées par des économistes de renom (Thomas Piketty, Anthony Atkinson, Branko Milanovic) ou des ONG proactives (Oxfam), ont remis sur le devant de la scène la question des inégalités, parce qu'elles se sont accentuées depuis les années 1980 à la faveur de la dérégulation des marchés d'une part, et d'un changement d'organisation des firmes (succès de la *corporate governance*) d'autre part. Après 1945, la question des inégalités était passée au second plan avec les États providence, soucieux de museler ces inégalités dans un contexte très favorable : les deux guerres, en effet, par leurs effets inflationnistes, avaient épuisé les rentes.

Dès les années 1920, Keynes avait interrogé cette question des inégalités de revenus et de fortunes, et expliqué pourquoi la fiscalité était une arme essentielle pour les corriger. Il plaidait déjà, à l'instar de Camille Landais et Emmanuel Saez¹³⁷ aujourd'hui, pour une nouvelle fiscalité sur les successions, et, à l'image de Gabriel Zucman¹³⁸, pour une réflexion mondiale sur la lutte contre l'évasion fiscale. Et s'opposait également à l'idée qu'une fiscalité visant principalement les riches était inefficace, parce que l'emploi, par les pouvoirs publics, des recettes fiscales issues de ces prélèvements n'était pas efficient. Mieux valait, dans les schémas de pensée classiques, laisser les riches s'enrichir, réinvestir à leur guise (et ainsi créer de l'emploi) ou consommer des biens de luxe (alimentant un marché très rentable).

Pour Keynes, le maintien de taux d'intérêt bas est une arme de destruction massive contre les inégalités, car il permet de dissuader les comportements rentiers et de décourager ceux qui veulent que le capital reste rare, ce qui nuit à l'investissement, donc à l'innovation et à la concurrence.

Qu'est-ce que la révolution keynésienne ?

« *Je suppose que nous sommes tous keynésiens dans les tranchées* », confiait en 2008 Robert Lucas, grand adversaire de Keynes, pour expliquer que le père de la *Théorie générale* était avant tout un penseur de la crise, et que sa pensée s'inscrivait dans le cadre d'une recherche de solutions face aux récessions de son temps. Keynes ne l'aurait nullement renié, reprochant justement aux classiques – dont Lucas se veut l'héritier – cette incapacité à penser une action contre les déséquilibres, attendant simplement qu'après la tempête, le soleil réapparaisse. Dans *La Réforme monétaire*, paru en 1923, Keynes fustige cette obsession du long terme chez les penseurs classiques, en décalage avec l'évidente préférence pour le présent des agents :

« *À la longue, nous serons tous morts. Les économistes se donnent une tâche trop facile et trop inutile si, dans une période orageuse, ils se contentent de nous dire que, la lorsque la tempête est passée, l'océan redevient calme.* »

L'épargne honnie et le soutien à la consommation

Keynes est un pragmatique. Il ne suit aucun plan de carrière, ne se fixe pas d'objet d'étude *a priori*. Il se contente, dandy dilettante, de répondre aux sollicitations des hommes politiques admiratifs de son talent, ou s'engage lorsque les événements l'indignent ou l'inquiètent. Ses travaux sont empiriques mais ne visent pas uniquement à faire progresser la connaissance ; ils répondent au désir de servir son pays, d'être utile à ses concitoyens.

Il en vient ainsi à réfléchir à l'épargne par un heureux hasard : en 1924, il est chargé par Lloyd Georges, pour lequel il a une réelle estime, de bâtir un programme économique pour les élections. Il veut notamment défendre scientifiquement l'idée d'un projet de grands travaux commandés par l'État pour sortir le pays de la crise. Le parti libéral est divisé alors sur la question de l'épargne, et Keynes doit trouver une conciliation entre les différentes fractions. Peut-on faire appel à des gisements d'épargne inemployés ? La réponse est affirmative pour Keynes ; cette manne

correspond à l'épargne employée à l'étranger, sous la forme d'obligations d'État étrangères, par exemple. La solution préconisée est de sortir de la politique de désendettement plébiscitée par les gouvernements britanniques successifs depuis la fin de la Première Guerre. Au contraire, Keynes soutient qu'il faut s'endetter, émettre des bons du trésor anglais qui soient achetés par des Britanniques en lieu et place des obligations étrangères. Le financement des travaux est ainsi possible. Toute sa pensée tient en cette phrase :

« Je considère comme remède ultime au chômage [...] la canalisation de l'épargne nationale apportée à des investissements étrangers relativement stériles vers des entreprises constructives encouragées par l'État de l'intérieur¹³⁹. »

Mieux vaut donc émettre des titres de dette, les rendre attractifs en augmentant les taux d'intérêt, pour inciter au rapatriement de l'épargne^a.

Malgré l'échec aux élections, dû en partie à l'incapacité des libéraux à trouver un terrain d'entente sur ce point, Keynes poursuit son analyse de l'épargne tout en étant conscient de la fragilité de sa théorie à ce stade. Il entre alors dans une collaboration, puis dans une opposition avec l'un de ses disciples britanniques parmi les plus brillants, Robertson. Ce dernier distingue deux formes d'épargne, « l'épargne affectée » (investie) et « l'épargne avortée » (thésaurisée), expliquant que cette dernière est la raison principale des dépressions économiques. Il en tire la conclusion que les banques sont essentielles au fonctionnement de l'économie, car elles suppléent le manque d'épargne en distribuant des crédits. Pour Robertson, le montant des crédits alloués doit correspondre aux dépôts emmagasinés dans les banques : le montant des prêts octroyés est couvert totalement par le volume d'épargne thésaurisée. Sinon, la création excessive de crédit provoque de l'inflation.

Keynes rompt avec les conclusions de ce disciple entre 1926 et 1929, date à laquelle, dans la perspective des nouvelles élections, il se remet au travail pour le parti libéral, avec toujours l'idée de défendre sa politique de grands travaux. Pour la financer, il préconise de puiser dans trois ressources d'épargne principales : l'épargne extérieure, qu'il faut réorienter vers des placements nationaux ; l'épargne nationale, alors

consacrée aux allocations chômage ; l'épargne thésaurisée, recyclée, comme l'explique Robertson, sous la forme de crédits bancaires. Les libéraux sont battus, et ce sont alors les travaillistes qui le sollicitent pour l'écriture de leur futur programme.

Sa représentation du problème de l'épargne s'affine et il s'éloigne définitivement de la pensée classique : pour les classiques, l'épargne est le fruit de vertueuses décisions d'abstinence, d'une capacité à différer la consommation, preuve de rationalité et de tempérance. Pour l'économie classique, l'épargne est l'écart entre le revenu et la consommation ($S = R - C$) et le choix que les agents opèrent entre consommation et épargne dépend du niveau du taux d'intérêt : une hausse du taux d'intérêt rend la consommation future (donc l'épargne) plus attractive.

Pour Keynes, au contraire, l'épargne est un « reliquat » instable qui affecte très inégalement les individus selon leur degré de fortune. Si tous les salaires étaient égaux, la partie consommée serait stable, tout comme l'épargne. Mais, les revenus étant inégaux, on s'aperçoit rapidement que les plus favorisés ont une propension marginale à épargner plus forte que les bas revenus, consommant la totalité de leurs disponibilités.

Pour Keynes, le niveau d'épargne (et donc la consommation) est influencé par le niveau de revenu courant et le degré d'incertitude vis-à-vis de l'avenir, donc par divers facteurs : d'une part, des motifs objectifs comme les variations de salaire, la politique fiscale, etc. ; d'autre part, des motifs subjectifs de l'ordre de la psychologie individuelle comme la précaution, la prévoyance, le calcul, l'ambition, l'indépendance, l'orgueil, l'avarice. Il est, en ce sens, « smithien » sans le savoir, faisant un lien entre sentiments moraux et décisions économiques. La précaution consiste, pour lui, à constituer une réserve pour faire face à un imprévu. Il la distingue de la prévoyance, consistant à anticiper des événements inéluctables sans pouvoir les situer précisément dans le temps (la maladie, la vieillesse, l'éducation, etc.).

Les autres motifs de l'épargne sont perçus par lui négativement : l'avarice, qui implique de retenir sa consommation par pur impératif moral ; l'orgueil, qui pousse à vouloir assurer à sa descendance un héritage, digne témoin de sa propre réussite... À cause de ces dispositions d'esprit, les riches détournent du circuit de l'économie réelle une partie du revenu global. Cette attitude est condamnable en période de crise : en soustrayant

cette monnaie au circuit, on réduit la consommation dont le produit eût pu servir à financer de nouveaux investissements et à créer de nouveaux emplois, permettant de mettre fin à la récession. En revanche, en période de croissance, lorsqu'il y a surchauffe (plein emploi des facteurs de production), l'épargne devient vertueuse, puisqu'elle permet de freiner la demande, excessive et source d'inflation.

L'épargne se révèle donc contre-productive en période de crise : un gonflement de l'épargne traduit, le plus souvent, l'installation d'un climat de défiance dans l'économie, conduit à réduire l'investissement d'autant et à prolonger la récession. Contrairement à ce qu'affirment les classiques, l'épargne peut exploser en même temps que les cours de bourse s'effondrent, empêchant l'investissement. Il faut donc s'attaquer à l'épargne oisive et faire disparaître le rentier, doucement et sans violence, par le simple jeu des taux d'intérêt... Les abaisser, c'est décourager l'épargne et lui préférer l'investissement. L'idée d'« euthanasie » est une sorte de provocation, dont l'auteur est coutumier. L'important est ailleurs : il faut se débarrasser de ceux qui veulent maintenir le capital rare, le concentrer entre leurs mains en jouant sur sa rareté^b.

« Dans l'évolution du capitalisme, la présence de rentiers nous semble marquer une phase intermédiaire qui prendra fin lorsqu'elle aura produit tous ses effets. [...] La disparition du rentier ou du capitaliste sans profession n'aura rien de soudain, [...] elle n'exigera aucune révolution [...]. On pourrait se proposer [...] d'abord d'augmenter l'équipement jusqu'à ce que le capital cesse d'être rare, de manière à supprimer la prime attribuée au capitaliste sans profession ; ensuite de créer un système de taxation directe obligeant les financiers, les entrepreneurs et les autres hommes d'affaires à mettre au service de la communauté à des conditions raisonnables leur intelligence, leur caractère et leurs capacités¹⁴⁰. »

L'investissement, héros du keynésianisme

En effet, Keynes perçoit que le cœur de sa démonstration ne doit pas être l'épargne mais plutôt son alter ego, l'investissement. « *L'investissement entraîne toujours l'épargne après lui, au même rythme que lui. [...]*

*L'épargne n'est pas le chien, mais la queue du chien*¹⁴¹. » Alors que l'épargne porte sur le long terme, l'investissement joue sur le court terme... Or, à long terme, répète-t-il à l'envi, nous serons tous morts !

Pour les classiques, le revenu (R) équivaut à la consommation (C) à laquelle s'ajoute l'investissement (I), car la totalité de l'épargne est utilisée pour financer l'investissement. Comme $I = R - C$ et que l'épargne (S) = $R - C$, alors $I = S$. Cette parfaite égalité *ex ante* entre épargne et investissement assure le plein emploi et le rétablit au besoin : le chômage ne peut être que frictionnel^c et éphémère, le temps que l'offre et la demande de travail s'équilibrent.

Keynes rompt avec ce postulat. L'égalité est toujours vérifiée, mais uniquement *ex post*, quand les anticipations des entrepreneurs rejoignent celles des consommateurs, le montant de l'investissement résultant des anticipations des entrepreneurs. Si bien que « *l'intensité de la production est largement déterminée par le profit réel qu'espère l'entrepreneur*¹⁴² ». C'est là que l'entrepreneur doit divorcer du rentier : le rentier espère un taux d'intérêt élevé qui récompense son épargne dormante. L'entrepreneur, à l'inverse, espère des taux d'intérêt bas qui lui permettent de s'endetter à bas coût pour financer des projets, avec un retour sur investissement important (en simplifiant, le rendement de l'investissement doit être supérieur au taux d'intérêt du crédit pour le financer). Keynes donne évidemment raison à l'entrepreneur, pas au rentier, car l'investissement soutient la consommation (*via* le mécanisme du multiplicateur) et, par voie de fait, l'emploi.

« *On justifiait jusqu'ici une certaine élévation du niveau de l'intérêt par la nécessité de fournir à l'épargne un encouragement suffisant. Mais nous avons démontré que le montant effectif de l'épargne est rigoureusement déterminé par le flux de l'investissement et que l'investissement grossit sous l'effet d'une baisse du taux de l'intérêt, pourvu qu'on ne cherche pas à le porter au-delà du montant qui correspond au plein emploi. La politique la plus avantageuse consiste donc à faire baisser le taux de l'intérêt par rapport à la courbe de l'efficacité marginale du capital jusqu'à ce que le plein emploi soit réalisé*¹⁴³. »

Dans cette perspective, Robertson a tort : il faut libérer les banques de la contrainte des dépôts thésaurisés, sortir en quelque sorte de l'idée que les dépôts font les crédits. L'investissement, donc le crédit, aura un effet multiplicateur sur les dépôts futurs. La demande de crédit des entreprises détermine l'offre de dépôt des ménages. Poussant plus loin l'analyse, Keynes en vient à théoriser la demande dite effective, en réalité anticipée par les entreprises. C'est la représentation que les entreprises ont de la demande future, donc la demande que les offreurs anticipent, qui détermine le comportement d'investissement de ces entreprises. Le montant global de l'investissement résulte des anticipations des entrepreneurs. Dans ce schéma, la demande (supposée *ex ante*) crée l'offre, à l'exact opposé de ce qu'expliquait Jean-Baptiste Say. Le divorce avec la pensée classique est consommé. Keynes rend hommage à Thomas Malthus et Sismonde de Sismondi, qui avaient eu ces intuitions au XIX^e siècle.

Du Keynes monétariste au père de la politique monétaire

Keynes vient à la réflexion sur la monnaie par l'enseignement. Arthur Cecil Pigou ayant remplacé Alfred Marshall, il confie à Keynes une partie de son cours sur « monnaie, crédit et prix ». L'économiste est un pur produit du néo-classicisme ; cependant ses études, à la suite de celles de Marshall, ont nuancé les certitudes en vigueur sur la parfaite neutralité de la monnaie. Depuis David Hume et Jean-Baptiste Say, les classiques considèrent la monnaie comme un voile posé sur le marché, un lubrifiant pour les échanges qui n'a pas d'incidence sur le volume échangé, mais simplement sur les prix. La monnaie, pour eux, est neutre ; elle ne saurait avoir d'impact sur la production et toute épargne est vouée à être réinvestie, même de manière différée. Penser le contraire revient à considérer la monnaie comme un actif comme un autre, à imaginer qu'elle puisse être désirée pour elle-même. Marshall nuance cette affirmation ; il explique que les agents conservent des encaisses réelles, une fraction de leur pouvoir d'achat, une partie de leur revenu réel. Ces encaisses réelles correspondent au rapport entre la masse monétaire et le niveau général des prix (M/P).

Il met au cœur de son explication les anticipations des agents. Selon lui, le montant de l'encaisse monétaire que souhaitent détenir les agents est fonction à la fois du revenu, un dixième du revenu annuel, et un cinquantième du patrimoine. Si les prix augmentent, les agents conservent plus de monnaie pour maintenir leurs encaisses réelles au même niveau, mais au détriment de la consommation. Pigou va plus loin en théorisant les « effets d'encaisses réelles » (la paternité de cette expression est attribuée à Don Patinkin, économiste israélien qui développe les intuitions de Pigou), acceptant donc l'idée que les agents conservent sciemment une partie de leur monnaie sur leur compte courant en prévision d'une partie de leurs dépenses futures. Cet « effet Pigou » peut être décrit ainsi :

« L'effet Pigou, ou “effet d'encaisses réelles”, établit un lien entre la valeur réelle des encaisses ou des actifs monétaires détenus par les particuliers et la demande de biens de consommation. Si par exemple les prix baissent, la valeur des encaisses augmente. Même chose lorsque les taux d'intérêt baissent : la valeur des obligations anciennes souscrites à des taux plus élevés augmente, le cours des actions monte en Bourse car le marché anticipe des profits à venir plus conséquents. Pigou suppose que les épargnants souhaitent simplement maintenir la valeur de leur portefeuille : si cette valeur croît, le surplus dégagé servira en fait à alimenter la demande de biens de consommation¹⁴⁴. »

Les premières réflexions de Keynes en matière de monnaie portent en réalité plus spécifiquement sur le pouvoir d'achat, qu'il définit ultérieurement, dans son *Traité de la monnaie* (1930), comme « *le pouvoir de la monnaie de commander des unités de travail humain* ». En 1909, fonctionnaire au ministère des Indes, il étudie les conséquences du décalage entre le monométallisme argent en vigueur dans le sous-continent indien et le monométallisme or sur lequel se fonde la puissance britannique. Il envisage les dangers de cette dualité, expliquant qu'en cas de rupture du rapport stable existant entre les deux métaux, une crise terrible pourrait survenir. Les faits légitiment ses craintes : en 1893, l'Inde a été victime d'une sévère dévaluation et le gouvernement choisit d'abandonner l'indexation de la roupie sur l'argent dans les paiements internationaux, au profit de l'or, tout en conservant l'argent pour ses échanges intérieurs. Il tire de cette étude un premier livre sur la monnaie,

La monnaie et les finances de l'Inde, en 1913. Il y interroge les effets de l'abandon de l'argent au profit de l'or par les Indiens.

Dans ses jeunes années, le brillant Maynard est encore parfaitement « monétariste » au sens que lui donne plus tard l'auteur du concept, K. Brunner, rédacteur en chef de la prestigieuse *Fed Reserve Bank of Saint Louis Review* (1968). Monétariste, Keynes l'est parce qu'il accorde à la monnaie une place prééminente en en faisant la condition de la compréhension de l'économie et du marché. Monétariste, le jeune Keynes l'est aussi parce qu'il adhère globalement à la formalisation de la théorie quantitative de la monnaie par Irving Fisher en 1911, expliquant que la croissance de la masse monétaire n'influe pas sur le volume de la production mais sur les prix ($MV = PT$). Quand l'offre de monnaie croît, les entreprises attendent de voir si cette situation est durable avant d'augmenter leurs capacités de production. Elles commencent par augmenter leurs prix, profitant de l'augmentation des encaisses des agents qui permet au consommateur d'absorber sans douleur la hausse des prix. Keynes, cependant, s'éloigne de Fisher : s'il reconnaît que l'auteur a raison à long terme, il pense qu'il se trompe à court terme.

C'est sa réflexion sur les liens entre épargne et investissement qui lui permet de rénover la théorie quantitative de la monnaie. Pour les quantitativistes, la masse monétaire doit refléter les encaisses désirées, donc l'épargne volontaire des agents. Toute création monétaire supérieure à ces encaisses créerait de l'inflation. Keynes dénie cette évidence en réfléchissant à la notion de profit : il dissocie dans ce profit le profit non distribué (le profit d'aubaine) du reste du coût de la production. Le profit est, pour lui, l'écart de court terme entre l'investissement net (I) et l'épargne des ménages (S). Si $S > I$, $I - S < 0$, (à long terme, d'un point de vue macroéconomique, $I = S$ que ce soit *ex ante* pour les libéraux, ou *ex post* pour Keynes), le profit devient négatif et l'entreprise subit des pertes qui la poussent à licencier, faisant augmenter le chômage. On risque alors la déflation et il faut absolument réorienter l'épargne oisive (thésaurisée) vers l'investissement et, donc, la production.

Cette équation est le point de départ d'une controverse avec les économistes libéraux de l'école autrichienne, Friedrich Hayek en premier lieu. Pour ce dernier, si $I - S < 0$, le déséquilibre est sain car de l'épargne reste disponible pour financer les investissements futurs. Il défend cette

thèse dans un ouvrage retentissant de 1931, *Prix et production*. Keynes refuse cette conclusion ; selon lui, mieux vaut que l'investissement des entreprises excède, à l'instant T, l'épargne des ménages ($I - S > 0$ à court terme) et, donc, que la politique monétaire soit expansionniste et encourage l'octroi de crédits à bas taux d'intérêt par les banques, car l'investissement est une image amplifiée de la demande anticipée des entreprises. Hayek est évidemment opposé à cette thèse, craignant que le surinvestissement, d'une part, se fasse au détriment de la production de biens de consommation, jusqu'à provoquer l'inflation à cause de la pénurie de biens, et que, d'autre part, les capacités de production des entreprises n'augmentent trop vite, créant *in fine* des conditions propices à la surproduction et au chômage.

La pierre angulaire de la pensée monétaire de Keynes tient dans cette synthèse, qui peut se résumer à la conjugaison de deux concepts, **le multiplicateur et l'accélérateur**. Lorsque les entrepreneurs anticipent une augmentation de la demande, ils augmentent, dans un premier temps et *ex ante*, plus que proportionnellement, l'investissement pour la satisfaire, lorsque les capacités de production sont saturées ou presque. On parlera d'« effet accélérateur ».

En période de crise, lorsque les capacités de production sont sous-utilisées, l'effort d'investissement a un effet multiplicateur sur la demande réelle *ex post*. S'inspirant des travaux de son disciple et ami l'économiste R.-F. Kahn, qui avait montré qu'embaucher 1 000 personnes dans le secteur des travaux publics créait 3 000 emplois induits dans le secteur des biens de consommation¹⁴⁵, Keynes en déduit une série de préconisations sur l'investissement public : les dépenses publiques ont un effet multiplicateur sur la production. En résumé, un accroissement de l'investissement provoque une hausse du revenu qui se traduit par un regain de consommation. La propension marginale^d à consommer est la courroie de transmission qui permet de créer de l'emploi, générant ainsi de nouveaux revenus pouvant alimenter la consommation future.

Un écho persistant dans la recherche actuelle

Contestée ou sacralisée, cette révolution dans la révolution keynésienne continue d'alimenter les recherches aujourd'hui : quelle est la valeur de ce coefficient multiplicateur ? Les travaux économétriques récents d'Auerbach et

Gorodnichenko¹⁴⁶ estiment que le multiplicateur est compris entre 0 et 0,5 en période de croissance et entre 1 et 1,5 en période de crise : ces estimations donnent raison à l'analyse de Keynes lorsqu'il suggère la relance budgétaire en période de crise et, au contraire, l'austérité en période de surchauffe. La dépense publique, qui prend le relais de la dépense privée quand on est en récession, permet-elle de retourner les anticipations pessimistes des agents ? Crée-t-elle simplement des effets d'aubaine ? La redistribution imposée par l'État n'est-elle pas moins pertinente que la répartition spontanément offerte par le marché ?

En filigrane, toujours, la question de l'or, « relique barbare »

Le combat de Keynes contre l'or est le combat d'une vie. Dès 1913, il a compris que l'étalon-or était source de déséquilibres internationaux inéluctables. Jusqu'à Bretton Woods, il se battra pour faire valoir ses vues, en vain. Après avoir dénoncé les dangers d'une substitution de l'or à l'argent dans l'empire des Indes (1913), il s'emporte contre le rapport Cunliffe de 1918 qui préconise, malgré l'inflation de la guerre, le retour à la parité-or de 1914 pour la livre sterling. Keynes explique que cela impliquerait une réévaluation forte de la livre et engendrerait une austérité et une baisse sans précédent des salaires. Il fait part de son courroux à la conférence de Gênes, en 1922, et démissionne alors de son poste au Trésor. En 1923, dans *La Réforme monétaire*, il souligne le danger de la dépendance aux stocks d'or américains et aux fluctuations de la politique monétaire états-unienne. Le gouvernement conservateur qui arrive en 1924 fait du retour à l'étalon-or sa priorité et réévalue la livre alors que le chômage augmente dangereusement ; Keynes met l'accent sur le risque déflationniste d'un retour à l'étalon-or. Il explique, dans *Les Conséquences économiques de Monsieur Churchill*, que l'appréciation de la livre de 10 % décidée par le nouveau *Chancellor of the Exchequer* aura pour effet d'aggraver le chômage jusqu'à ce que les salaires soient baissés de 10 %. L'économiste voit juste et les usines s'embrasent, avec des grèves dans les charbonnages dès 1926, puis en 1927 dans l'industrie cotonnière du Lancashire.

Cette manche perdue, Keynes se fait moins virulent contre l'étalon-or, mais la suite des événements lui donne une fois encore raison avec la suspension de la convertibilité-or de la livre, le 21 septembre 1931, assortie d'une dépréciation de 30 %. Les dix années qui suivent et la

guerre des monnaies qui ravage l'Europe font passer la question de l'or au second plan, sauf en France où les tenants de l'or s'arcbutent sur un éphémère bloc-or avec la Belgique, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne et la Suisse, phénomène qui échoue et disparaît en 1936, comme l'avait prévu Keynes.

La question revient en temps de guerre, puisque Keynes est mandaté par le gouvernement britannique pour trouver une parade au projet nazi d'imposer un nouvel ordre monétaire européen avec un taux de change fixe et un système de compensation multilatéral. En 1941, Keynes va plus loin que les économistes allemands et propose aux États-Unis un système monétaire de change fixe au plan mondial : une union internationale des compensations (Clearing Union) doit en être la clef de voûte. Les banques centrales n'auraient plus, comme c'est le cas depuis 1914, un compte ouvert les unes auprès des autres, mais un compte auprès de cette chambre mondiale des compensations. Ces comptes seraient libellés dans une nouvelle monnaie internationale, le *bancor*, qui n'aurait pas cours légal dans les économies nationales. Les monnaies nationales continueraient de circuler mais seraient privées de toute fonction de réserve internationale.

Dans ce système, chaque pays se voit attribuer un quota de *bancors* en fonction du volume de ses échanges internationaux, quota qui correspond à un solde auprès de la chambre des compensations. Si les importations excèdent largement les exportations et que le déficit commercial se creuse dangereusement, le pays en délicatesse dans les échanges peut acheter des *bancors* à un pays excédentaire, ou vendre de l'or contre des *bancors* à la Clearing Union. Passé un certain seuil, le pays est obligé de dévaluer sa monnaie et de contrôler ses mouvements de capitaux ; tant que le solde débiteur ne dépasse pas le montant du quota en *bancors*, cela ne génère pas de pénalité. Si le solde débiteur excède le quota, cela génère des prélèvements (1 % du quota si l'écart entre le quota et le solde se creuse de 25 %, 2 % si l'écart se creuse de 50 %, etc.). Ces taux sont applicables en sens inverse pour les soldes créditeurs, afin d'inciter les puissances commerciales à réduire leurs excédents de manière appropriée. Encore une fois, on retrouve la peur éprouvée par Keynes face à l'épargne oisive. Dans ce système, les pays peuvent échanger de l'or contre des *bancors*, mais pas des *bancors* contre de l'or... Une façon de conserver l'or tout en domestiquant ses effets néfastes.

Mais face à Keynes se dessine un camp américain hostile à cette idée et désireux de faire du dollar la monnaie pivot des échanges, afin de consacrer la puissance mondiale née du conflit. H. White, et le secrétaire du Trésor Morgenthau, préfèrent à la Clearing Union l'idée d'un Fonds de stabilisation et d'une banque internationale pour la reconstruction et le développement, afin de financer à court terme le commerce international, et à long terme la reconstruction et le développement.

Les deux plans sont rendus publics en 1943. Keynes ne veut pas, au départ, d'une monnaie nationale comme monnaie internationale, mais il n'est pas suivi par son gouvernement ; il se résout donc à travailler avec White. Il tente de lui faire accepter une monnaie de banque internationale, l'unitas. Cependant, au moment de la conférence de Bretton Woods, il est de nouveau trahi par son gouvernement. S'il reçoit des honneurs exceptionnels à l'occasion de cette conférence et une *standing ovation* mémorable pour son immense influence sur la pensée économique, il n'en demeure pas moins qu'il voit ses idées jetées aux oubliettes. Keynes est dans le camp des vaincus. Il n'est pas exagéré de dire que ces efforts ultimes l'ont tué. Très affaibli depuis 1937 et une première crise cardiaque, Keynes meurt finalement, en 1946, d'une seconde faiblesse cardiaque.

L'équilibre de sous-emploi : le chômage est involontaire

On en arrive au point central de la révolution keynésienne, repérable dans le titre de l'ouvrage qui le rendit célèbre, sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*. La hiérarchie des termes est d'importance ; la question de l'emploi prime sur celle de la monnaie... Keynes a le sentiment qu'il va, par cet ouvrage cent fois remis en chantier, révolutionner la pensée économique. Dans une lettre à son ami l'écrivain Georges Bernard Shaw, en 1935, il explique que son œuvre « *révolutionnera, peut-être pas immédiatement mais dans les dix prochaines années, la façon dont le monde pense les problèmes économiques* ». C'est presque une œuvre collective car il a autour de lui des disciples (le « *circus* », avec notamment Meade et Kahn), et face à lui des critiques d'une exceptionnelle qualité intellectuelle, qui le poussent dans ses retranchements et l'obligent à recomposer cette synthèse.

La **théorie du sous-emploi** est formalisée dans le chapitre 5 de la *Théorie générale* :

« Ce sont la propension à consommer et le montant de l'investissement nouveau qui déterminent conjointement le volume de l'emploi et c'est le volume de l'emploi qui détermine de façon unique le niveau de salaire réel et non l'inverse¹⁴⁷. »

Keynes appelle « N » le volume d'emplois mesuré en unités de travail (nombre de travailleurs ou nombre d'heures travaillées), « D1 » la consommation globale des ménages anticipée par les entreprises, « D2 » l'investissement anticipé des entreprises net du « coût d'usage » (la somme des consommations intermédiaires^e et de la consommation de capital fixe) et « R » le revenu global (calculé comme la somme des coûts des facteurs de production auxquels s'ajoute le profit, ou « revenu des entrepreneurs », non distribué).

La demande effective D (ou anticipée) est la somme de D1 et D2 ($D = D1 + D2$).

N dépend de D et D1 dépend de R ; D2 dépend du profit ($I - S$, l'investissement des entreprises auquel on retranche l'épargne des ménages).

Si D2 augmente, R et N augmentent car les entreprises, optimistes dans leurs anticipations, augmentent leur investissement et emploient pour produire plus afin de répondre à un désir de consommation estimé supérieur. D2 doit être financé, puisqu'il est vital. La création monétaire est alors essentielle et devient légitime.

Qu'en est-il de l'emploi ?

Keynes part d'un constat : les quantités offertes et demandées sur les marchés de biens et services peuvent s'équilibrer alors même qu'un déséquilibre persiste, sur le marché du travail, sous la forme d'un chômage involontaire. Les profits peuvent s'annuler ($I - S < 0$) avant d'avoir atteint le plein emploi, et le plein emploi est une situation exceptionnelle – et, quand elle survient, éphémère. Le niveau du plein emploi – et donc du chômage frictionnel – diffère également selon les pays. Pour les classiques, le déséquilibre vient de ce que les salariés, protégés notamment par les syndicats, refusent d'accepter d'être employés à des salaires plus bas qui ramèneraient à l'équilibre. Le chômage est donc « volontaire ». Pour

Keynes, le chômage ne tient pas au comportement opportuniste des offreurs de travail, mais à l'anticipation d'une demande faible qui dissuade les entreprises d'embaucher. Cette anticipation tient à la dégradation du revenu des entrepreneurs (le profit). Si ce profit est sensiblement inférieur à ce qui avait été anticipé ($I - S < 0$), la dégradation des anticipations conduit à une contraction de l'investissement et, par son effet multiplicateur, à une baisse de la demande de travail (donc à du chômage). C'est donc l'incertitude fondamentale qui est à l'origine de ces anticipations négatives, et c'est elle qui crée « l'équilibre de sous-emploi » qu'aucun mécanisme de marché ne peut désamorcer. La crise de 1929 accrédite cette thèse du chômage « involontaire », avec des files continues de chômeurs demandant du travail sans trouver à s'employer.

Dans ce cas, seul l'État est capable de réduire l'incertitude par les conventions sociales qu'il impose ; il est le régisseur des conventions et, parmi celles-ci, du taux d'intérêt. L'État doit prendre une responsabilité plus grande dans l'organisation directe de l'investissement car « *il est pire, dans un monde appauvri, de causer du chômage que de duper les rentiers* ». La destruction des fortunes par l'inflation est moins grave que celle des revenus par le chômage.

Combats et espoirs : la fin du travail et la quête du bonheur

Une société tournée vers l'accomplissement personnel

Une analyse moins connue mais tout aussi stimulante de Keynes est sa réflexion sur la nature des besoins et du désir humain, infini comme le rappelle Daniel Cohen dans un récent ouvrage. Une interprétation simpliste ferait de Keynes un apôtre de la consommation ostentatoire, un défenseur du marketing et de l'obsolescence programmée pour soutenir artificiellement la croissance et repousser l'état stationnaire. Ce serait faire fausse route que de lui prêter de telles intentions.

Dès 1930, il a exposé clairement la coexistence de deux types de besoins et mis en lumière l'importance du retour à une certaine forme de frugalité, inquiet des conséquences d'une augmentation inédite et inouïe des niveaux de vie dans les pays développés. Ce serait aussi faire fausse route que de l'enfermer, comme le fait Robert Lucas, dans un cadre pessimiste, comme si Keynes ne donnait que des solutions en cas de crise. En réalité, il se

questionne avant toute chose sur le retour à la prospérité. Et sa conception de la prospérité ne se réduit pas au progrès matériel et à l'accumulation, bien au contraire.

« Partout on entend dire : la grande époque des progrès à pas de géant [...] est désormais révolue [...]. J'estime que c'est une interprétation absolument fausse [...]. Les maux qui nous frappent ne sont pas les rhumatismes du grand âge. Ce sont les troubles de croissance qu'infligent des changements trop rapides [...] Il est vrai que les besoins des êtres humains peuvent paraître insatiables. Mais ils sont de deux types. Certains sont absolus : nous les ressentons quelle que soit la situation de nos voisins. D'autres sont relatifs : nous les éprouvons pour l'unique raison que leur satisfaction nous élève au-dessus de nos semblables, nous donne un sentiment de supériorité sur eux. [...] Peut-être atteindrons-nous bientôt [...] le point où ils seront satisfaits. [...] Pour la première fois depuis la création, l'homme sera confronté à son vrai problème permanent. Que faire de sa liberté arrachée à l'urgence économique ? [...] Aucun pays, aucun peuple, me semble-t-il, ne peut envisager l'âge du loisir et de l'abondance sans effroi. Trop longtemps, on nous a formés pour l'effort, contre le plaisir [...]. La journée de trois heures, la semaine de quinze heures pourraient régler le problème pour longtemps. Trois heures par jour, c'est bien suffisant pour satisfaire le vieil Adam chez la plupart d'entre nous¹⁴⁸ ! »

On retrouve, dans sa réflexion sur l'arbitrage entre loisir et travail, le dandy dilettante de sa jeunesse, préférant les activités de l'esprit à un labeur qu'il juge dégradant. Il envisage en tout cas une mutation dans la civilisation industrielle, qui fait écho avec notre actualité : la baisse du temps de travail reste largement perçue par les décideurs comme la porte ouverte à la fainéantise et au désordre social, alors qu'elle est simplement une tendance lourde de l'histoire, écho du machinisme et, aujourd'hui, de la robotisation et de l'avènement de l'intelligence artificielle.

Keynes invite à penser un monde sans travail, ou du moins sans emploi rémunéré. Il invite l'homme à réapprendre à trouver du sens à l'existence en dehors de ce travail aliénant, pour lequel la théorie classique (et le christianisme) nous ont programmés... On pourrait reprocher sans doute à Keynes, dans cet extrait, de minimiser la distinction entre travail et

emploi, et d'avoir du travail une définition trop étroite : nous pouvons alors lui préférer la définition de P.-Y. Gomez :

« J'appelle travail l'activité de l'être humain qui, confronté à des contraintes, produit selon un projet déterminé, quelque chose pouvant servir à d'autres. Chaque jour, nous travaillons de diverses façons, rémunérées ou pas, salariées ou bénévoles ; or, quelles que soient les formes variables qu'il prend, selon les époques et les sociétés, le travail demeure un fondement de notre liberté [...]. Il nous permet d'agir sur un environnement qui nous contraint, de nous libérer de la dépendance aux autres, d'exprimer des talents et, par-dessus tout, de donner sens à nos actes¹⁴⁹. »

La lutte contre les fausses valeurs : un disciple de Polanyi ?

Keynes se méfie grandement du désir de détention monétaire des agents et de la préférence pour le long terme. Il voit dans l'avarice, le goût du lucre, le goût de l'épargne, la rétention de la consommation des « fausses valeurs », inhérentes à la pensée classique et à une forme de moralisme économique inefficace¹⁵⁰. Nous précisons que Keynes a été fortement influencé par Sigmund Freud, en qui il voyait un homme aussi bon qu'inquiet et d'une rare puissance intellectuelle ; il partageait une partie de ses analyses. Il écrit à son propos :

« Il y avait quelque chose en lui comme un volcan à moitié éteint, quelque chose de sombre, de refoulé, de réservé. Il m'a donné une impression que bien peu de gens que j'ai rencontrés m'ont donnée, une impression de grande gentillesse, mais derrière la gentillesse, de grande force¹⁵¹. »

Keynes se montre finalement, dans cet essai, une fois encore très proche de Polanyi, en proposant de réinscrire l'économie dans la sphère plus large du politique et du social, de la réencaster dans des relations humaines à l'abri des logiques de marché, pour se recentrer sur l'intériorité, expression de l'infinie liberté de l'être humain.

« L'auteur de ces essais [...] continue d'espérer et de croire que le jour n'est pas éloigné où le Problème Économique sera refoulé à la place qui lui revient : l'arrière-plan ; et que le champ de bataille de nos cœurs et de nos têtes sera occupé, ou plutôt réoccupé par nos véritables problèmes, ceux de la vie et des relations entre hommes, ceux des créations de l'esprit, ceux du comportement et de la religion¹⁵². »

Keynes l'anticommuniste et l'antifasciste

Certains penseurs critiques de Keynes lui reprochent une analyse proche du marxisme^f et font de lui le contempteur d'un marché oppresseur et aliénant. C'est mal connaître le peu d'estime du père de la *Théorie générale* pour l'auteur du *Capital* !

« Comment puis-je accepter la doctrine communiste qui reconnaît comme sa bible, au-dessus et au-delà de toute critique, un ouvrage obsolète, dont je sais qu'il n'est pas seulement faux du point de vue scientifique, mais sans intérêt ni possibilité d'application au monde moderne ? [...] Le marxisme ne fut fondé sur rien d'autre qu'une mauvaise compréhension de Ricardo [...] Comment pourrais-je faire mien un credo qui, préférant la vase aux poissons, exalte le prolétariat grossier au-dessus des bourgeois et de l'intelligentsia qui, quelles que soient leurs fautes, incarnent le bien-vivre et portent en eux les germes de progrès futurs de l'humanité¹⁵³ ? »

Keynes reste un classique en ce sens qu'il s'intéresse prioritairement à l'individu. Il ne peut se résoudre à voir ce dernier dissous dans un prolétariat uniforme. Il ne peut non plus tolérer le rejet des élites, marque de fabrique des totalitarismes des années 1930.

À ceux qui lui reprochent également de souhaiter une socialisation complète des moyens de production, Keynes a également répondu très directement, rejetant cette hypothèse.

« Mais, à part cela, on ne voit aucune raison évidente qui justifie un socialisme d'État, embrassant la majeure partie de la vie économique de la communauté. L'État n'a pas intérêt à se charger de la propriété des moyens de production¹⁵⁴. »

Il n'a évidemment guère plus de sympathie pour les régimes fascistes, même si, dans les années 1930, ceux-ci donnent l'impression de se préoccuper sérieusement du problème du chômage.

« Les régimes autoritaires contemporains paraissent résoudre le problème du chômage aux dépens de la liberté et du rendement individuels. Il est certain que le monde ne supportera plus très longtemps l'état de chômage qui, en dehors de courts intervalles d'emballage, est une conséquence, et à notre avis une conséquence inévitable, de l'individualisme tel qu'il apparaît dans le régime capitaliste moderne. Mais une analyse correcte du problème permet de remédier au mal sans sacrifier la liberté ni le rendement¹⁵⁵. »

Keynes, « démondialiste », protectionniste, ennemi de la finance ?

Keynes a constamment réfléchi au problème de l'absence de connexion entre les économies nationales et une éventuelle gouvernance mondiale, au jeu d'échelle entre le national et le global. Il n'en est pas moins très sceptique sur la théorie du doux commerce et les avantages d'une mondialisation des échanges.

Dès 1933, dans un article publié en juin par *The Yale Review*, « National Self-Sufficiency », Keynes critique les excès de la division internationale du travail au nom de valeurs autres qu'économiques :

« Un niveau élevé de spécialisation internationale est nécessaire dans un monde rationnel, chaque fois qu'il est dicté par d'importantes différences de climat, de ressources naturelles, d'aptitudes naturelles, de niveau de culture et de densité de population. Mais pour une gamme de plus en plus large de produits [...], je ne pense pas que les pertes économiques dues à l'autosuffisance soient supérieures aux avantages autres qu'économiques que l'on peut obtenir en ramenant progressivement le produit et le consommateur dans le giron d'une même organisation économique et financière nationale¹⁵⁶. »

Keynes exprime donc clairement sa préférence pour une production nationale, mais pas à n'importe quel prix :

« Je pense qu'une démarche délibérée vers une plus grande autosuffisance nationale et un plus grand isolement économique nous faciliterait la tâche, dans la mesure où cela n'aurait pas un coût excessif [...] Je me sens donc plus proche de ceux qui souhaitent diminuer l'imbrication des économies nationales que de ceux qui voudraient l'accroître. Les idées, le savoir, la science, l'hospitalité, le voyage doivent par nature être internationaux. Mais produisons chez nous chaque fois que c'est raisonnablement et pratiquement possible, et surtout faisons en sorte que la finance soit nationale. Cependant, il faudra que ceux qui souhaitent dégager un pays de ses liens le fassent avec prudence et sans précipitation. Il ne s'agit pas d'arracher la plante avec ses racines, mais de l'habituer progressivement à pousser dans une direction différente. »

Cependant, Keynes n'est pas dupe des dangers qui accompagneraient une politique de protection excessive des marchés nationaux : le protectionnisme érigé en doctrine ; la précipitation dans la mise en œuvre de ces mesures de protection ; la répression contre les « hérétiques », dont la Russie soviétique fournit selon lui un bel exemple.

La peur d'une finance mondialisée n'est pas chez lui très éloignée de celle, plus tardive, d'un Fernand Braudel, faisant du capitaliste financier la strate supérieure et perverse de l'économie de marché dans *La Dynamique du capitalisme*. Keynes a magnifiquement, en tout cas, analysé le danger que représentait le comportement moutonnier sur les marchés financiers, permettant à des penseurs ultérieurs comme Hyman Minsky de clarifier les engrenages qui peuvent mener aux crises financières. La métaphore, restée célèbre, des « concours de beauté » permet de mieux cerner ces dangers inhérents à la spéculation. Pour se donner une chance d'emporter ce type de concours, les juges choisissent non pas la jeune femme qu'ils trouvent la plus belle, mais celle dont ils pensent qu'elle correspond le mieux aux préférences moyennes des autres votants¹⁵⁷. On fonde donc son choix sur ce que l'on estime être les représentations de la plupart de nos congénères.

Une fois encore, la question des anticipations est centrale. Si les anticipations sont fausses, et qu'elles sont partagées, notamment parce qu'un prescripteur d'opinion influence les comportements de nombreux agents, alors le krach n'est jamais loin...

Sa méfiance pour les échanges internationaux découle de l'analyse de l'équilibre entre épargne et investissement. Conscient des implications nouvelles du progrès technique, il sait que l'innovation conduit à accélérer l'obsolescence, qu'il considère comme la durée de vie du capital. L'accélération des innovations réduit la durée de vie du capital et cette accélération est favorisée par la mondialisation et le développement d'entreprises transnationales. Le machinisme, à l'ère fordiste, a donc pour effet d'intensifier la concurrence entre entreprises et de les pousser à l'extraversion. Il augmente ainsi la consommation de capital fixe, et réduit d'autant l'investissement net. Le profit des entreprises ($I - S$, l'investissement net auquel on soustrait l'épargne des ménages) diminue jusqu'à devenir négatif. Si $I - S < 0$, on est alors dans une configuration de crise. La mondialisation apparaît dès lors comme un facteur de déséquilibre par l'accroissement de la concurrence extérieure, qui participe à la baisse du profit des entreprises. Le protectionnisme des industries vieillissantes, par exemple, n'est donc pas pour lui à exclure *a priori*.

« Je ne suis plus libre-échangiste au vieux sens du terme consistant à vouloir laisser tomber toute industrie incapable de se passer de soutien. [...] Si on me prouve que des industries comme l'automobile, l'acier, etc. ne peuvent pas survivre dans les circonstances actuelles, alors je suis favorable à une protection pour ces industries¹⁵⁸. »

Mise en perspective

« Je suppose que tout le monde est keynésien dans les tranchées », admettait en 2008, au lendemain de la crise des subprimes, le prix Nobel d'économie Robert Lucas, chef de file de la Nouvelle École classique et adversaire résolu des théories keynésiennes. Il résumait très bien le soubassement de l'édifice théorique keynésien, tout entier tourné vers l'explication des crises économiques affectant les sociétés et le remède à prescrire pour les en guérir. Pour Keynes, les causes en sont claires : l'existence d'un équilibre de sous-emploi et l'insuffisance de la consommation et de l'investissement, amplifiée par des anticipations pessimistes quant à la demande future. Keynes est sans doute le premier à saisir si nettement l'importance des anticipations et de la psychologie des

agents, de leur préférence pour le présent également, principaux déterminants des cycles de croissance et de crise.

Il est également le premier à expliquer que le chômage est un phénomène largement involontaire, et qu'il existe même si l'offre de biens rencontre sa demande. Dans ce cas, l'ajustement ne peut pas se faire par une baisse des salaires. Une intuition géniale, qui le mène à réfléchir plus généralement à la « pauvreté dans l'abondance »... une pensée, donc, d'une étonnante actualité quand on considère la permanence d'un chômage de masse dans nos sociétés pourtant saturées de biens de consommation. Quelles sont les lignes de force de la pensée keynésienne, et que peut-on encore en attendre aujourd'hui ?

La révolution keynésienne tient à la mise en lumière de deux postulats : d'une part, toute épargne n'est pas vouée à être consommée ou investie. Elle peut être stockée à des fins de transaction future, de précaution, ou placée dans un but spéculatif. D'autre part, l'investissement est un préalable à l'épargne, et non le contraire. De ces deux postulats, l'économiste britannique déduit que l'on doit agir sur le comportement des agents par le biais du taux d'intérêt si l'on vise une croissance équilibrée. Si la croissance s'essouffle, il ne s'agit pas d'augmenter les taux d'intérêt pour attirer l'épargne des riches et des étrangers, il faut au contraire les baisser pour faciliter l'endettement, condition d'un sursaut de l'investissement permettant d'enclencher le mécanisme salvateur du multiplicateur.

La croissance étant assise sur la demande globale, il faut aussi soutenir la consommation de ceux qui ont la propension moyenne à consommer la plus forte, et pas favoriser l'effort d'épargne des plus riches. Le calcul rationnel du capitaliste fera le reste : que l'efficacité marginale^g du capital soit inférieure au taux d'intérêt, et les agents préféreront placer leur argent plutôt que d'investir. Dans le cas contraire, l'investissement sera préféré aux placements financiers.

Keynes n'est pas dupe : si les taux d'intérêt restent durablement bas, la monnaie créée risque de tomber dans la « trappe à liquidité », jusqu'à provoquer la déflation. La déflation japonaise après 1998, celle qui menaça l'UE en 2015, ont confirmé ces prédictions. Il pressent également que ces taux bas accroissent le risque sur les marchés en poussant les agents à modifier leurs portefeuilles de titres : moins de bons du trésor,

peu rémunérateurs, et plus d'actions potentiellement lucratives, mais risquées. Une source d'inspiration, plus tard, pour Hyman Minsky.

Pour déjouer ce piège, la demande doit repartir rapidement, et la politique monétaire de soutien ne sera efficace que si elle accompagne une politique budgétaire expansive volontariste avec l'acceptation d'un déficit public temporaire afin d'amortir la récession, sans élévation conjointe de la pression fiscale. Augmenter les dépenses publiques en cherchant à les couvrir par des hausses d'impôt, pour revenir à l'équilibre des comptes publics, limiterait trop fortement l'effet multiplicateur et retarderait la reprise et le retour de la croissance. Seul ce dernier génère une augmentation sans douleur des recettes fiscales nécessaires pour rembourser les dettes publiques.

Tant que subsistent des capacités de production inutilisées, et en l'absence de goulets d'étranglement, l'inflation reste contenue. Si les prix repartent à la hausse, ce n'est pas un problème selon Keynes : l'inflation, tant qu'elle ne devient pas galopante, fait changer la richesse de main, euthanasie doucement les rentiers, diminue le poids des dettes passées et encourage les créations d'emplois en stimulant la demande.

Keynes se rêvait enfin en bâtisseur de ponts, entre les économies nationales tout d'abord, entre les États et les institutions internationales ensuite. Son dernier combat visa la création d'un système monétaire international empêchant les dévaluations compétitives, menant à la guerre des monnaies. Il perdit cette bataille lorsque le dollar finit par s'imposer lors de la conférence de Bretton Woods, alors qu'il appelait de ses vœux le *bancor*, une devise qui ne fût la monnaie d'aucun État souverain. Quelques décennies plus tard, Robert Triffin lui donna raison en prouvant qu'une monnaie nationale ne pouvait pas être en même temps une bonne monnaie internationale, c'est-à-dire simultanément rare pour inspirer confiance et abondante pour faciliter le commerce international, sous peine d'empêcher la défense de sa parité et de faire financer son déficit public par ses partenaires.

L'analyse faite par Keynes sur les déséquilibres monétaires des années 1930 est encore précieuse pour comprendre la crise monétaire européenne actuelle. Keynes est aussi visionnaire sur les dangers de la mondialisation. Sa maxime en la matière put être : « Oui aux mobilités humaines, non à la mondialisation financière excessive. » Seul le contrôle des changes peut

empêcher les déséquilibres financiers. Il prescrit de donner la priorité aux productions nationales lorsque les gains de la spécialisation n'excèdent pas les coûts sociaux qui l'accompagnent. Une prophétie à méditer à l'heure du Covid-19, alors que nous avons choisi de faire produire 80 % de nos antibiotiques et de nos principes actifs de médicaments en Inde et en Chine.

Keynes, cependant, n'aura pas réussi à bâtir un dernier pont entre les deux rives de la science économique, la micro-économie et la macro-économie. Pour lui, il était impossible de déduire des comportements individuels des lois générales ; d'affirmer, en creux, que le profit était l'aiguillon le plus efficace pour enrichir l'individu et la société en même temps, sans intervention extérieure.

Milton Friedman confiait au *Times*, dans un numéro consacré à Keynes en 1966 : « *En un sens, nous sommes tous keynésiens aujourd'hui ; en un autre sens, personne n'est plus keynésien.* » L'adjectif a été tellement galvaudé, depuis trois décennies, qu'il n'a plus qu'un lointain rapport avec l'œuvre du maître. Au fil du temps, ses adversaires ont fait de lui un dandy inconséquent, lui attribuant tous les maux contemporains de l'économie : la tolérance pour de très hauts niveaux d'endettement publics ; le laxisme monétaire au prétexte fallacieux que l'inflation corrigerait le chômage ; la préconisation de taux d'imposition confiscatoires pénalisant les plus riches et les plus innovants ; l'encouragement d'une consommation débridée pour soutenir la croissance. Une lecture biaisée, amalgamant les écrits de Keynes et ceux de ses disciples, fort divisés : les écoles post-keynésiennes (Michal Kalecki, Nicholas Kaldor, Joan Robinson, Piero Sraffa, Hyman Minsky) ; l'école de la synthèse avec le célèbre modèle « IS-LM » ; et, plus récemment, l'école de la régulation.

Être keynésien aujourd'hui, c'est postuler que le marché du travail n'est pas un marché comme un autre ; qu'il est intrinsèquement déséquilibré ; que les ressources humaines n'y sont pas employées de manière optimale ; que les inégalités salariales ont explosé avec la financiarisation croissante des revenus des plus qualifiés ; que la formation initiale et continue, par ses imperfections, amplifie ces déséquilibres et pèse sur la création de richesse. En creux, être keynésien, c'est poser la question de la répartition des revenus avant et après transferts ; c'est affirmer que la croissance pâtit des inégalités plus qu'elles ne la stimulent ; c'est proposer des moyens de

les corriger en conciliant l'intérêt individuel et collectif. Le keynésianisme reste une philosophie de l'action, réservant à la puissance publique le droit d'intervenir partout où elle constate des défaillances du marché.

a. On notera que Keynes avait soutenu l'idée contraire l'année précédente, mais là encore, on perçoit une caractéristique clef du penseur : la théorie doit se mouler sur le contexte historique, aucune vérité économique n'est immuable.

b. Paul JORION rappelle sur son blog qu'en aucun cas Keynes ne préconise de créer, par la politique monétaire, de l'inflation pour tuer les rentes. C'est un argument repris par les adversaires du keynésianisme afin de discréditer l'outil du taux d'intérêt, qui pénaliserait prioritairement les classes moyennes. En réalité, il vise une meilleure répartition de la richesse dans le sens d'une plus grande justice sociale. Voir <https://www.pauljorion.com/blog/2013/03/16/l-euthanasie-du-rentier-dont-parle-keynes-est-une-affaire-serieuse/>

c. Le chômage frictionnel désigne le chômage dû au temps moyen nécessaire à un chômeur pour trouver un emploi conforme à ses diplômes, compétences et expérience, et à ses aspirations. Il est lié à la mobilité géographique, sectorielle. Lorsque le chômage est seulement frictionnel, on se rapproche au plus près du plein emploi.

d. La propension moyenne à consommer est le rapport entre la consommation (C) et le revenu (R), noté C/R . La propension marginale à consommer est le rapport entre les variations, sur une période donnée, de C et R, noté $\Delta X/\Delta P$. Selon Keynes, plus le revenu s'élève, plus la propension moyenne à consommer est faible, et donc, plus la propension moyenne à épargner (S/R) devient forte. Cette « loi psychologique fondamentale » est décrite dans le livre 8 de la *Théorie générale* : « Les hommes tendent à accroître leur consommation à mesure que leur revenu croît mais non d'une quantité aussi grande que l'accroissement du revenu. » Ainsi, quand le revenu augmente, la consommation augmente également mais moins vite : $\Delta P > \Delta X$ donc $(\Delta X/\Delta P) < 1$. Si les observations empiriques valident cette loi à un moment t_0 car la propension à consommer des plus riches est inférieure à celle des plus pauvres, la dynamique historique est tout autre car la propension à consommer globale reste constante (ou à peu près) dans le temps (environ 0,84 pour la France).

e. Valeur des biens et services totalement transformés ou détruits au cours du cycle de production.

f. Joseph A. Schumpeter peut ainsi écrire « il n'y a certainement pas d'aussi grandes différences entre Marx et Keynes qu'il n'y en avait entre Marx et Marshall ou Wicksell ».

g. L'efficacité marginale du capital est le taux de rendement anticipé et actualisé d'un bien en capital. Il s'agit en somme d'un rendement escompté dans le futur sur un investissement réalisé dans le présent.

CHAPITRE 5

KARL MARX

(1818-1883) :

POURFENDEUR DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

Karl Marx naît à Trêves, dans la Confédération germanique, en 1818, au lendemain du Congrès de Vienne. Le courant libéral et l'économie de marché connaissent alors un âge d'or, favorisé ensuite par plusieurs décennies de paix entre les nations, malgré les soubresauts révolutionnaires en Belgique, en Pologne et en France entre 1830 et 1834, puis en Italie, en Autriche, en Allemagne et en France en 1848. Tout, pourtant, le portait à épouser une forme de classicisme théorique : fin connaisseur de Ricardo (même si Keynes lui reproche de ne l'avoir pas compris), de Malthus (à qui il reprend en partie la loi de population^a, tout en la relativisant et en reportant la responsabilité sur les capitalistes), mais aussi de Smith et de Say (auxquels il emprunte de longs passages dans *Le Capital*), il a finalement choisi de s'orienter vers le droit puis la philosophie, à l'université de Bonn puis de Berlin. Il soutient une thèse sur la philosophie comparée de la nature chez Épicure et Démocrite. Assez curieusement, son œuvre emprunte peu à ces auteurs, les passages sur les ressources naturelles et la nature étant finalement plutôt rares.

Son père, lui-même fils de rabbin, fait baptiser ses fils dans la religion protestante, et l'œuvre de Marx reste influencée par ce moule religieux. Les écrits de l'auteur apparaissent volontiers moralisateurs, critiques de l'oisiveté et du vice de la bourgeoisie et des rentiers, même s'il verse rapidement dans un athéisme radical. Sans oublier l'extrême attention portée au travail et à sa valeur, et sa propre propension à se perdre dans ce travail, caractéristique du protestantisme de l'époque.

Parti étudier le droit et la philosophie à dix-huit ans à Berlin, il quitte la ville en 1842. Las d'attendre un poste universitaire qui ne vient pas, il se résout à devenir journaliste et publiciste avec, à Cologne, le statut de rédacteur en chef de la *Gazette rhénane*. La répression de 1843 a raison de son journal et il part à Paris, où il dirige *Les Annales franco-allemandes*, rapidement censurées. Il profite de ce chômage forcé pour écrire ses premiers essais philosophiques, notamment une lecture critique de son maître, Hegel, qui aura une très grande influence sur sa lecture dialectique de l'histoire. À Paris, il épouse Jenny von Westphalen et rencontre Friedrich Engels, avec qui il écrit ses œuvres les plus fameuses. Cependant, il doit quitter Paris en 1845, les Français ayant cédé aux injonctions du roi de Prusse réclamant sa tête^b. Il arrive à Bruxelles, et c'est de Belgique qu'il voit se lever le Printemps des peuples. Il gagne à nouveau Cologne où il refonde la « nouvelle » *Gazette rhénane*. Rapidement expulsé, il trouve refuge à Londres en 1849. C'est là qu'il observe la paupérisation des ouvriers, qui lui inspire sa théorie de l'exploitation de la force de travail et de l'aliénation par le travail.

Le philosophe se fait alors économiste, et toute son œuvre est maintenant fondée sur ce postulat : **l'économie est la matrice des phénomènes sociaux et politiques** – un postulat qui explique notamment pourquoi Polanyi ne s'est jamais résolu à être marxiste, puisqu'il construisit sa pensée sur l'hypothèse opposée. Marx assiste, en Angleterre, à la paupérisation croissante des ouvriers, malgré les avancées techniques de l'industrie et l'essaimage de la machine à vapeur notamment – ce contraste le conforte dans sa conviction d'une inéluctable lutte des classes. La cyclicité de l'économie lui donne la preuve de la chute inévitable du capitalisme, les crises de surproduction de plus en plus intenses se succédant malgré une croissance exponentielle de la production industrielle, grâce aux chemins de fer notamment.

Ces inégalités, auxquelles les ouvriers commencent à répondre par l'unionisme (avec par exemple l'Union nationale des métiers, fondée en 1834), ne sont guère résorbées, tant la bourgeoisie conserve jalousement le pouvoir et la propriété. Ce constat lui inspire principalement *La Lutte des classes en France* et *Le 18 Brumaire de Napoléon Bonaparte*. L'essentiel de son œuvre a été écrite à la fin des années 1860. Très affaibli par son travail acharné (il mit tout de même quatorze ans à écrire le premier livre

du *Capital* paru en 1867 !), son activité se réduit comme peau de chagrin jusqu'à sa mort, en 1883.

Ses influences sont multiples : Proudhon, bien sûr, avec qui il partage l'idée que la propriété est source d'exploitation et d'aliénation, mais avec lequel il rompt rapidement, au moment de l'écriture des *Manuscrits de 1844* (ou *Manuscrits parisiens*) publiés seulement en 1932. Fourier et Owen, qui ont cherché à convertir leur critique de la propriété bourgeoise par l'action, l'un créant le phalanstère, l'autre les villages coopératifs (évoqués déjà dans le chapitre consacré à Karl Polanyi). Hegel ensuite, auquel il emprunte l'idée de sa dialectique de classes antagonistes, un schéma récurrent dans la longue durée historique. L'évolution historique est fille de ces antagonismes, de ces rapports de force avec la minorité des possédants. Feuerbach est aussi très présent dans son œuvre ; il lui emprunte, tout en le critiquant largement, le concept d'aliénation. Les influences de Charles Darwin et d'Auguste Comte percent également sous sa prose : le transfert de la théorie évolutionniste dans la sphère économique, et la volonté de faire du socialisme une « science » à part entière, montrent combien Marx est un homme de son siècle.

Marx économiste rencontre bientôt la vie publique : en 1846, il crée avec Engels un comité de correspondance communiste pour rassembler les progressistes. Ils adhèrent tous deux, en 1847, à la Ligue des Justes, et lui donnent un texte fondateur l'année suivante, le *Manifeste du parti communiste*. Une analyse très pédagogique sur les dérives du capitalisme (même si le mot n'est pas encore prononcé) et un texte programmatique pour orienter l'action du prolétariat afin de renverser (violemment) l'ordre établi. La Ligue communiste est finalement fondée en 1850, prélude à la première Association internationale des travailleurs (Première Internationale, créée en 1864). Marx est mort quand est fondée la Seconde Internationale (1889) qui doit renoncer au moins provisoirement à ses prétentions internationalistes, tant le nationalisme est conquérant à ce moment-là.

Il y a quelque chose de surprenant à inscrire Marx dans le cercle des grands auteurs de l'économie politique, tant sa plume est violente avec ce qu'il considère comme une pseudo science bourgeoise, néfaste et justifiant une domination inéquitable. Il vilipende des théories dont le but est « *le malheur de la société*¹⁵⁹ ». L'erreur principale de l'économie politique

vient, pour lui, de la déshumanisation de l'individu : « *L'économie politique ne connaît l'ouvrier que comme bête de travail, comme un animal réduit aux besoins vitaux les plus élémentaires*¹⁶⁰ ». Néanmoins, il puise dans les analyses pionnières de Smith et Say les sources de sa théorie de l'exploitation :

*« L'économie politique anglaise moderne a réalisé également un grand progrès lorsqu'[elle] a expliqué avec une grande clarté que le salaire et les intérêts du capital sont en rapport inverse l'un de l'autre et que, généralement, le capitaliste ne pouvait gagner qu'en comprimant le salaire et réciproquement. Ce n'est pas l'exploitation du consommateur, mais le fait pour le capitaliste et l'ouvrier de chercher à s'exploiter réciproquement qui, selon elle, est le rapport normal »*¹⁶¹.

Au fil de la lecture, on constate que le rapport de Marx au capitalisme est ambigu : pointent, souvent, de la déception et de la frustration, comme dans cette page célèbre où il reconnaît les progrès accomplis par l'économie marchande :

*« [La bourgeoisie] [...] a réalisé bien d'autres merveilles que les pyramides d'Égypte, les aqueducs romains et les cathédrales gothiques, elle a conduit bien d'autres expéditions que les grandes invasions et les croisades*¹⁶². »

Mais le système est voué à s'effondrer sous l'effet de ses propres contradictions, l'incapacité à faire correspondre la production et la consommation et le rapport de force nécessaire entre capitalistes et ouvriers, contractualisé par le salariat.

*« La condition essentielle de l'existence et de la domination de la classe bourgeoise est l'accumulation de la richesse dans des mains privées, la formation et l'accroissement du capital ; la condition du capital est le salariat. Le salariat repose exclusivement sur la concurrence des ouvriers entre eux*¹⁶³. »

Problématique

Quelles sont les contradictions internes du capitalisme qui doivent le pousser à sa chute finale ? Comment l'homme peut-il échapper à l'aliénation par le travail, éviter d'être transformé en marchandise et ainsi déshumanisé ? Qu'a-t-il à attendre de la révolution prolétarienne ?

Le travail est une marchandise

Une aliénation de l'homme codifiée par le rapport salarial

Karl Marx s'inspire de l'analyse classique pour mieux s'en détacher : il reprend Adam Smith et David Ricardo en distinguant également la **valeur d'usage**, qui est qualitative et mesure l'utilité, et la **valeur d'échange**, une dimension plus quantitative qui correspond, comme le pense la science classique, à la quantité de travail incorporée dans le processus de production. Il diffère de ses deux prédécesseurs, cependant, en dissociant la valeur du travail et la valeur de la force de travail, et en considérant le capital comme le fruit du travail accumulé. Cette « *force de travail* » (ou « *puissance de travail* ») est « *l'ensemble des facultés physiques et intellectuelles qui existent dans le corps d'un homme, dans sa personnalité vivante, et qu'il doit mettre en mouvement pour produire des choses utiles*¹⁶⁴ ».

Le salariat est le biais par lequel le capitaliste exploite l'ouvrier, l'oblige à renoncer, au moins en partie, au produit de sa force de travail. Parce qu'il ne rémunère que ce qui est strictement nécessaire à la reconduction de sa force de travail (*grosso modo*, le « *salaire de subsistance* » évalué par Smith), le capitaliste s'approprie, devient propriétaire de ce que produit le « surtravail » de l'ouvrier, le dépossédant avec son accord implicite :

« *Il [le travail salarié] crée le capital, c'est-à-dire la propriété qui exploite le travail salarié, qui ne peut s'accroître que sous la condition de produire du travail salarié supplémentaire*¹⁶⁵. »

De plus, la manière d'utiliser la force de travail, conçue comme un rouage du processus de production, provoque l'aliénation du travail ouvrier. Utilisant de manière critique l'œuvre majeure de Feuerbach, Marx théorise

l'aliénation du travail, un double phénomène selon lui. D'une part, elle tend à déshumaniser l'ouvrier que son travail n'épanouit pas, bien au contraire :

« Dans son travail, l'ouvrier ne s'affirme pas, mais se nie, ne se sent pas à l'aise, mais malheureux ; il n'y emploie pas une libre activité physique et intellectuelle, mais mortifie son corps et ruine son esprit¹⁶⁶. »

Le travail n'est jamais l'expression de sa liberté et de sa volonté, c'est « *du travail forcé* ». Il ne satisfait pas un besoin de l'ouvrier lui-même mais permet de satisfaire d'autres besoins. D'autre part, l'aliénation vient de ce que l'ouvrier abandonne la propriété de ce qu'il produit par son travail. Ni le produit de son travail, ni son travail ne lui appartiennent. Le travail est donc « *l'activité qui est passivité, la force qui est impuissance, la procréation qui est castration* ».

Le capitaliste dépossède, par le salariat, l'ouvrier du fruit de son travail (le produit en soi), de la valeur que l'ouvrier ajoute au capital initial par son travail (la plus-value), et, surtout, de son utilité même : l'ouvrier ne tire aucun épanouissement ni aucun sentiment d'utilité de ce qu'il fait, et, en ce sens, le travail est déshumanisant.

Le salariat, consécration de la propriété bourgeoise

Le salaire est évidemment, au cœur du salariat, le moyen premier de cette exploitation. Loin de fixer un prix au « travail », le salaire restreint ce prix à la valeur de la « force de travail » employée dans la production, le salaire de subsistance qui permet à l'ouvrier, ainsi qu'à ses proches, de survivre. L'analyse approfondit finalement la lecture smithienne, reprenant aussi l'idée d'un rapport de force déséquilibré, selon Smith, entre une ligue capitaliste influente et des coalitions ouvrières muselées.

« Le salaire est déterminé par la lutte âpre entre capitaliste et ouvrier. [...] L'union entre capitalistes est habituelle et efficace, celle entre ouvriers interdite et lourde de conséquences pour eux. [...] Le taux minimum du salaire [...] est celui qui assure la subsistance de l'ouvrier pendant le travail, lui permet de nourrir une famille, pour que la race des ouvriers ne s'éteigne pas¹⁶⁷. »

Derrière ce salaire apparaît la notion de propriété : le capitaliste devient propriétaire d'une partie du travail réalisé par l'ouvrier, sans le rémunérer. Le prix du travail est donc faussé, et la valeur d'usage du travail ne correspond pas à sa valeur d'échange, contrairement à ce que prétendent les classiques. C'est cette exploitation qui permet le processus d'accumulation du capital par le capitaliste, qui, gratuitement, thésaurise la plus-value créée par ce travail salarié. Le travail est donc bien constitutif du capital, le capital est un **stock de travail agrégé**¹⁶⁸.

Cette aliénation est en fait triple : l'ouvrier est dépossédé de son travail, en grande partie ; il se transforme en marchandise monnayable sur le « marché du travail ». Et, enfin, cette perte d'identité et de substance brouille la relation que l'homme entretient avec son environnement et la nature, amenant l'homme à considérer la nature non comme une ressource vitale à protéger et un bien commun, mais comme une chose, un bien intermédiaire qui entre dans un processus de production, qu'il est normal d'utiliser intensivement, sans ménagement, sans rationnement. La nature devient un bien comme un autre, elle est privatisable. Cette évolution amène à oublier que les ressources naturelles, avant d'être des *inputs*, sont une offrande permettant la survie de l'espèce, qui devrait donc être à l'abri de l'appétit du marché. Cet oubli est la conséquence de l'aliénation : « *Plus l'ouvrier s'approprie par son travail le monde extérieur, la nature sensible, plus il se prive de moyens de subsistance*¹⁶⁹. » Il finit par oublier qu'il appartient à la nature lui-même et que sa force de travail est, en soi, une force¹⁷⁰.

Machinisme et aliénation du travailleur

La division du travail, louée par Smith pour augmenter la force productive du travail, n'a guère de vertu pour Marx, qui observe les effets abrutissants du machinisme sur la population ouvrière londonienne. La description faite par Marx des progrès du machinisme, de la complexification des machines-outils, notamment avec la généralisation de la machine à vapeur dans l'industrie métallurgique et textile, est sans équivoque :

« La machine isolée a été remplacée par un monstre mécanique qui, de sa gigantesque membrure, emplit des bâtiments entiers ; sa force

démoniaque, dissimulée d'abord par le mouvement cadencé et presque solennel de ses énormes membres, éclate dans la danse fiévreuse et vertigineuse de ses innombrables organes d'opération¹⁷¹. »

L'homme entre en concurrence avec la machine. Face aux prouesses de celle-ci, il ne peut avoir d'utilité que s'il est moins cher qu'elle aux yeux du capitaliste, si celui-ci à intérêt, par le bas coût de la force de travail, à ne pas substituer une machine à un ouvrier. Marx pressent et décrit ce que le ^{xx}e siècle prouva avec l'échange inégal dans les pays pauvres, notamment : le maintien d'emplois peu qualifiés à très bas coût dissuade l'investissement, l'innovation et le machinisme. Et des salaires au niveau de la subsistance créent des « trappes à pauvreté ».

« Les Yankees ont inventé des machines pour casser et broyer les pierres. Les Anglais ne les emploient pas parce que le “misérable” [...] qui exécute ce travail reçoit une si faible partie de ce qui lui est dû, que l'emploi de la machine enchérirait le produit pour le capitaliste. En Angleterre, on se sert encore, le long des canaux, de femmes au lieu de chevaux pour le halage, parce que les frais des chevaux et des machines sont des quantités données mathématiquement, tandis que ceux des femmes rejetées dans la lie de la population échappent à tout calcul¹⁷². »

Division du travail, mondialisation et armée industrielle de réserve

Le lien déjà évoqué par Adam Smith entre progrès de la technique et extension des marchés mondiaux est repris par Karl Marx : celui-ci oriente cependant la réflexion non sur l'offre mais sur la demande, en expliquant que la mondialisation résulte de la création, sans cesse, de nouveaux besoins. Il pointe là la capacité du capitalisme à rendre l'homme insatiable et étend à l'échelle mondiale l'analyse de la privatisation des ressources naturelles : pour répondre à ces nouveaux besoins, non vitaux, il faut puiser dans des matières premières étrangères. Par là même, le capitalisme est voué à transposer sa dynamique prédatrice sur les territoires ultra-marins. En creux, cette dynamique accentue le fossé, la déconnexion entre marché local et marché mondial. Une idée reprise à sa suite par deux de ses éminents critiques, John Maynard Keynes et Karl Polanyi.

« Les anciens besoins qui étaient satisfaits par les produits nationaux font place à de nouveaux besoins qui réclament pour leur satisfaction les produits des pays et des climats les plus lointains. L'autosuffisance et l'isolement régional et national d'autrefois ont fait place à une circulation générale, à une interdépendance générale des nations¹⁷³. »

Réfutant l'équilibre spontané du marché du travail par le prix d'équilibre entre offre et demande du travail, Karl Marx analyse le lien étroit entre progrès technique et destruction d'emplois. Avant l'analyse pionnière de Schumpeter, Marx voit bien, dans la société laborieuse qui se déploie sous ses yeux à Londres, que les progrès du machinisme conduisent à un chômage massif les moins qualifiés des ouvriers. Par leur travail, les ouvriers permettent au capitaliste de dégager une plus-value, réinvestie partiellement dans le capital constant qui lui permet d'améliorer la productivité du travail dans des proportions inédites. Il devient alors rationnel de substituer la machine à l'ouvrier, laissant dans le chômage les ouvriers les moins productifs.

Si Marx précise qu'il n'y a pas chez le capitaliste, au départ, d'intentionnalité de supprimer ces emplois, il n'en ajoute pas moins que ce dernier fait d'une pierre deux coups : d'une part, la perspective de perdre leur emploi rend ceux qui en ont un encore plus dociles, de peur de cheminer bientôt avec les infortunés ; d'autre part, le « stock » de chômeurs permet de maintenir les salaires, indépendamment des gains de productivité offerts par la machine, au niveau du salaire de subsistance, si bien que les gains de productivité ne sont pas redistribués sous la forme d'augmentation de salaire.

« En produisant l'accumulation du capital, [...] la classe salariée produit donc elle-même les instruments de sa mise en retraite ou de sa métamorphose en surpopulation relative. Voilà la loi de population qui distingue l'époque capitaliste et correspond à son mode de production particulier. [...] Elle forme une armée de réserve industrielle [...]. La présence de cette réserve industrielle [...] se retrouve au fond de la vie accidentée que traverse l'industrie moderne, avec son cycle décennal à peu près régulier¹⁷⁴. »

La domination masculine et patriarcale de la bourgeoisie

Moins connus dans l'œuvre de Marx sont les passages dissertant, digressant presque, sur les inégalités sociales hommes-femmes et parents-enfants au cœur de la société « bourgeoise ». Ces inégalités sont un avatar de la société de marché, selon lui. On retrouve aussi sous sa plume le moralisme que son éducation protestante a insufflé : le bourgeois est corrupteur, il soumet la femme à son désir, institutionnalise la prostitution, et le capitaliste rétablit une forme de droit de cuissage à l'égard des filles des prolétaires. Comble de l'immoralité, les capitalistes n'hésitent pas à échanger leurs propres épouses, les réduisant à des objets, comme leurs salariés.

Dans ce portrait, Marx répond aux critiques adressées aux communistes par les conservateurs, et les capitalistes de vouloir « mutualiser » les femmes, opposant un portrait idyllique de la famille bourgeoise au dévoiement de la communauté communiste. Cette analyse au vitriol démystifie la cellule familiale, la morale bourgeoise et prétend y substituer une morale plus égalitaire, horizontale, faisant exploser tous les carcans de la société paternaliste d'alors.

« Le bourgeois voit en sa femme un simple instrument de production [...]. Nos bourgeois, non contents que femmes et filles de prolétaires soient à leur disposition, pour ne rien dire de la prostitution officielle, trouvent le plus grand plaisir à séduire réciproquement leurs femmes légitimes¹⁷⁵. »

Attention cependant, car il ne faut pas considérer que cette inégalité sexuée est l'apanage de la bourgeoisie ; le vice du capitalisme est qu'il normalise cette inégalité et la fait ruisseler sur les prolétaires :

« Jadis, l'ouvrier vendait sa propre force de travail dont il pouvait librement disposer, maintenant il vend femme et enfants ; il devient marchand d'esclaves. [...] La demande du travail des enfants ressemble souvent, même pour la forme, à la demande d'esclaves nègres telle qu'on la rencontra dans les journaux américains¹⁷⁶. »

Le communisme est, devant cet état de fait, le seul biais d'émancipation des femmes et des enfants :

« Nous reprochez-vous de vouloir abolir l'exploitation des enfants par les parents ? Nous avouons ce crime. »

Le matérialisme historique à l'œuvre

Le *Manifeste du parti communiste*, coécrit avec Friedrich Engels, jette les bases du **matérialisme historique**, d'inspiration hégélienne, qui façonne la pensée marxiste. Dans une lecture évolutionniste, Marx explique que différentes organisations sociales et systèmes de production se sont succédé dans le temps. Le passage de l'un à l'autre est vu comme un progrès et résulte d'un rapport de force entre dominants et dominés, une frange active et grandissante des dominés accédant peu à peu, et violemment, au pouvoir pour se substituer aux dominants en déclin.

L'auteur explique ainsi que la féodalité s'est substituée à la période esclavagiste, puis que le capitalisme a délivré les hommes du fardeau des servitudes féodales. Précisons que Marx assiste aux derniers feux de cette société féodale, puisque les droits seigneuriaux sont abolis en Autriche en 1849 et le servage, en Russie, en 1861. Reprenant la dialectique hégélienne, il annonce la fin prochaine du capitalisme, empêtré dans la lutte entre le prolétariat, qui a pris conscience au moins pour partie de son exploitation, et les capitalistes que le mode de production bourgeois oblige à accentuer l'exploitation de ce même prolétariat.

Le matérialisme est néanmoins révolutionné par Marx, par la distinction de la superstructure et de l'infrastructure : par **infrastructure**, il entend les conditions économiques et matérielles ; par **superstructure**, les lois, les religions, les institutions, etc. Sa lecture dialectique le pousse à faire de l'événement la résultante, à divers niveaux, de l'infrastructure et des superstructures. On sait à quel point l'histoire fut influencée par cette vision. Il suffit de s'en référer pour cela à l'œuvre magistrale de Fernand Braudel, notamment à la conception de sa thèse sur la Méditerranée¹⁷⁷, au discrédit jeté sur l'événement, au privilège de la longue durée et, bien sûr, à son analyse de cette civilisation matérielle. À moindre échelle, la

remarque vaut pour la première partie de l'œuvre d'Emmanuel Le Roy Ladurie.

Les « classes » composant la société

Que sont le prolétariat et le *Lumpenproletariat* ?

La définition du prolétaire est construite, par sédimentation, dans plusieurs œuvres de Karl Marx. Dans le *Manifeste* de 1848, il le présente ainsi :

« Le prolétaire ne possède rien ; [...] les lois, la morale, la religion sont pour lui autant de préjugés bourgeois derrière lesquels se cachent des intérêts bourgeois¹⁷⁸. »

Le prolétariat se définit également par sa position de dominé dans le rapport de force avec le détenteur de capital ; cependant il tire profit de la loi du nombre pour renverser ce rapport de force. Comprenant qu'il est réduit au statut de marchandise, le prolétaire prend conscience de sa fragilité dans le système capitaliste et se révolte :

« La bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui lui donneront la mort ; elle a aussi engendré les hommes qui manieront ces armes – les ouvriers modernes, les prolétaires¹⁷⁹. »

Le prolétariat n'est pas une masse uniforme. Au bas de l'échelle, les pauvres parmi les pauvres constituent un *Lumpenproletariat*, prompt à se faire manipuler par les élites bourgeoises.

Marx n'échappe pas au mépris de classe qu'il dénonce chez les tenants de la bourgeoisie, et sa description n'est guère éloignée de celle de la « populace » par les élites conservatrices de son temps, effrayées par ces classes laborieuses et dangereuses. Cette méfiance à l'égard de la plèbe (on sent constamment chez lui des résurgences de l'histoire romaine, un domaine où il excelle) le porte à ne pas en faire un moteur de la lutte des classes. Déjà, apparaît en creux l'idée d'une confiscation provisoire de la révolution par une avant-garde.

« Le Lumpenproletariat, cette putréfaction passive des couches les plus basses de la vieille société, est entraîné par endroits dans le mouvement par la révolution prolétarienne, mais toute sa situation le prédispose à se laisser acheter pour des machinations réactionnaires¹⁸⁰. »

Le bourgeois, le capitaliste et le rentier

Aux antipodes de ces ouvriers, on trouve les détenteurs de capital, la bourgeoisie, dont Marx analyse la progression depuis les communes italiennes du Moyen Âge. La classe bourgeoise est une classe opportuniste, qui a su transformer et perpétuer dans le temps ses privilèges acquis. Marx note, dans d'autres œuvres, la difficulté d'embrasser les dynamiques de la bourgeoisie dans une même théorie, comparant notamment, dans *Le Dix-huit Brumaire*, les cas français et anglais. On voit encore, dans sa description, toute la rhétorique marxiste à l'œuvre :

- d'abord, la primauté de l'économie (la bourgeoisie s'impose en changeant le mode de production et en substituant, au système de protection féodal, l'objectif de maximisation du profit par une économie d'échanges marchands) ;
- ensuite, l'édification de nouvelles règles sociales et morales (le passage d'un système chevaleresque à l'éthique du capitalisme) ;
- enfin, la tentative de perpétuer la domination (les révolutionnaires d'un jour deviennent les conservateurs du nouveau monde).

La bourgeoisie a ainsi pris la place de la classe aristocratique et féodale. Initialement dominée, elle a su, par la marchandisation du travail, renverser le système, détruire la féodalité et imposer le capitalisme, avec le soutien de l'État. De contre-pouvoir, elle est devenue pouvoir.

Par ailleurs, la bourgeoisie, comme le prolétariat, n'est pas un tout uniforme. Marx distingue en premier lieu le **capitaliste rentier** et le **capitaliste preneur de risque**. Seul le second a, sous sa plume, le qualificatif de « capitaliste », le premier étant rattaché à l'ancien monde aristocratique :

« Le propriétaire foncier et le capitaliste, qui ne sont que des dieux privilégiés et oisifs, sont, d'après la même économie politique, partout supérieurs à l'ouvrier et lui prescrivent des lois¹⁸¹. »

Leurs intérêts sont également divergents ; il existe donc aussi, au sein de la bourgeoisie, un rapport de force, celui de l'ancien monde et du nouveau. S'ils ont en commun l'instinct de propriété, le premier est tourné vers l'immobilisme, le second vers le mouvement ; le premier vers l'agriculture, le second vers l'industrie ; le premier vers un mode de vie aristocratique, quand le second anticipe la vision schumpétérienne du preneur de risque et la vision néoclassique de l'*homo æconomicus*, parfaitement rationnel¹⁸².

La place ambiguë des classes moyennes dans la société capitaliste

La position de Karl Marx sur les classes moyennes ne se laisse pas saisir facilement. *A priori*, l'auteur a tendance à les exclure irrévocablement du prolétariat. Elles partagent les valeurs de la bourgeoisie, le goût du travail, le mérite, le désir d'enrichissement, la transmission d'une épargne et d'un patrimoine à la génération suivante, dans l'espoir de jouir d'une mobilité sociale ascendante.

« Les classes moyennes, le petit industriel, le petit commerçant, l'artisan, le paysan, tous combattent la bourgeoisie pour préserver de la disparition leur existence de classes moyennes. Elles ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservatrices¹⁸³. »

Cependant, les classes moyennes restent irréductibles à ce schéma binaire qui oppose les bourgeois aux capitalistes ; parmi elles, il faut distinguer les indépendants n'employant pas de salariés, qui sont une partie de la petite bourgeoisie. Marx revient sur leur cas spécifique en expliquant que, contrairement aux salariés, ils peuvent, en créant des marchandises, s'approprier au moins une partie de la plus-value. Comme possesseurs de moyens de production, ils apparaissent comme des capitalistes. Mais ils s'emploient eux-mêmes comme salariés, s'exploitant eux-mêmes, en quelque sorte. Sous la pression de la concurrence des industries capitalistes, les artisans indépendants des classes moyennes sont voués à disparaître, soit en devenant à leur tour des capitalistes, soit, pour la plupart, en étant relégués dans le prolétariat.

Enfin, et surtout, l'intelligentsia issue des classes moyennes bourgeoises s'extrait de la classe bourgeoise :

« Comme autrefois une partie de la noblesse est passée à la bourgeoisie, une partie de la bourgeoisie passe maintenant au prolétariat, et notamment cette partie des idéologues bourgeois qui sont parvenus à la compréhension théorique de l'ensemble du mouvement historique¹⁸⁴. »

Son cas personnel, comme le cas de la plupart des révolutionnaires issus de l'extrême gauche à sa suite, conforte assez cette vision. Les défenseurs les plus acharnés du marxisme ont pour la plupart son profil : des études supérieures, et un milieu d'origine plutôt avantage, au moins sur le plan culturel.

L'argent à l'origine du rapport de force dominants-dominés

Le pouvoir de l'argent

L'argent donne à l'homme, selon Marx, un « *droit de commandement sur tout le travail d'autrui*¹⁸⁵ ». Le travail, dans ce système, est l'instrument de la domination de la bourgeoisie ; celui qui peut acheter le travail des autres les inféode à son objectif, à savoir maximiser la plus-value, accumuler du capital. Il y revient longuement à la fin de son troisième manuscrit, expliquant à quel point ce pouvoir de l'argent devient constitutif de l'identité du capitaliste. Il est, selon lui, un talisman, il a un pouvoir quasi magique, il transforme le réel, ou plutôt le pervertit, l'inverse, dans une sorte de carnaval.

« Je suis laid, mais je peux m'acheter la plus belle femme. Donc je ne suis pas laid, car l'effet de la laideur, sa force repoussante, est annulé par l'argent [...]. [L'argent] transforme les imperfections et chimères réelles, les forces essentielles réellement impuissantes qui n'existent que dans l'imagination de l'individu, en forces essentielles réelles et en pouvoirs¹⁸⁶. »

La prise de conscience de l'exploitation, matrice de la révolution

Le prolétariat est l'expression, pour Marx, d'une politisation des ouvriers ; les ouvriers sont d'abord une classe sociale « en soi », ils sont unis par les caractéristiques communes de leur travail, de leur existence, de leur culture. L'avènement du prolétariat correspond au passage à un stade supérieur, celui de la classe « pour soi », consciente d'avoir des intérêts communs à défendre et s'organisant pour les défendre. Là encore, le passage d'un stade à l'autre procède par degrés, selon une logique évolutionniste.

« Ce sont d'abord les ouvriers isolés qui entrent en lutte, puis les ouvriers d'une usine, d'une branche d'industrie, en un même point, contre un même bourgeois, qui les exploite directement. Ils dirigent leurs attaques non seulement contre les rapports bourgeois de production ; ils anéantissent les marchandises étrangères en concurrence, ils cassent les machines, ils mettent le feu aux usines. [...] De plus en plus, les conflits individuels entre ouvriers et bourgeois prennent le caractère de conflits entre deux classes. Les ouvriers commencent par former des coalitions contre les bourgeois ; ils se groupent pour maintenir leur salaire. Ils vont jusqu'à fonder des associations durables pour se pourvoir en cas de soulèvements éventuels. Par endroit, la lutte éclate en émeutes¹⁸⁷. »

Une exploitation inséparable de la baisse tendancielle du taux de profit

La pierre angulaire du marxisme réside dans l'approfondissement d'une des conclusions de Ricardo, à savoir l'idée d'une baisse inexorable du taux de profit dans le système capitaliste, contrairement à ce qu'avait pensé Smith, conduisant à l'état stationnaire de l'économie. Réfutant l'idée d'un état « stationnaire », Marx estime, lui, que les contradictions internes du capitalisme (l'écart entre l'accroissement des richesses au plan global et la paupérisation des prolétaires notamment) aboutira à l'implosion du système capitaliste, une frange des éléments exploités s'insurgeant et mettant à bas la propriété capitaliste. Implicite dans ses œuvres de jeunesse, cette analyse est théorisée dans le premier livre du *Capital*, paru

en 1867. Pour comprendre la logique marxiste, il faut tout d'abord revenir sur un certain nombre de définitions de l'auteur.

Capital constant et capital variable

Cette distinction est centrale dans la conception marxiste, et pourtant elle reste un élément critiquable. Le **capital constant** est constitué par les locaux, les machines et les intrants ; le **capital variable** est la main d'œuvre, dont on verra ensuite qu'elle est, pour Marx, seule source de la plus-value. Le rapport entre les deux, sur lequel Marx fonde sa théorie de l'exploitation et la baisse tendancielle du taux de profit (voir p. 167), est mathématiquement discutable.

Le capital constant est un stock, sujet à une dégradation de sa valeur régulière et prévisible (ce que l'on appelle l'**amortissement**, et que Marx intègre à son analyse comme « *la valeur qu'il perd lui-même par son dépérissement dans le cours du travail* ¹⁸⁸ »), alors que le capital variable est un flux, comme la plus-value. Le capital constant correspond aux moyens de production, matières premières et biens d'équipement. Le capital variable change de valeur au cours de la production ; il s'agit de la main d'œuvre qui produit la plus-value¹⁸⁹.

Plus-value absolue et plus-value relative

Pour comprendre sa conception de la plus-value, il faut avoir à l'esprit ce que Marx décrit comme le « surtravail » : le **surtravail** est, au-delà du « travail nécessaire » à la subsistance, le « *surplus destiné à produire la subsistance du possesseur des moyens de production* ¹⁹⁰ ». Il fait surgir une différence entre la **plus-value absolue** (« *la plus-value produite par la simple prolongation de la journée de travail* ») et la **plus-value relative** (« *la plus-value qui provient au contraire de l'abréviation du temps de travail nécessaire et du changement correspondant dans la grandeur relative des deux parties dont se compose la journée* »).

Supposons une journée qui comprend 12 heures de travail et 12 heures de récupération ; sur les 12 heures de travail légales, 6 heures correspondent au travail nécessaire à la reconduction de la force de travail du salarié, la plus-value absolue correspond aux 6 heures non payées par le capitaliste

au-delà de ce travail nécessaire. Pour augmenter cette plus-value, le capitaliste doit tenter d'augmenter la durée du temps de travail (passer de 12 à 14 heures, par exemple), mais il bute sur les lois (interdisant le travail de certaines catégories, comme les femmes et les enfants), et plus simplement sur le temps nécessaire à la reconstitution de cette force de travail (sommeil, repas...), en deçà duquel la productivité chutera, donc le profit.

Dans un climat très concurrentiel, le capitaliste est conduit à augmenter le « surtravail » (travail « *gratis* », écrit Marx) en réduisant le « travail nécessaire ». L'augmentation de la force productive du travail par le machinisme permet au salarié de reconstituer sa force de travail en 3 heures au lieu de 6. Les 3 heures dégagées ne sont pas payées au salarié ou rendues au loisir : la plus-value relative correspond à l'excédent de plus-value généré par le surtravail ouvrier. Dans cet exemple, d'une plus-value absolue de 6 heures, on passe à une plus-value relative de 9 heures.

Taux de profit et taux de plus-value

Les deux ne sont pas identiques pour Marx. Alors que le **taux de profit** est le rapport entre la plus-value et le capital total utilisé (constant et variable), le **taux de plus-value** est le rapport entre la plus-value et le capital variable (la main d'œuvre, soit la quantité de travail). La distinction n'est possible que par acceptation de l'hypothèse de départ de Marx : le capital constant ne fait que se reproduire dans l'opération productive, si bien que la plus-value ne provient que du travail. Seul le taux de plus-value intéresse Marx, en fin de compte : il donne à lire le **taux d'exploitation**, qui n'est autre que p/v , autrement dit, le rapport entre le produit du surtravail ouvrier et le produit de son travail nécessaire¹⁹¹.

De ce fait, le rapport entre le taux de profit et la plus-value est complexe : l'accumulation du capital et le machinisme peuvent faire augmenter la plus-value (le profit capitaliste), mais font diminuer le taux de profit. Le taux de profit baisse car le capitaliste, en substituant du capital au travail, réduit le poids de la seule source de la plus-value dans la combinaison productive. En effet, la théorie de la valeur travail à laquelle adhère Marx stipule que seul le facteur travail génère une richesse nouvelle. Cependant, les gains de productivité induits par une combinaison plus capitaliste

peuvent réduire le temps de travail nécessaire à la reproduction de la force de travail.

« Le développement de la force productive du travail, dans la production capitaliste, a pour but de diminuer la partie de la journée où l'ouvrier doit travailler pour lui-même afin de prolonger ainsi l'autre partie de la journée où il peut travailler gratis pour le capitaliste¹⁹². »

La hausse du taux de plus-value qui en résulte freine alors la baisse tendancielle du taux de profit. En période de crise, cette contre-tendance peut même prendre temporairement le dessus, et le taux de profit se redresse.

Une violence révolutionnaire inéluctable

La victoire du prolétariat dans la lutte des classes

Conscient de l'intensité du sentiment national au milieu du XIX^e siècle, Marx préconise une mobilisation des avant-gardes dans tous les partis ouvriers d'une nation, au service d'une même énergie révolutionnaire. Il n'abdique nullement, pourtant, la volonté de mener une révolution mondiale, par la fusion progressive de ces mouvements nationaux et par un même élan international.

« La forme de lutte du prolétariat contre la bourgeoisie est en premier lieu nationale. Le prolétariat de chaque pays doit évidemment en finir, avant tout, avec sa propre bourgeoisie¹⁹³. »

Le *Manifeste* est, en outre, un manuel à destination de ces éléments avant-gardistes. Il donne le *modus operandi* pour conduire cette révolution, en assignant à ces mouvements des objectifs communs : mutualisation et étatisation provisoire des moyens de production, expropriation du capital accumulé par la bourgeoisie, interdiction du chômage, nécessité de l'éducation du peuple pour le rendre politiquement conscient. Les mouvements communistes du XX^e siècle ont appliqué (ou essayé d'appliquer) à la lettre ce bréviaire : expropriation des rentiers, impôt

fortement progressif, abolition de l'héritage, centralisation du crédit et de tous les moyens de production et de transport entre les mains de l'État, nationalisation des manufactures d'intérêt national, défrichement et réforme agraire, obligation de l'école (gratuite) et du travail pour tous¹⁹⁴.

Refusant de fonder un parti, Marx et Engels préfèrent se penser comme les guides d'un mouvement agrégeant les éléments les plus motivés parmi les partis ouvriers, insatisfaits du manque de radicalité de leur mouvement. Les auteurs répondent ainsi aux nombreux débats sur l'opportunité et la légitimité du recours à la violence, à l'éventualité aussi de la participation à des gouvernements bourgeois. Dans cette logique, la participation au gouvernement, et même l'action syndicale, sont presque des trahisons. Ils sont l'acceptation du rapport de force induit par le capitalisme. La seule option, aux yeux des rédacteurs du *Manifeste*, est donc la révolution et la violence.

« Les communistes soutiennent partout tout mouvement révolutionnaire contre les ordres sociaux et politiques établis. [...] Ils expliquent ouvertement que leurs objectifs ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout ordre social passé. Que les classes dominantes tremblent devant une révolution communiste. Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous¹⁹⁵. »

La civilisation ou prétendue telle, une « imposture »

Avec l'État bourgeois doit tomber la « civilisation », le véritable ennemi ciblé par Marx et Engels. Les auteurs n'ont pas de mots assez durs pour dénoncer cette imposture de classe qui n'est rien d'autre qu'une justification permanente de la domination bourgeoise, au nom de valeurs prétendument supérieures. Au nom de cette civilisation, des peuples tout entiers sont contraints d'adopter le mode de production bourgeois¹⁹⁶. C'est pourquoi elle est « *putréfaction* », « *débauche* » ou encore « *un cloaque* », et vise à profiter « *de la faiblesse de l'homme pour réduire l'homme faible à une machine*¹⁹⁷ ».

Au cœur de cette civilisation se trouve la mystification des droits de l'homme, qui selon Marx n'ont été universalisés par la bourgeoisie, au

moment de la Révolution française, que pour perpétuer sa domination par la reconnaissance de la propriété et sa sacralisation. Il faut en finir avec cette usurpation.

« Les idées de liberté de conscience et de liberté religieuse ne faisaient qu'exprimer dans le domaine du savoir le règne de la libre concurrence¹⁹⁸. »

Tous les pourfendeurs ultérieurs de l'ethnocentrisme européen et occidental ont puisé leur contestation du capitalisme de marché dans les théories marxistes, parce qu'elles fustigeaient la prétendue supériorité d'une civilisation européenne euphorisée par ses succès économiques, et parce qu'elle en tirait la certitude de dominer la « pyramide raciale » – y compris d'ailleurs les structuralistes, qui devaient rompre sur de nombreux points avec les penseurs marxistes. La dénonciation de la civilisation a été celle du capitalisme ou plutôt de l'expansion mondiale du capitalisme, de l'exploitation par la marchandisation à l'échelle mondiale de la force de travail. La lutte contre le colonialisme a joué le rôle d'intermédiaire dans cette dénonciation, à l'instar de Lénine lorsqu'il écrit *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, en 1917.

Le communisme, affranchissement de la tutelle bourgeoise et masculine

« Les communistes ne sont pas un parti particulier parmi les autres partis ouvriers. [...] Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus décidée, la plus mobilisatrice des partis ouvriers de tous les pays¹⁹⁹. »

Le socle de cet édifice communiste reste « l'abolition des rapports de propriété » ; il ne faut cependant pas y voir l'objectif d'une « abolition de la propriété en général, mais l'abolition de la propriété bourgeoise²⁰⁰ ». Il s'agit donc de substituer une propriété collective assurant une redistribution égalitaire des ressources, en mettant fin à la plus-value. L'État demeure ainsi, dans un premier temps, nécessaire, l'autorité ayant été récupérée par l'avant-garde éclairée pour épurer l'administration de ses éléments capitalistes et assurer cette redistribution, avant que disparaisse la nécessité même de l'État et de ses avatars – la monnaie, notamment.

En réalité, Marx et Engels ont bien conscience, au milieu du XIX^e siècle, qu'une concurrence existe entre différents types de communisme. Dans leur *Manifeste* commun, ils analysent la diversité des théories socialistes dans lesquelles le communisme peut puiser sa matière. Ils inventorient ainsi une typologie du socialisme : réactionnaire, conservateur bourgeois ou utopique.

Dans la mouvance réactionnaire, on peut distinguer un socialisme féodal, façonné par des conservateurs et des chrétiens soucieux de mettre à distance une bourgeoisie qui contrarie leur domination ; un socialisme petit-bourgeois et un socialisme « réel » allemand.

Le **socialisme féodal** est évidemment considéré comme « réactionnaire » : les anciens aristocrates ont peur de la bourgeoisie et l'attaquent car « *sous son régime se développe une classe qui va faire voler en éclats tout l'ancien ordre social*²⁰¹ » ; ces anciennes élites cherchent à attirer le peuple, à le maintenir dans la dépendance, usant de la charité : « *Rien n'est plus facile que de donner à l'ascétisme chrétien un vernis socialiste. Le christianisme ne s'est-il pas élevé lui aussi contre la propriété privée, contre le mariage, contre l'État*²⁰² ? » L'athéisme radical du marxisme pousse à voir dans les monothéismes et dans les spiritualités non seulement un « opium », mais un concurrent sur le marché des idées, un ennemi dans la conquête des masses. Son élimination est donc nécessaire.

Le **socialisme petit-bourgeois** a le mérite d'avoir analysé « *avec la plus grande acuité les contradictions des rapports de production*²⁰³ » et de penser un certain nombre de solutions, comme « *le système corporatif dans les manufactures, et l'économie patriarcale à la campagne*²⁰⁴ ». Ainsi, Owen, Fourier, peut-être même J. S. Mill sont-ils à classer dans cette catégorie, comme plus tard le solidarisme de L. Bourgeois.

Quant au **socialisme allemand**, soi-disant « vrai », il est devenu « *une arme aux mains des gouvernements contre la bourgeoisie allemande* » et de ce fait, lui aussi, « *réactionnaire*²⁰⁵ », adhérant au nationalisme.

Le **socialisme conservateur ou bourgeois** est, en fait, incarné par la pensée de Proudhon et sa *Philosophie de la misère*. Marx et Engels accusent le philosophe de vouloir « *la bourgeoisie sans le prolétariat*²⁰⁶ » et d'appeler le prolétariat à abdiquer sa haine de la bourgeoisie, afin de favoriser la promotion des petits propriétaires et la réduction de la grande

propriété. Une version « consolante » du socialisme, en somme, qui pousse les prolétaires à abdiquer la révolution en se contentant des progrès matériels offerts par la société industrielle.

Le **socialisme critique ou utopique** se voit reprocher de ne considérer le prolétariat que « *comme la classe la plus souffrante* ». Égalitaristes impénitents, ces socialistes voudraient « *améliorer la situation de tous les membres de la société, même les plus favorisés*²⁰⁷ ». Les auteurs semblent, en creux, discuter les fondements de la philosophie utilitariste de J. Bentham.

Le mouvement communiste doit transcender ses clivages, se composer des éléments les plus radicaux de tous ces courants qui refusent les demi-mesures, acceptent le recours à la violence et la nécessité de faire table rase du passé. L'essentiel de cette analyse est déjà fourni, quatre ans plus tôt, dans les *Manuscrits de 1844*, lorsqu'aux formes socialistes baptisées « *communisme grossier* », Marx oppose le « vrai communisme » :

« *Le communisme est, en tant qu'abolition positive de la propriété privée (elle-même aliénation humaine de soi), appropriation réelle de l'essence humaine par l'homme et pour l'homme. [...] Il est la vraie solution de l'antagonisme entre l'homme et la nature [...]. Il est l'énigme résolue de l'histoire et il en est conscient*²⁰⁸. »

Mise en perspective

Qui se rappelle, encore aujourd'hui, que Karl Marx a été, dans ses premiers écrits, admirateur du capitalisme ? Il lui était reconnaissant, dans ses *Manuscrits parisiens*, d'avoir fait sortir les hommes de l'âge de l'esclavage et de la féodalité, d'avoir fait émerger une élite dont le succès tenait plus à son talent qu'à sa naissance, d'avoir réalisé des choses « *aussi grandes que les pyramides d'Égypte* ». Mais les désordres politiques du XIX^e siècle, qui l'obligent à s'installer en France, la violence de la nouvelle société industrielle, qu'il observe lors de son exil en Angleterre chez Friedrich Engels, ont raison de cet enthousiasme et le poussent à une critique acerbe de l'économie politique d'Adam Smith et de David Ricardo.

Peut-on, comme le proclament certains économistes libéraux, laisser Marx à la philosophie et à l'histoire, le bannir des cursus universitaires des futurs économistes ? Ce serait une fâcheuse erreur car Marx, par son analyse du matérialisme historique, rend possible une analyse scientifique de l'histoire et pose les conditions d'existence des sciences sociales. Il formule, avant Auguste Comte, Émile Durkheim ou Karl Popper, que les phénomènes sociaux sont historiquement situés et conditionnés, donc uniques et susceptibles d'être étudiés selon une méthode scientifique. Par ailleurs, son analyse du chômage (« *l'armée industrielle de réserve* ») et de l'exploitation des prolétaires par les capitalistes, qui extorquent un « surtravail », permet de comprendre les rapports de force qui agitent la tectonique sociale et de transposer son analyse de l'exploitation à l'échelle globale. En ce sens, Marx peut être vu comme l'un des premiers penseurs critiques du processus d'extension du mode de production capitaliste et de l'échange inégal, aussi bien entre les individus qu'entre les pays. Il préfigure ainsi les travaux de Samir Amin dans *L'Échange inégal et la loi de la valeur* (1973).

Il souligne également les limites de la loi des débouchés de Say, montrant, comme Simonde de Sismondi et Thomas Malthus, que le pouvoir d'achat est aussi important que le « vouloir d'achat », et que toute offre ne peut pas rencontrer sa propre demande si les salaires sont maintenus au niveau de subsistance. Il fait ainsi figure de pionnier dans l'explication des crises de surproduction par l'insuffisance de la demande, ouvrant la voie aux analyses sur la propension à consommer de John M. Keynes.

Pessimiste, Marx ajoute à ce problème des débouchés celui de la baisse tendancielle du taux de profit : la concurrence pousse l'entrepreneur à augmenter le capital fixe plus vite que le capital variable ; or, seul le capital variable produit de la valeur : « *La croissance progressive du capital constant, par rapport au capital variable, doit avoir nécessairement pour résultat une chute graduelle du taux de profit général, à supposer que les taux de plus-value ou d'exploitation du travail par le capital restent constants*²⁰⁹. » En ce sens, Marx offre une explication cohérente à la marche vers un état stationnaire, voire à la stagnation séculaire de la croissance, revenue sur le devant de la scène avec les travaux de Robert Gordon au début de la dernière décennie. Il fait ainsi figure de théoricien des crises économiques, et pose parmi les

premiers, avec Malthus et Sismondi, que celles-ci sont dues à la sous-consommation, corollaire de l'insuffisance des revenus. Cette réflexion nourrira sans doute la pensée de Keynes sur la propension à consommer, comme levier à actionner pour s'extraire des crises (voir note p. 128).

Marx apparaît aussi comme l'un des premiers penseurs du rôle clé du progrès technique dans le cycle de production : il montre que, pour accroître (temporairement) le taux de profit, le capitaliste doit recourir aux innovations techniques (« *capital fixe* »), les intégrer dans le processus de production, les substituer au « *capital variable* » (travail) et faire ainsi augmenter la plus-value relative, tout en retardant la marche vers l'état stationnaire. Marx, enfin, dès le premier livre du *Capital* en 1867, nous interroge sur le « *fétichisme de la marchandise* », sur le fait que le bien produit soit dissocié, par l'échange monétisé, du travail humain qui l'a rendu possible. Les conséquences sont innombrables : déification de l'objet (le destin des hommes semble dépendre des choses et de leur commerce), mystification de la finance, aliénation du travailleur déshumanisé dans le processus productif, etc. Jean Baudrillard, germaniste et traducteur de Marx, sut s'en souvenir dans *La Société de consommation* (1970) ou *Le Miroir de la production* (1973).

Pourquoi un tel discrédit pèse-t-il alors sur sa pensée ? Premièrement, l'histoire semble avoir infirmé ses prophéties : partout où des régimes politiques se sont imposés en se réclamant du marxisme, les résultats économiques ont été catastrophiques au regard des performances des économies capitalistes et ont mené à d'autres formes d'aliénations, d'expropriations, de violences et d'injustices que celles décrites pour le système capitaliste. La chute de l'URSS, en 1991, a scellé, pour beaucoup d'observateurs, la « fin de l'histoire^c », en réalité la fin de l'idée communiste, renvoyée au « passé d'une illusion », pour reprendre le titre d'un essai de l'historien François Furet.

En second lieu, le marxisme reste un déterminisme : pour le philosophe, les contraintes matérielles (« *l'infrastructure* ») pèsent inévitablement sur l'action des individus et modifient les institutions qui chapeautent la société et les représentations des groupes sociaux (« *la superstructure* »). Le libre-arbitre est largement escamoté avec cette grille d'analyse, et surtout, la primauté de l'économie conduit Marx à penser que tout événement dépend de la place de l'individu dans un rapport de production.

En outre, le marxisme, tributaire de la philosophie de Hegel, édifie un schéma évolutionniste de l'histoire, fondé sur la croyance en un progrès continu de l'espèce humaine. Tout en la dénonçant, Marx s'inscrit ainsi dans une pensée classique de la modernité occidentale. Depuis les années 1960, les sciences sociales dans leur ensemble ont pris leurs distances avec cette grille de lecture marxiste et structuraliste, préférant « déconstruire » les systèmes et les identités, analyser les « agencements » des individus face aux contraintes extérieures et aux circulations, envisager que l'on puisse davantage apprendre des comportements individuels au « ras du sol » (Carlo Ginzburg, Giovanni Levi, pionniers de la microhistoire) que des groupes sociaux et des institutions, sans chercher à tout prix des lois globales d'interprétation du social.

Marx ignore, par ailleurs, des dimensions centrales de l'appartenance à une classe sociale, plus tard mises au jour par Max Weber, comme les « *chances de vie* » ou « *l'honneur social* ». En troisième lieu, l'analyse marxiste simplifie à l'excès, pour beaucoup de sociologues, la structure sociale, avec l'opposition binaire et dialectique entre prolétaires et propriétaires du capital, conduisant inéluctablement au passage de la « *classe en soi* » à la « *classe pour soi* », condition de la révolution prolétarienne. Ralf Dahrendorf apparaît comme le penseur critique de cette cristallisation entre bourgeoisie et prolétariat, dans son ouvrage *Classes et conflits de classes dans la société industrielle* (1957) : il regrette que Marx, contrairement à Max Weber, n'envisage pas que les rapports de classe puissent être liés à l'inégale distribution de l'autorité entre individus et groupes d'intérêt (la probabilité qu'un ordre soit exécuté, que A obéisse à B). Henri Mendras, également, conteste la vision polarisée de la société imaginée par Marx, en mettant en évidence, à la suite de Tocqueville au XIX^e siècle^d, la moyennisation accélérée des sociétés capitalistes au XX^e siècle. Il en déduit un modèle cosmographique qui, contrairement à Marx, donne une place et un rôle essentiels aux « *constellations centrales* » entre les « *constellations populaires* » et d'autres « *constellations* » minoritaires, parmi lesquelles les élites dirigeantes.

a. La loi de population exposée par Malthus dans son *Essai sur le principe de population* (1798) montre que la croissance, géométrique, de la population est plus rapide que celle, arithmétique, de la production de biens de subsistance ; cet écart conduit à des crises de surmortalité, des « obstacles

privatifs » (misère, épidémies...) : « *Un homme qui naît dans un monde déjà occupé, si sa famille ne peut pas le nourrir, (...) est réellement de trop sur la terre. Au grand banquet de la nature, il n'y a point de couvert mis pour lui* », écrit-il dans le chapitre 9.

b. En 1844, Marx a fortement critiqué les réformes menées par le roi de Prusse et la violente répression contre les manifestations ouvrières de Silésie. Le monarque demande à la France d'expulser Marx qu'il considère comme un dangereux révolutionnaire... Chose faite l'année suivante : le chef du gouvernement, François Guizot, répondant à la demande de l'ambassadeur de Prusse en France, Humboldt, expulse Marx qui s'installe en Belgique et renonce peu de temps après à la nationalité prussienne.

c. Expression empruntée au penseur néo-conservateur américain Francis Fukuyama, et à son best-seller *La fin de l'histoire et le dernier homme* (*The End of History and The Last Man*, 1992), à la suite d'un article paru sur ce sujet dans la revue *The National Interest* en 1989.

d. Alexis de TOCQUEVILLE est l'un des premiers à décrire dans *De la démocratie en Amérique* en 1835 et 1840 cette nouvelle catégorie entre richesse et pauvreté, qui ne ressemble nullement aux autres classes : « De même qu'il n'y a plus de races de pauvres, il n'y a plus de races de riches ; ceux-ci sortent chaque jour du sein de la foule, et y retournent sans cesse. Ils ne forment donc point une classe à part, qu'on puisse aisément définir et dépouiller. » Ce processus de « moyennisation » est pour lui la conséquence d'une « passion de l'égalité » qui rend les inégalités socialement moins acceptables. La société américaine au moment de la révolution (1776-1783), peu inégalitaire, a permis l'avènement d'un compromis fondateur.

CHAPITRE 6

J. A. SCHUMPETER

(1883-1950) :

LA DYNAMIQUE DU CAPITALISME ET SA REMISE EN CAUSE

Né en Moravie dans l'empire austro-hongrois, à Triesch, en 1883, Joseph Aloïs Schumpeter est le fils d'un industriel du textile qui décède alors qu'il n'a que quatre ans. Sa mère se remarie alors avec un officier autrichien, de vingt ans son aîné ; grâce à ce beau-père, promu, toute la famille se retrouve à Vienne. Cette union et ce déménagement assurent au futur économiste de brillantes études au Theresianum, un collège aristocratique accueillant les nobles, comme Eton en Angleterre. Vienne est alors une grande capitale intellectuelle, sans doute supérieure à Paris, et Schumpeter y reste pour faire ses études supérieures. Il suit les cours de la Faculté de Vienne, l'une des meilleures puisqu'y enseignent, entre autres, les économistes Eugen von Böhm-Bawerk (1851-1914) et Carl Menger (1840-1921). Il y a également accès à des cours de sociologie et d'histoire, et l'influence de cet enseignement multidisciplinaire sur sa représentation de l'économie semble évidente. Dans sa *Théorie de l'évolution économique*, il écrit :

« Personne ne peut espérer comprendre les phénomènes économiques d'aucune époque, y compris l'époque actuelle, à moins de posséder une maîtrise convenable des faits historiques et une dose convenable de sens historique ou de ce que l'on peut définir comme expérience historique »

Il devient docteur en droit en 1906 puis séjourne en Angleterre où il suit les cours d'Alfred Marshall à la London School of Economics, avant de se

risquer à un voyage en Égypte où il tombe malade.

Entre 1909 et 1918, il enseigne grâce au soutien de Böhm-Bawerk dans diverses universités autrichiennes (il y devient la « star » des étudiants de l'université de Czernowitz pour avoir provoqué en duel, et vaincu, le bibliothécaire qui limitait l'accès des étudiants aux livres !), puis à Columbia, à New York.

Il publie sa *Théorie de l'évolution économique* en 1911, à vingt-huit ans, conseille l'empereur en matière économique mais est mis sur la touche pour ses convictions anti-allemandes. Il s'oppose notamment à un accord douanier entre les deux pays, qui risquait de marginaliser l'Autriche dans les échanges. Après-guerre, il devient membre de la Commission de socialisation allemande, chargée de réécrire les relations entre l'État et les entreprises dans la jeune République de Weimar. Il quitte rapidement ce poste pour devenir un éphémère ministre des Finances de la République d'Autriche, poste qu'il abandonne six mois plus tard, victime d'une forte opposition politique qui le voit, en raison de ses fonctions passées en Allemagne, comme un socialiste. À ce moment-là, l'Autriche connaît un endettement massif et une inflation galopante.

En 1921, Schumpeter passe dans le privé pour prendre la direction d'une petite banque, la Biedermann Bank, mais fait faillite en 1924 à cause de la situation catastrophique de l'Autriche et de l'Allemagne dans les années 1920. 1926 est une année noire : il perd successivement sa mère, sa femme, Anna Reisinger, et son bébé. Il reprend l'enseignement en Autriche, puis en Allemagne et au Japon, avant de gagner Harvard en 1932. Il rédige alors trois de ses ouvrages majeurs, notamment *Business Cycles*, *Capitalisme*, *Socialisme et démocratie*, ainsi que son *Histoire de l'analyse économique*, dont les deux tomes paraissent en 1939. Ses étudiants s'appellent alors Paul Samuelson, John Kenneth Galbraith et Alvin Hansen.

Sa concurrence indirecte avec d'autres penseurs majeurs de l'époque, Friedrich Hayek et John M. Keynes, le font passer cependant au second plan en termes de réputation internationale. La sortie de la *Théorie générale* de Keynes éclipse notamment un livre important de Schumpeter sur la monnaie, et son *Business Cycles* reçoit un accueil mitigé, alors qu'il le considère comme son chef-d'œuvre. La plupart de ses étudiants le

quittent pour se convertir au keynésianisme. Il partage aussi, avec son homologue anglais, un train de vie dispendieux.

Auteur inclassable, Schumpeter fut conservateur, monarchiste, nostalgique de la disparition des Habsbourg mais hostile à l'Anschluss et au nazisme : « *Le conservateur le plus sophistiqué du siècle*²¹¹ », dit de lui J.-K. Galbraith. Il meurt dans le Connecticut, en 1950.

Depuis les années 1990 et la révolution numérique, Joseph Aloïs Schumpeter semble revenu en grâce dans la pensée économique. On ne compte plus les « néo-schumpétériens », ses héritiers analysant les nouveaux processus de l'innovation, les conditions de son épanouissement dans des écosystèmes interconnectés. Les techno-optimistes en sont les lointains héritiers. De la même façon, après une période d'éclipse des grandes organisations jugées moins agiles que les « gazelles », les grandes OPA des années 1990-2000 semblent avoir réhabilité les firmes globales « bureaucratiques », aux aspirations monopolistiques. Là encore, Schumpeter, apôtre de la concentration, commence à être relu avec intérêt.

Ce succès masque une période de relatif oubli, malgré l'immense œuvre de l'économiste, victime successivement de l'hégémonie des paradigmes keynésiens et néolibéraux. Schumpeter écrit beaucoup pendant les années 1930, qui voient un repli nationaliste des puissances militaristes, un protectionnisme outrancier et une peur de la stagnation séculaire (théorisée par Alvin Hansen en 1938 et alimentée par les difficultés à sortir de la crise économique de 1929). Si les préconisations monétaires de Keynes et de Friedman suscitent l'intérêt, quoiqu'antagoniques, les analyses de Schumpeter sur les cycles économiques séduisent peu, même dans le cénacle des spécialistes. L'heure est à la critique, acerbe, à l'instar de Kuznets qui ironise sur le « surhomme » qu'est l'entrepreneur :

« D'où sort cet entrepreneur, sorte d'élus des dieux, qui viendrait expliquer l'innovation et le progrès, tirant par la seule force de son énergie tout le système, jusqu'à ce que la fatigue le gagne »²¹².

Les théories de Keynes, mises en pratique par ses disciples après la Seconde Guerre mondiale, éclipsent les conclusions en la matière de Schumpeter, sur le cycle du crédit notamment, et font de l'État un acteur majeur de la croissance par sa politique économique. Dans le cadre du

compromis fordien, la croissance durable fait naître chez les contemporains la certitude que le progrès technique conduit automatiquement au progrès matériel. Il enrichit des couches toujours plus larges des sociétés consuméristes. La crise des années 1970 change partiellement la donne en renversant les représentations de l'innovation. Comme le remarque Daniel Cohen dans *Les Infortunes de la prospérité* (1994) :

« En même temps qu'il enrichit, le progrès technique détruit [...]. Chaque année, [...] quatre millions d'emplois sont détruits, et un nombre équivalent est créé. Si plus de croissance veut dire en réalité plus encore de ces transformations, il est possible qu'elle signifie plus de chômage. »

Mais la crise ne redonne pas pleinement son lustre aux théories schumpétériennes : la période voit un retour du dogme néo-classique, largement contesté par Schumpeter, avec les penseurs néolibéraux et monétaristes qui prônent le laisser-faire, la concurrence mondiale et la dérégulation dans tous les domaines (sauf celui de la concurrence), pour renouer avec la croissance en bridant l'inflation et en financiarisant davantage l'économie.

Il faut attendre les années 1980 pour que s'opère un retournement : d'une part, la pensée des cycles est renouvelée par les théoriciens des cycles réels (Finn Kydland, Edward Prescott), qui montrent que la récession et la croissance sont des réponses à des chocs technologiques exogènes occasionnant des différentiels aléatoires de productivité ; d'autre part, le succès des penseurs de l'économie de la croissance endogène (Paul Romer, Robert Barro, Robert Lucas) ramène au premier plan les liens entre croissance et innovation. Tous mettent l'accent sur l'importance de la formation, de l'apprentissage, des institutions et de l'innovation, sources d'externalités positives qui font de la croissance un processus auto-entretenu, sans avoir à redouter son épuisement (modèle de Solow).

Depuis 1991, trois éléments ont achevé cette résurrection intellectuelle du grand penseur autrichien :

- En premier lieu, la chute de l'URSS a mis en lumière les succès du capitalisme mondialisé, avec la réduction statistique de l'extrême pauvreté et la dotation de classes moyennes élargies en biens durables.

- En deuxième lieu, la pensée évolutionniste et darwinienne du marché de Schumpeter, dans des sociétés laissant se creuser les inégalités et se multiplier les crises financières, a retrouvé sa vigueur, y compris auprès des pouvoirs publics : l'État revendique un rôle d'impulsion dans l'innovation (ex. : pôles de compétitivité en France), alors que les entreprises géantes ont tendance à externaliser leur recherche et développement.
- Enfin, l'essoufflement des innovations de la deuxième révolution industrielle, à la fin des Trente Glorieuses, et l'avènement d'une troisième révolution industrielle avec ses innovations de rupture, redonnent une place décisive aux petites entreprises innovantes et aux entrepreneurs innovateurs : « *Small is beautiful* », de nouveau, clame Ernst Friedrich Schumacher dès 1973.

Problématique

Pourquoi l'innovation, l'entrepreneur et la démocratie libérale expliquent-ils les « crises de croissance » du capitalisme ? L'innovation détruit-elle plus d'emplois qu'elle n'en crée ?

L'entrepreneur, chef d'orchestre du marché

Généalogie de la pensée schumpétérienne de l'entrepreneur

La définition schumpétérienne de l'entrepreneur s'appuie sur un certain nombre d'auteurs plus anciens, qui ont fortement influencé Schumpeter :

- **Max Weber**, en 1905, dans *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, distingue l'entrepreneur de « l'aventurier capitaliste » :

« Un jeune homme d'une famille d'entrepreneurs s'était rendu à la campagne ; il y sélectionne avec soin les tisserands qu'il voulait employer ; il aggrave la dépendance et augmente la rigueur du contrôle de leurs produits, les transformant ainsi de paysans en ouvriers. D'autre part, il change les méthodes de vente [...]. En même temps, il agit selon le principe : réduire les prix, augmenter le chiffre d'affaires²¹³. »

- **Werner Sombart**, à qui Fernand Braudel attribue la paternité du mot « capitalisme » dans *La Dynamique du capitalisme*, complète cette vision dans *Le Bourgeois* (1913), il s'agit « *de la réunion dans une seule personne de l'entrepreneur et du commerçant* ». Il est à la fois « *l'inventeur de nouvelles formes d'organisation économique de la production, du transport et de la vente* » et en tant qu'inventeur, « *il ne se contente pas, comme l'inventeur pur, d'avoir fait une invention : il faut qu'il lui communique la vie* ». Il est par ailleurs :

« L'homme qui fait des découvertes [...]. Découvertes en intensité et en étendue. En étendue, lorsqu'il ouvre de nouveaux champs à son activité [...], en intensité, lorsque dans les domaines déjà conquis il découvre de nouveaux besoins²¹⁴. »

Conquérant et organisateur, cet entrepreneur semble doté de qualités de leadership :

« Il doit posséder l'esprit de décision et la force nécessaires pour vaincre les obstacles qu'il rencontre sur son chemin. »

Il conclut sur le fait que « *l'entrepreneur représent[e] le rythme, le commerçant la mélodie de la symphonie capitaliste* ».

- **Alfred Marshall**, en 1890, invente quant à lui la métaphore du « chevalier-entrepreneur ». Il différencie deux classes d'entrepreneurs, « *ceux qui introduisent des méthodes nouvelles et meilleures, et ceux qui suivent les sentiers battus* ». Pas de prédisposition familiale ou héréditaire à l'entrepreneuriat, « *les grands entrepreneurs sont des hommes nouveaux* » ; le « chevalier-entrepreneur » doit être animé d'une « *insouciance naturelle* » pour « *forcer le passage* », faire sauter les goulets d'étranglement.
- **Pierre Leroy-Beaulieu** y ajoute également une vision organique, écrivant en 1896 :

« L'entreprise, c'est l'organisme économique ; l'entrepreneur c'est le centre nerveux qui lui donne la vie, la conscience, la direction. L'entrepreneur, c'est le point capital, la force motrice de la structure sociale. [...] Le héros, au point de vue économique, c'est le grand

entrepreneur qui a su mesurer les besoins humains insuffisamment satisfaits, concevoir les moyens d'y pourvoir mieux, les réunir, les mettre en œuvre, créer de nouvelles installations efficaces, ou notablement améliorer les anciennes. La sélection naturelle et libre peut seule produire les hommes de cette trempe²¹⁵. »

Schumpeter en déduit, dans sa *Théorie de l'évolution* (1911), la définition suivante, synthétique :

« Nous appelons “entreprise” l'exécution de nouvelles combinaisons et également ses réalisations dans des exploitations, etc., et “entrepreneurs” les agents économiques dont la fonction est d'exécuter de nouvelles combinaisons et qui en sont l'élément actif²¹⁶. »

L'entrepreneur schumpétérien

Résumons en quelques mots : l'entrepreneur schumpétérien amène de nouvelles combinaisons productives, il n'invente pas mais modifie l'agencement des facteurs de production. Il imagine des moyens de répondre différemment aux besoins des consommateurs et sait, non pas produire l'invention, mais leur vendre. Il est intuitif, dispose de leadership pour qu'on le suive dans un projet et son financement, et se montre capable de penser « *out of the box* ». Une vision toujours organique, et darwinienne, où l'entrepreneur est le cœur du corps social, impulse le mouvement aux membres routiniers de l'économie, réveille la concurrence en tentant de la déborder. Chaque individu qui introduit une innovation peut donc espérer devenir un entrepreneur. Il peut être un salarié d'une entreprise : sa qualité n'est pas attachée à une position mais à une fonction créative.

L'entrepreneur, l'inventeur et l'innovateur

L'invention, tout d'abord, n'est pas toujours nécessaire à l'innovation, au regard de la définition que Schumpeter donne de celle-ci. L'innovateur n'est pas un « Géo Trouvetou » ; il peut certes créer de nouveaux produits mais il peut aussi, simplement, améliorer l'existant, trouver de nouveaux moyens d'utiliser un produit, réduire le coût d'utilisation d'une invention, etc.

James Watt est un bon exemple de cette distinction. Il n'invente nullement la machine à vapeur, mais perfectionne la pompe à feu de Thomas

Newcomen pour qu'elle gaspille moins de charbon en rajoutant une pièce, le condenseur, qui la rend plus économe. Ensuite, il sait s'associer avec un sidérurgiste, William Boulton, et lui montrer le potentiel de sa machine pour sa propre activité. Il comprend aussi comment inciter les industriels à utiliser sa trouvaille, et ne se risque pas à demander des sommes colossales en échange de ses machines : les financiers ou les banquiers risqueraient de refuser de les lui acheter. Il leur propose un système de *leasing*, leur loue la machine et ne leur en vend que l'usage, ce qui lui permet de réinvestir le profit pour multiplier les machines à vapeur et les perfectionner.

« L'entrepreneur typique ne se demande pas si chaque effort auquel il se soumet lui promet un excédent de jouissance suffisant. [...] Il crée sans répit, car il ne peut rien faire d'autre ; il ne vit pas pour jouir voluptueusement de ce qu'il a acquis. [...] Et la motivation qui permet d'interpréter sa conduite est assez facile à concevoir. Il y a d'abord en lui le rêve et la volonté de fonder un royaume privé, le plus souvent, quoique pas toujours, une dynastie aussi. Un empire qui donne l'espace et le sentiment de la puissance. [...] Puis vient la volonté du vainqueur. D'une part, vouloir lutter, et de l'autre vouloir remporter un succès pour le succès même [...]. La joie enfin de créer une forme économique nouvelle. [...] Notre entrepreneur [...] apporte des modifications à l'économie, il y fait des tentatives hasardeuses en vue de ces modifications et précisément en raison de ses difficultés²¹⁷. »

Dans cet extrait, Schumpeter conteste la réduction de l'entrepreneur à un *homo æconomicus* rationnel. Ce n'est pas le profit qui guide son action, avec pour aiguillon l'égoïsme et le souci de la maximisation qui en résultent, mais plutôt la volonté de fonder un « royaume privé » dans un cadre extrêmement compétitif. Sa motivation a plus à voir avec le désir de puissance qu'avec l'appât du gain. Une fois encore, on perçoit bien l'influence du darwinisme sur l'auteur et l'importance de la psychologie individuelle dans la compréhension de l'action humaine. Comme Weber, il questionne un état d'esprit et une volonté.

Banquier, entrepreneur, innovateur : le tiercé gagnant de la croissance

La technique devenant déterminante pour différencier les entreprises, dans ce siècle positiviste, elle doit cependant être financée, et ni l'entrepreneur, ni l'inventeur n'ont les capitaux nécessaires pour produire à grande échelle ou diffuser une innovation. C'est là qu'intervient le banquier.

« Le banquier n'est donc pas surtout un intermédiaire dont la marchandise serait la "puissance d'achat" ; il est d'abord le producteur de cette marchandise. [...] Il a une position intermédiaire entre ceux qui veulent exécuter de nouvelles combinaisons et les possesseurs de moyens de production. Il est dans sa substance même un phénomène de l'évolution [...]. Il rend possible l'exécution de nouvelles combinaisons²¹⁸. »

Le banquier apparaît, au sens premier, dans sa fonction d'intermédiation, entre l'apporteur de capitaux et l'entrepreneur : c'est un entremetteur en capital. Il est le produit de l'histoire du capitalisme, rendu possible par la concurrence entre des entreprises qui cherchent à accroître leur part de marché et trouvent, dans l'innovation, les avantages comparatifs pour y parvenir. Le banquier devient ainsi le frère jumeau de l'entrepreneur car, comme l'exprime Schumpeter,

« On ne peut devenir entrepreneur qu'en devenant auparavant débiteur. S'endetter appartient à l'essence de l'entreprise et n'a rien d'anormal²¹⁹. »

L'investissement par endettement est donc un préalable à l'existence de l'entrepreneur. Ce dernier ne possède pas l'épargne nécessaire à son investissement ; il doit donc contracter un crédit. Un raisonnement d'une certaine manière keynésien, puisque la croissance dépend des capacités d'innovation, elles-mêmes conditionnées par les prêts concédés par les banquiers, et donc par des taux d'intérêt plutôt faibles qui découragent l'épargne oisive.

L'essor du système bancaire est la condition de l'évolution économique dans la perspective darwinienne de Schumpeter ; dans un jeu de va-et-vient, les entreprises soucieuses d'innover pour gagner des parts de

marché et se différencier de la concurrence ont un besoin en prêts de plus en plus important. Pour y répondre, les banques doivent se regrouper, se concentrer, afin d'avoir une taille suffisante et d'être capables d'assumer le risque inhérent à leurs projets.

Le circuit et l'évolution

Schumpeter oppose, dans sa théorie darwinienne de l'économie, « *le circuit* » et « *l'évolution* ». Dans le « *circuit* », l'économie est « *statique* », « *calme, passive et conditionnée par les circonstances* » ; avec l'évolution, on passe à une économie dynamique caractérisée par le « *passage de l'économie nationale d'un centre de gravitation donné à un autre*²²⁰ ».

Au cœur de cette « évolution », encore, on retrouve cet entrepreneur et sa prise d'initiative, rendue possible par la prise de risque du banquier ; on perçoit, comme chez Marx d'une certaine manière, comme chez Smith, une vision organique de l'économie comme corps animé par le souffle de l'entrepreneur, et dont le cœur ne peut battre que s'il est approvisionné en liquidités par le banquier. Cette dynamique n'est possible, évidemment, que parce que l'entrepreneur fait naître de nouveaux besoins de consommation, bouscule la routine des organisations en modifiant les méthodes de production, cherche à étendre ses parts de marché ou à s'approprier de nouvelles ressources.

« En fait, l'impulsion fondamentale qui met et maintient en mouvement la machine capitaliste est imprimée par les nouveaux objets de consommation, les nouvelles méthodes de production et de transport, les nouveaux marchés, les nouveaux types d'organisation industrielle, tous les éléments créés par l'initiative capitaliste²²¹. »

Au fil du temps, la division du travail s'est tellement complexifiée et les organisations ont connu une telle croissance qu'il est devenu impossible à l'entrepreneur de rester romantique. Dans un univers de spécialistes, d'experts, avec une parcellisation des tâches accentuée, l'entrepreneur semble s'être mué en gestionnaire. La disruption permanente n'est plus son horizon (« l'évolution »), il tombe dans la froide routine du « circuit ». Schumpeter l'explique notamment par le fait que les donneurs d'ordre exigent des résultats qui minimisent la prise de risque initiale.

« Le progrès technique devient toujours davantage l'affaire d'équipes de spécialistes entraînés qui travaillent sur commande et dont les méthodes leur permettent de prévoir les résultats pratiques de leurs recherches. Au romantisme des aventures coloniales d'antan succède rapidement le prosaïsme, en notre temps où il est devenu possible de soumettre à un calcul strict tant de choses qui naguère devaient être entrevues dans un éclair d'intuition géniale²²². »

La financiarisation croissante de l'économie n'est pas étrangère à la disparition de ce bouillonnant corps : le fournisseur de capital est devenu un actionnaire déterritorialisé qui ne connaît pas le métier, n'a pas la propriété des machines et n'emploie pas directement des salariés. Il détient des titres de propriété et n'a pas à défendre un établissement ni les gens qui y travaillent. Il peut plus facilement sacrifier ce « titre », l'échanger contre d'autres plus profitables. Le profit prime donc le projet ; l'entreprise n'est plus qu'une organisation à but commercial, elle perd sa qualité première de projet collectif animé par un entrepreneur aventureux et combatif.

« L'évolution capitaliste, en substituant un simple paquet d'actions aux murs et aux enceintes d'une usine, dévitalise la notion de propriété [...]. Le possesseur d'un titre abstrait perd la volonté de combattre économiquement, politiquement, physiquement pour son usine²²³. »

Une analyse de l'innovation à l'origine d'une « destruction créatrice »

Un penseur clé de l'innovation

Schumpeter a été façonné par la révolution marginaliste ; il a été formé par quelques-uns des meilleurs représentants de l'école néo-classique. Mais l'auteur dispose de nombreux autres atouts qui lui permettent de ne pas s'emprisonner dans la modélisation mathématique et de concevoir sa discipline comme de « l'économie politique ». Il s'intéresse à l'histoire, à la science politique, à la sociologie et surtout à la psychologie et à la psychanalyse, non sans raison, puisqu'elles ont émergé de manière

fulgurante dans le Vienne « 1900 » avec Freud ; sa maîtrise des langues étrangères lui permet également de lire dans le texte Pareto et Walras.

Aux explications traditionnelles de la révolution industrielle, l'accumulation de capital (Ricardo), l'exploitation de la force de travail (Marx), Schumpeter ajoute celle, plus déterminante, de l'innovation, qui peut selon lui prendre cinq formes principales et ne saurait se limiter à une innovation de procédé ou de produit. L'innovation est « *l'exécution de nouvelles combinaisons qui englobent les cinq cas suivants* » :

- la fabrication d'un **bien nouveau** [...] ou d'une quantité nouvelle d'un bien ;
- l'introduction d'une **méthode de production nouvelle** [...] ; il n'est nullement nécessaire qu'elle repose sur une découverte scientifiquement nouvelle et elle peut aussi résider dans de nouveaux procédés commerciaux pour une marchandise ;
- l'ouverture d'un **débouché nouveau**, c'est-à-dire d'un marché où, jusqu'à présent, la branche intéressée de l'industrie du pays intéressé n'a pas encore été introduite [...] ;
- la conquête d'une **nouvelle source de matières premières** ou de produits semi-ouvrés [...] ;
- la réalisation d'une **nouvelle organisation**, comme la création d'une situation de monopole (par exemple, la trustification) ou l'apparition brusque d'un monopole²²⁴.

Le profit comme rémunération de l'innovation

Cette place prégnante de l'innovation lui permet de se détacher des visions classiques, néo-classiques ou marxistes du profit. Le profit est « *l'expression de la valeur que crée l'entrepreneur [...] de même que le salaire est l'expression de la valeur que crée le travailleur* ». Il se sépare donc de l'analyse classique en affirmant que le profit doit être entendu dans le sens étroit de « revenu tiré de l'innovation ».

Schumpeter rejoint les précédentes théories sur le caractère éphémère du profit et son inéluctable tarissement, mais apporte des explications différentes de celles des classiques (la question de la rente différentielle) ou des marxistes (la baisse tendancielle du taux de profit). Il s'en explique

dans la seconde préface de *Capitalisme, socialisme et démocratie*, en 1946.

« Un économiste éminent, de réputation internationale, s'est déclaré en désaccord avec la thèse soutenue par moi aux termes de laquelle l'évolution sociale décrite dans le présent ouvrage tend, à long terme, à faire disparaître les profits [...]. Cependant je ne crois pas que nos deux points de vue s'opposent réellement, sauf que nous employons le terme "profits" dans des sens différents [...]. Je ne vois pas comment l'on pourrait contester que l'histoire industrielle démontre d'une façon convaincante l'importance de cet élément des revenus capitalistes. Et je soutiens que, en raison de la mécanisation croissante du "progrès" industriel (travail d'équipe dans les services de recherche et ainsi de suite), cet élément est, à la longue, réduit en poussière, ce qui provoque, du même coup, l'effondrement du pilier le plus important qui soutenait la position économique de la classe capitaliste²²⁵. »

La course à l'innovation a produit des monstres bureaucratiques, les grandes entreprises, où l'entrepreneur s'est effacé devant les gestionnaires et les services de R & D, avec leurs armées d'ingénieurs-chercheurs produisant un flot permanent d'innovations incrémentales, mais incapables d'imaginer des innovations de rupture. Au mieux reste-t-il un employeur, mais il ne peut plus, dans cette course à la concurrence, impulser l'innovation. Le caractère individuel de l'entrepreneur et de l'innovation s'efface dans une économie plus intégrée, où la mécanisation crée des travailleurs qualifiés mais spécialisés, qui n'ont plus de vision globale de leur action.

L'intérêt des pratiques restrictives et des monopoles sur le marché

La concentration croissante des entreprises est jugée par Schumpeter avec sévérité, apparemment, puisqu'elle a tendance à coïncider avec la disparition de l'entrepreneur. Cependant, dans ses ouvrages antérieurs à *Capitalisme, socialisme et démocratie*, il défend très largement le regroupement d'entreprises en de plus grandes entités, et même la recherche de positions de monopole. Il ne croit absolument pas aux

critères de la concurrence pure et parfaite, l'atomicité ne pouvant être durable, les acteurs cherchant à se préserver de la concurrence en se regroupant, en se différenciant, notamment par des innovations.

Schumpeter compare plus ou moins ces grandes organisations à des États pratiquant une économie planifiée. La grosse taille protège contre les tempêtes, permet d'affronter et même d'ignorer les crises ponctuelles pour mener une stratégie de long terme. En quelque sorte, il évoque, sans utiliser le terme, la notion de résilience. La pérennité et la cohérence de l'action impliquent une taille critique pour échapper aux crises conjoncturelles. Une entreprise monopoliste, en effet, n'a guère à se préoccuper de sa veille stratégique et peut préserver des marges substantielles pour investir et mener à bien cette stratégie.

« Une entreprise en position de vendeur unique [...] » a « les coudées franches [...] pour la réalisation d'un programme à long terme²²⁶ ».

S'appuyant sur l'analyse historique depuis le XIX^e siècle, Schumpeter constate que les entreprises qui se sont montrées les plus innovantes sont celles qui ont mené des opérations ambitieuses de concentration. Il assiste en effet, avec le fordisme, au développement des bureaux de méthode et de la recherche-développement, qui prend un poids de plus en plus important.

« Nous sommes obligés de reconnaître que l'entreprise géante est finalement le moteur le plus puissant de ce progrès, et en particulier, de l'expansion à long terme de la production totale²²⁷. »

La critique du marxisme comme de la démocratie libérale

La pensée des cycles économiques

À une vision dialectique et linéaire de l'histoire proposée par les marxistes, fondée sur la lutte des classes et le renversement de la domination existante par l'ancienne classe opprimée, Joseph A. Schumpeter va opposer une théorie cyclique de l'analyse historique.

L'histoire de la révolution industrielle montre que l'on peut découper ces séquences en tranches d'une durée fixe. Des cycles de prospérité et de récession se succèdent, qui montrent l'essor, la diffusion puis l'épuisement d'un cycle d'innovations. Une innovation motrice, de rupture, en appelle d'autres et crée dans son sillage toute une gamme d'innovations incrémentales, si bien que ces innovations semblent apparaître par grappes et se diffusent en essaim.

Cette phase ne se déroule pas sans heurt puisqu'elle fait passer, avec pertes et fracas, de l'ancien au nouveau monde économique. Elle emporte dans son sillage les anciens emplois, crée du chômage, peu à peu compensé par le développement d'un secteur moderne incorporant ces innovations. Il faut du temps pour que se diffusent ces innovations, pour que des innovations secondaires fassent sauter les goulets d'étranglement, pour que les méthodes de production s'adaptent à ces nouveaux objets, pour que les travailleurs se familiarisent avec ces nouveaux outils et consentent à l'application des nouvelles méthodes de production, qui bouleversent largement la perception qu'ils ont de leur métier...

« Pendant que ces nouveautés sont mises en train, la dépense est facile et la prospérité est prédominante – nonobstant, bien entendu, les phases négatives des cycles plus courts superposés à la tendance fondamentale en hausse – mais, en même temps que ces réalisations s'achèvent et que leurs fruits se mettent à affluer, l'on assiste à l'élimination des éléments périmés de la structure économique et la “dépression” est prédominante. Ainsi se succèdent des périodes prolongées de gonflement des prix, des taux d'intérêt, de l'emploi, et ainsi de suite, ces phénomènes constituant autant de pièces du mécanisme de rajeunissement récurrent de l'appareil de production²²⁸. »

Le cycle décrit, avec le tourbillon de destruction créatrice qui l'accompagne, semble inéluctable : les taux bas facilitent l'investissement et la diffusion des innovations, mais cette diffusion rapide crée les conditions d'une surchauffe, désamorcée par une hausse des taux d'intérêt pour restreindre le crédit. Les prix ont augmenté sous l'effet d'une demande accrue et d'une hausse du pouvoir d'achat, entretenue par l'augmentation des salaires et le plein emploi.

Dans la première phase, l'appareil de production rajeunit. Dans la phase suivante, l'innovation est découragée car sa rentabilité décroît. Des résistances au changement apparaissent, d'autant que le plein emploi a disparu et qu'on veut le retrouver à tout prix. Les métiers créés par la précédente grappe d'innovations sont à leur tour menacés par d'autres, dans une lecture très darwinienne de l'économie.

« En règle générale, le nouveau ne sort pas de l'ancien, mais apparaît à côté de l'ancien, lui fait concurrence jusqu'à le ruiner, et modifie toutes les situations de sorte qu'un processus de mise en ordre est nécessaire²²⁹. »

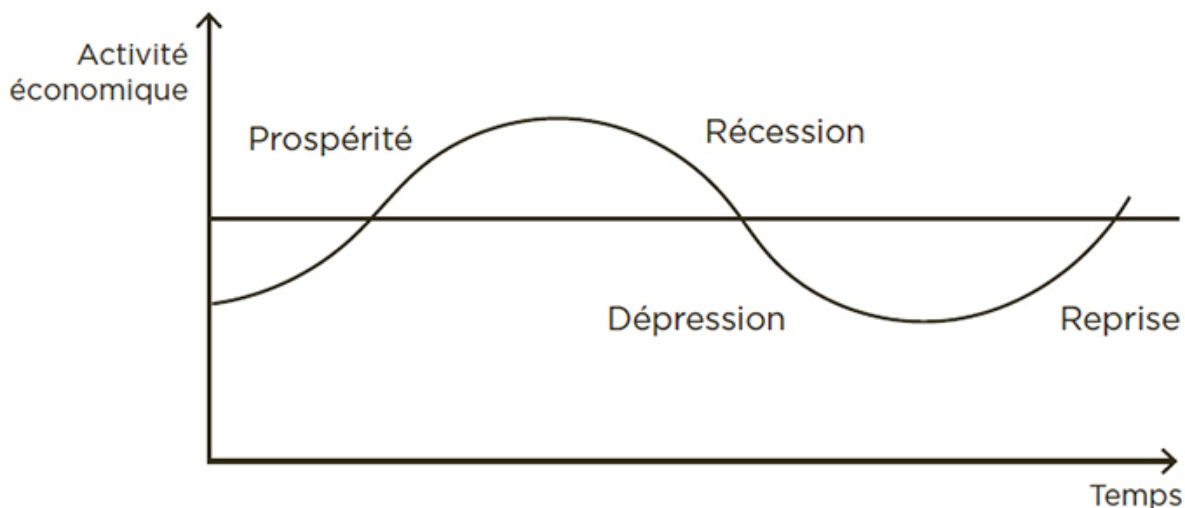
Les règles changent à chaque nouveau cycle d'innovations. Les institutions sont rénovées en même temps que se diffusent les nouvelles innovations. Chaque phase capitaliste est donc l'occasion de repenser les institutions du capitalisme, car celui-ci produit, à chaque époque, les conditions de son propre rejet ; il a de ce fait une capacité à se réinventer perpétuellement. La contestation de ses défaillances est portée par une classe d'intellectuels : ceux-ci sont le produit du capitalisme, qui a incité à gonfler les rangs des lettrés et des étudiants pour renouveler les élites aristocratiques. Schumpeter les décrit comme des enfants gâtés et ingrats, des juges partiaux qui ont développé un ressentiment paradoxal :

« Le capitalisme doit soutenir son procès devant des juges qui ont déjà en poche la sentence de mort ²³⁰. »

Mais le capitalisme parvient à déjouer la contestation par la génération de nouvelles institutions, le fruit, pour lui, des grappes d'innovations successives.

Schumpeter rassemble et approfondit dans *Business Cycles*, en 1939, les analyses élaborées dans la *Théorie de l'évolution économique* de 1911. L'œuvre, fruit d'un long travail, est sous-titrée « *une analyse théorique, historique et statistique du processus capitaliste* ». Ses « cycles » se composent de manière simplifiée en une période de « prospérité » et une période de « récession ». Rejetant lui-même ce manichéisme, il élabore, dans l'ouvrage de 1939, un cycle en quatre temps : aux deux phases fondamentales, il en ajoute deux, secondaires, de « dépression » et de

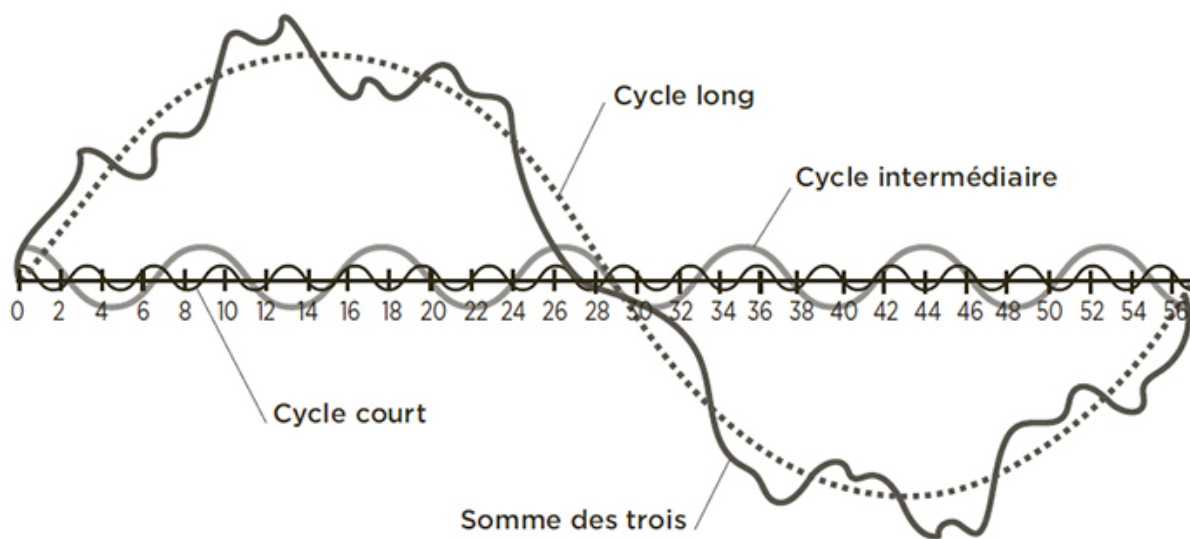
« reprise », des phases qu'il considère comme « pathologiques » mais qui se retrouvent dans toutes les crises profondes. La dépression suit la récession et se caractérise par un processus de « liquidation excessive », du fait du cercle vicieux enclenché par le pessimisme excessif des agents. La phase de reprise, quant à elle, se caractérise par un retour à l'équilibre sur les marchés.



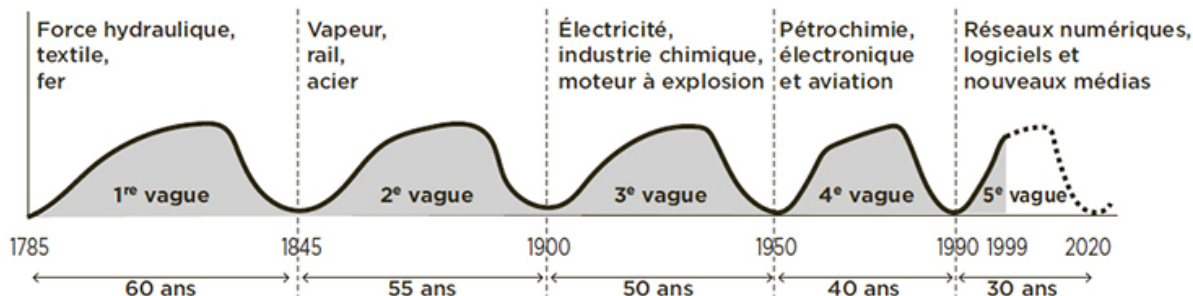
Le principal apport de l'ouvrage est de considérer que des cycles d'amplitude et de durées différentes s'imbriquent. Il propose par là même un prolongement et une synthèse des analyses de Nikolaï Kondratiev²³¹, Joseph Kitchin²³² et Clément Juglar²³³. Le premier avait défini un cycle d'une durée de cinquante à soixante ans correspondant, pour Schumpeter, au temps de diffusion et d'imitation des innovations de rupture. Le second avait défini des cycles courts, de quarante mois environ, reflétant le stockage et le déstockage dans la distribution et dans l'industrie. Le cycle intermédiaire, type du cycle des « affaires », dure huit à dix ans. Il est fondé sur les variations de l'investissement : dans la phase de prospérité, de bas taux d'intérêt favorisent l'endettement, l'innovation, etc. Lorsque les facteurs de production sont pleinement employés, la surchauffe guette, les investissements deviennent moins rentables, les prix baissent sauf le taux d'intérêt qui, lui, monte pour refroidir l'ardeur des investisseurs.

Étudiant l'Angleterre, les États-Unis et l'Allemagne, Schumpeter établit qu'un cycle Juglar comprend trois cycles Kitchin et qu'un cycle Kondratiev contient six cycles Juglar. L'ultime chapitre de son ouvrage

explore la crise des années 1930 et revient sur la coïncidence de ces trois cycles : il voit la succession d'une dépression Kondratiev survenue en 1925, d'une dépression Juglar en juillet 1930 et novembre 1932, et d'une dépression Kitchin poursuivie jusqu'en avril 1931 (sans négliger des facteurs exogènes exceptionnels, politiques monétaires erronées et crise agricole notamment).



Schumpeter, enfin, a le mérite de souligner le raccourcissement des cycles d'innovation au fur et à mesure de l'évolution du capitalisme ; une preuve, selon lui, de l'efficacité des entreprises de grande taille, poursuivant leur concentration pour devenir de plus en plus performantes et innovantes. Cette idée a été largement reprise pour comprendre la disruption induite par la révolution digitale.



Source : *The Economist*, 1999.

La critique de la démocratie libérale et du capitalisme

La pensée évolutionniste des cycles et la philosophie de l'innovation schumpétérienne ont parfois éclipsé la pertinence de ses théories politiques. Son œuvre semble pourtant précieuse pour décrire ce qu'est la démocratie, ses rapports au capitalisme, et leurs limites réciproques.

Sa réflexion sur la démocratie porte sur ce paradoxe : pourquoi, dans une société démocratique, les individus refusent-ils de reconnaître les bienfaits du capitalisme ? Celui-ci a pourtant pour effet, sur le long terme, des progrès sans équivalent, des possibilités d'ascension sociale extraordinaires par rapport aux sociétés de castes ou féodales... Des améliorations reconnues également par Marx. Schumpeter y répond en expliquant que c'est parce que l'évolution du capitalisme, liée aux cycles d'innovation, produit de l'incertitude. L'individu préférera toujours un moindre confort associé à une plus forte sécurité qu'un confort potentiellement croissant adossé à un risque de descente dans l'échelle sociale. L'*homo æconomicus* développe, dans le système capitaliste, une aversion au risque qui le pousse à dénigrer les bienfaits matériels du capitalisme.

Tant les théories du développement que ce volet de l'économie comportementale qu'est l'économie du bonheur n'ont pas démenti notre auteur : le paysan, nous disent les développementalistes, rechigne à introduire l'innovation (la charrue, les engrais) dans les sociétés primitives, parce qu'il préfère une récolte maigre mais assurée à une récolte plus abondante mais aléatoire et différée, du fait du « détour de production » que représente l'introduction de l'innovation. Sa survie en dépend ; il s'enferme dans le circuit, il ne peut devenir un entrepreneur. De la même façon, les nombreuses enquêtes menées sur la relation entre revenus et bien-être, ou sur la tolérance aux inégalités, montrent généralement que s'il faut choisir entre un revenu plus faible mais stable, et un revenu potentiellement supérieur mais incertain, la plupart des individus choisiront la première option. Le court terme et l'absence de risque sont ressentis comme plus importants que le long terme.

« Pour s'identifier au système capitaliste, le chômeur contemporain devrait faire complètement abstraction de son propre destin et le politicien contemporain devrait faire litière de ses ambitions personnelles [...]. Aux

yeux des masses, ce sont les considérations à court terme qui comptent [...]. Un progrès séculaire, considéré comme allant de soi, accouplé à une insécurité individuelle douloureusement ressentie, constitue évidemment la meilleure des huiles à jeter sur le feu de l'agitation sociale²³⁴. »

Ce constat l'amène à réfléchir au cadre dans lequel le capitalisme libéral semble s'épanouir le plus facilement : la démocratie. Si le mode de production et de régulation capitaliste réussit son mariage avec la démocratie comme système politique, c'est parce qu'ils reposent tous deux sur une prise de décision résultant d'un jeu de concurrence. Sur les marchés, la concurrence entre offreurs permet de faire advenir un prix d'équilibre auquel les demandeurs acceptent d'acquérir les biens et services produits. Dans le champ politique, les partis s'affrontent par idées interposées et le vote tient le rôle du prix d'équilibre sur les marchés. On notera, dans les deux cas, que c'est l'offre qui fait la demande, plus que le contraire,

« le système institutionnel aboutissant à des décisions politiques, dans lequel des individus acquièrent le pouvoir de statuer sur ces décisions à l'issue d'une lutte concurrentielle portant sur les votes du peuple²³⁵. »

Ils fonctionnent donc tous deux de la même manière, en procédant par discrimination : on ne choisit pas le meilleur, on écarte ce qui n'est pas conforme, ou ce qui correspond le moins à son choix idéal.

« La démocratie signifie seulement que le peuple est à même d'accepter ou d'écarter les hommes appelés à gouverner. »

Le mariage du capitalisme avec la démocratie est un mariage de raison, le système démocratique étant le plus apte à garantir la circulation de l'information, l'éducation de la jeunesse, la sécularisation de la société. La diffusion des biens aux masses, essentielle dans la dynamique du capitalisme, accompagne la démocratisation de la consommation :

« La reine Elizabeth possédait des bas de soie. L'achèvement capitaliste n'a pas consisté spécifiquement à procurer aux reines davantage de ces bas, mais à les mettre à la portée des ouvrières d'usine en échange de quantités de travail constamment décroissantes²³⁶. »

Le capitalisme périra de ses succès

Est-ce à dire que le capitalisme est promis à l'éternité ? Schumpeter répond négativement et rejoint l'idée de Marx, ou de Ricardo, sur l'épuisement du profit amenant la disparition du capitalisme. Pourtant, les causes de cette disparition sont à chercher bien loin de l'épuisement de la rente ou de la baisse tendancielle du taux de profit. Le capitalisme périra non pas à cause de ses échecs, de la raréfaction des niches de profit, de la lutte des classes. Il disparaîtra, nous explique l'auteur, à cause de ses succès.

« Le capitalisme peut-il survivre ? J'ai essayé de montrer qu'un type socialiste de société émergera inévitablement de la décomposition non moins inévitable de la société capitaliste. [...] Bien que, pour la plupart, nous tombions d'accord sur le dénouement final, nous différons d'avis en ce qui concerne la nature de l'évolution qui est en train de tuer le capitalisme et le sens précis qu'il convient d'attacher au terme "inévitabile". [...] Le capitalisme est en voie d'être tué par ses réussites mêmes²³⁷. »

Schumpeter se coupe totalement du marxisme sur deux aspects : d'une part, il ne se conforme pas à la définition marxiste de la classe sociale, présentée par le penseur révolutionnaire comme statique. Or, la « bourgeoisie » des entrepreneurs n'est en rien statique, puisque le capitalisme est un mouvement permanent et que, pour reprendre la métaphore célèbre de l'auteur, si la bourgeoisie est une classe, c'est un hôtel où sans cesse les clients changent par le jeu de la mobilité sociale :

« Les classes supérieures de la société ressemblent à des hôtels ou des autobus qui, certes sont toujours pleins, mais dont la clientèle change sans cesse²³⁸. »

La recomposition des élites est constitutive du capitalisme ; d'elle dépend la survie du système, et ce n'est pas sans contradiction, puisque les nouvelles élites advenues dans les classes supérieures amènent avec elles leurs proches et tentent de construire une « dynastie », un « royaume privé ». La tentation de constituer un monopole durable tend à ruiner cette mobilité.

« L'entrepreneur qui réussit monte dans l'échelle sociale, et avec lui les siens [...]. Cette ascension représente la poussée la plus notable du monde capitaliste. Elle abat sur son chemin, par l'effet de la concurrence, les vieilles exploitations et les existences qui s'y rattachaient ; un processus de chutes, de déclassements, d'éliminations l'accompagne sans cesse²³⁹. »

Schumpeter se refuse donc à imaginer des blocages tels qu'ils puissent conduire à la révolution prolétarienne. D'autre part, il conteste la définition du « capitalisme » comme simple mode de production. Il préfère le définir, simultanément, comme un « ordre » et un « système ». En tant que système (forme d'organisation économique), il n'est pas menacé, selon Schumpeter, justement parce que l'innovation lui garantit sa capacité d'adaptation, déjouant l'analyse marxiste de la valeur.

En revanche, il est menacé en tant qu'« ordre », en tant que système de valeurs et de représentations, de mentalités et d'institutions... En tant que « civilisation », expression qu'il reprend également à Marx. Et c'est là pour Schumpeter la raison de sa chute inéluctable. Le capitalisme détruit ses propres institutions, dont l'entrepreneur et la propriété. Il se dévitalise à cause de la tentation du passage de l'« évolution » à la routine du « circuit ». Il est victime de l'aversion au risque.

« Les performances réalisées et réalisables par le système capitaliste sont telles qu'elles permettent d'écarter l'hypothèse d'une rupture de ce système sous le poids de son échec économique [...]. Le succès même du capitalisme mine les institutions sociales qui le protègent et crée [...] des conditions dans lesquelles il ne lui sera pas possible de survivre²⁴⁰. »

Mise en perspective

Pourquoi assiste-t-on, depuis les années 2000, à un retour en force dans l'analyse économique de Joseph Aloïs Schumpeter ?

Tout d'abord, la globalisation a accéléré le processus de concentration des entreprises, désireuses d'exister sur le marché mondial et de saisir les gigantesques opportunités ouvertes par le digital et l'explosion des classes moyennes dans les pays émergents. Cette phase de la mondialisation est

violente, impitoyable même : « *Winner takes all.* » Les gigantesques firmes empêchent maintenant, dans le secteur du numérique, l'explosion de jeunes pousses, ces start-up innovantes à croissance rapide, immédiatement rachetées par les GAFAM ou les BATX. Les incubateurs et pépinières d'entreprises voient se multiplier les projets, mais une infime proportion de ces nouvelles entreprises finit par percer. Ce monde est darwinien, soumis aux lois de l'évolution, c'est-à-dire à la loi du plus fort : il correspond à l'univers des entrepreneurs chevaleresques et opportunistes décrits par Schumpeter il y a un siècle, moins mus par le souci du gain que par le dépassement de soi et le bouillonnement créatif. Elon Musk ou Jeff Bezos ont pris la relève de John D. Rockefeller ou d'Andrew Carnegie.

Ensuite, avec l'effritement des gains de productivité, dû notamment à l'érosion de la productivité globale des facteurs (PGF), les économistes se questionnent sur la manière de relancer la croissance durablement, d'éviter la stagnation séculaire déjà imaginée par A. Hansen en 1938, et déjouée par la Seconde Guerre mondiale et les Trente Glorieuses. Les firmes ont déjà largement optimisé leurs coûts grâce au découpage de la chaîne de valeur, à l'automatisation des tâches, à la pression internationale sur les salaires. Les leviers de croissance se nichent donc dans l'énigmatique « résidu » isolé par Solow en 1956 : le progrès technique, l'optimisation du fonctionnement des organisations et la définition de règles institutionnelles efficaces. Il faut donc miser sur le capital humain pour rendre les travailleurs plus innovants et créatifs, et sur le management pour apprendre aux collaborateurs à coopérer plus efficacement.

Or, Schumpeter fait figure de pionnier dans cette analyse de l'innovation, expliquant qu'elle ne se réduit pas à un nouveau produit ou à un nouveau procédé, et qu'elle dépend largement des talents du manager pour faire converger les énergies. Gary Becker puis Robert Lucas, et tous les théoriciens du capital humain, ont constitué une première génération d'héritiers, expliquant que seul le capital humain pouvait offrir aux entreprises des rendements croissants. Une seconde génération d'héritiers est incarnée par Philippe Aghion ou Peter Howitt, rapidement qualifiés de néo-schumpétériens, défenseurs d'une économie de la connaissance et architectes de la modélisation des intuitions de Schumpeter : chaque innovation peut, pour eux, être perçue comme un bien intermédiaire permettant de rendre plus efficace un produit final, qui rend obsolètes

d'anciennes gammes de produits. On retrouve l'idée centrale de la destruction créatrice. La croissance dépend donc de l'intensité technologique de la production d'un pays, et surtout de la manière de valoriser ce potentiel. Selon ces auteurs, l'État doit agir en stimulant la concurrence et en adaptant sa politique de brevets pour encourager les innovateurs à ne pas relâcher leurs efforts, tout en garantissant la rémunération de ces efforts.

Enfin, Schumpeter nous permet de mieux appréhender le cycle de vie des entreprises : ses premiers ouvrages, très enthousiastes, nous permettent de penser l'actuel raccourcissement des cycles d'innovation avec des « grappes » qui mûrissent toujours plus vite. Ses ouvrages tardifs, plus sombres, nuancent ce bouillonnement perpétuel : les entrepreneurs innovants sont devenus des managers rentiers, tombés dans la routine du circuit, déployant plus d'énergie dans le maintien de leur position que dans la recherche et développement. John K. Galbraith a incontestablement lu Schumpeter pour conceptualiser cette « technostructure » qui prend le pouvoir dans les Trente Glorieuses, dans les grandes firmes.

Il faut relire Schumpeter pour comprendre, aujourd'hui, les écarts de productivité entre les entreprises situées sur la frontière technologique et les entreprises classiques, touchées de plein fouet par les crises en chaîne de la globalisation.

INDEX

A

ALBERTINI, Jean-Marie 213
ARTUS, Patrick 217
ATKINSON, Anthony J. 214
AUERBACH, Alan J. 218

B

BAINVILLE, Jacques 217
BLANCHARD, Olivier 217
BOMSEL, Olivier 213
BOURGEOIS, Léon 69, 172
BRYNJOLFSSON, Erik 213

C

CAHUC, Pierre 214
CLARK, John Maurice 215
COHEN, Daniel 134, 182, 216

D

DELEMOTTE, Jean 214
DELL'ARICCIA, Giovanni 217
DOCKÈS, Pierre 13, 213
DOUGLAS, Paul H. 215
DUFLO, Esther 214

F

FRIEDMAN, Milton 18, 22, 23, 27, 76, 79, 80, 82, 83, 84, 86, 87, 88, 89, 90, 92, 94, 95, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 108, 109, 144, 182, 216, 217

G

GIDE, Charles 213
GIRAUD, Pierre-Noël 213, 214
GOMEZ, Pierre-Yves 218
GORODNICHENKO, Yuriv 218

H

HALÉVY, Élie 214
HOLLANDER, Jacob H. 215

J

JACOUD, Gilles 213
JORION, Paul 122
JUGLAR, Clément 221

K

KAHN, Richard F. 218
KEYNES, John M. 22, 23, 26, 27, 103, 107, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 124, 125, 126, 127, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 147, 156, 174, 181, 182, 214, 217, 218
KITCHIN, Joseph 221
KONDRATIEV, Nikolaï 221
KUZNETS, Simon 220

L

LEROY BEAULIEU, Pierre 220

M

MANTOUX, Étienne 217
MARX, Karl 19, 27, 59, 70, 137, 147, 148, 149, 150, 152, 155, 156, 157, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 189, 191, 199, 201, 213, 218
MAUCOURANT, Jérôme 216
MAURO, Paulo 217
MCAFFEE, Andrew 213
MILL, John Stuart 213
MINC, Alain 213

MONTBRIAL, Thierry de 213
MONTCHRESTIEN, Antoine de 213

O

ORLÉAN, André 218

P

Péricarde. Voir Cerveau cardiaque

PHILLIPS, Alban 217

PIKETTY, Thomas 15, 26, 77, 105, 117, 213, 214, 217

POLANYI, Karl 22, 23, 27, 51, 52, 54, 56, 57, 59, 61, 63, 64, 65, 69, 70, 73, 75, 76, 77, 78, 114, 136, 137, 149, 156, 215, 216

POPPER, Karl 216

POULON, Frédéric 217

PRÉVOST, Benoît 214

R

REICH, Robert 213

S

SAHLINS, Marshal 215

SAINT-SIMON, Claude-Henri de Rouvroy de 214

SAY, Jean-Baptiste 213

SCHUMPETER, Joseph Aloïs 22, 23, 27, 28, 156, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 186, 187, 189, 192, 194, 196, 198, 199, 201, 203, 204, 205, 220, 221

SILEM, Ahmed 213

SISMONDI, Simonde de 213

SKORNICKI, Arnault 216

SMITH, Adam 18, 21, 23, 27, 29, 32, 34, 35, 37, 38, 40, 41, 43, 44, 46, 47, 49, 76, 147, 150, 152, 153, 155, 156, 165, 173, 189

SOMBART, Werner 71, 184, 220

SWEDBERG, Richard 220

T

TIROLE, Jean 214

TOURNIER, Éric 213

W

WEBER, Max 75, 176, 184, 188, 220

WOOLF, Leonard 218

Z

ZUCMAN, Gabriel 218

ZYLBERBERG, André 214

BIBLIOGRAPHIE

Chapitre 1 : Adam Smith

BIZIOU Mickaël, *Adam Smith et l'origine du libéralisme*, PUF, 2003.

COASE Ronald, « Adam Smith's View of Man », *Journal of Law and Economics*, vol. 19, issue 3, 529-46, 1976.

HEILBRONER Robert, *Les grands économistes*, nouvelle édition augmentée, Points Seuil, 2001.

MAROUBY Christian, *L'Économie de la nature : essai sur Adam Smith et l'anthropologie de la croissance*, Seuil, 2004.

MATHIOT Jean, *Adam Smith. Philosophie et économie*, PUF, 1990.

RAVEAUD Gilles, « Réhabiliter Adam Smith », *Alternatives économiques* n° 280, mai 2008.

SMITH Adam, *De la richesse des nations*, tomes I et II, Flammarion, 1999.

SMITH Adam, *Théorie des sentiments moraux*, PUF, 2014.

WASZEK Norbert, *L'Écosse des Lumières : Hume, Smith, Ferguson*, PUF, 2003.

Chapitre 2 : Karl Polanyi

BRISSET Nicolas, « Retour sur le désencastrement : Polanyi ou la science économique vue comme une institution influençant l'évolution des systèmes économiques », dans *Revue européenne des sciences sociales*, vol. 50, n° 1, p. 7-39.

www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=RESS_501_0007

GOODY Jack, *Le vol de l'Europe. Comment l'histoire a imposé le récit de son passé au reste du monde*, Gallimard, 2010.

MAUCOURANT Jérôme, SERVET Jean-Michel, TIRAN André, *La modernité de Karl Polanyi*, L'Harmattan, coll. « Logiques Sociales », 1998.

MAUCOURANT Jérôme, « Une lecture de Karl Polanyi », dans *L'Économie politique*, n° 12, 2001/4, p. 90 à 106.

https://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=LECO_012_0090

MAUCOURANT Jérôme, « Karl Polanyi, une biographie intellectuelle », dans *Revue du MAUSS*, n° 29, 2007/1, p. 35 à 62.

MAUCOURANT Jérôme, *Avez-vous lu Polanyi ?*, La Dispute, 2005.

POMERANZ Kenneth, *Une grande divergence : la Chine, l'Europe et la construction de l'économie mondiale*, Albin Michel, 2010.

Chapitre 3 : Milton Friedman

CORMIER Gérard, *Milton Friedman : vie, œuvres, concepts*, Ellipses, 2002.

FRIEDMAN Milton, *Capitalisme et liberté*, Flammarion, coll. « Champs essais », 2010 (notamment la remarquable préface de G. Koenig).

GORDON Robert J., *Milton Friedman's Monetary Framework: a Debate with his Critics*, University of Chicago Press, 1974.

HAMMOND J. Daniel, *Theory and Measurement: Causality Issues in Milton Friedman's Monetary Economics*, Cambridge University Press, 1996.

HIRSCH Abraham, DE MARCHI Neil, *Milton Friedman: Economics in Theory and Practice*, University of Michigan Press, 1990.

LAVOIE Marc et SECCARECCIA Mario (dir.), *Milton Friedman et son œuvre*, Presses de l'Université de Montréal, 1993.

WOOD John Cunningham et WOODS Ronald N. (dir.), *Milton Friedman: Critical Assessments*, 4 vol., Routledge, 1990.

Chapitre 4 : John Maynard Keynes

BEAUD Michel et DOSTALER Gilles, *La Pensée économique depuis Keynes*, Seuil, 1996.

COMBEMALE Pascal, *Introduction à Keynes*, 3^e éd., La Découverte, 2006.

COSTA Nathalie, LAUNAY Odile, *Keynes John Maynard. Vie, œuvres, concepts*, Ellipses, 2010.

GAZIER Bernard, *John Maynard Keynes*, coll. « Que sais-je ? », PUF, 2009.

HARROD Roy Forbes, *The life of John Maynard Keynes*, MacMillan, 1951.

LORENZI Jean-Hervé, VILLEMEUR Alain, *La Grande Rupture, réconcilier Keynes et Schumpeter*, Odile Jacob, 2021.

MARIS Bernard, *Keynes ou l'économiste citoyen*, Presses de Sciences Po, 1999.

POULON Frédéric, *La Pensée économique de Keynes*, Dunod, 2004.

SKIDELSKY Robert, *John Maynard Keynes*, Macmillan, 2003.

Chapitre 5 : Karl Marx

COMBEMALE Pascal, *Introduction à Marx*, La Découverte, coll. « Repères », 2006.

DUMENIL Gérard, LÖWY Michael et RENAULT Emmanuel, *Lire Marx*, PUF, 2009.

FOSTER John Bellamy, *Marx écologiste*, éditions Amsterdam, 2011.

FROMM Erich, *La Conception de l'homme chez Marx*, Payot, 2010.

GARO Isabelle, *Marx, une critique de la philosophie*, Seuil, 2000.

RUBEL Maximilien, *Karl Marx : essai de biographie intellectuelle*, Klincksieck, coll. « Critique de la politique » (préf. de Louis Janover),

2016.

SPERBER Jonathan (trad. TUAILLON David), *Karl Marx, homme du XIX^e siècle*, Piranha, 2017.

WHEEN Francis (trad. DESNE Roland), *Karl Marx : biographie inattendue*, Calmann-Lévy, 2003.

Chapitre 6 : Joseph Aloïs Schumpeter

DANNEQUIN Fabrice, « Les classes sociales chez Schumpeter. Héritage et rupture avec Marx et Weber », *Idées économiques et sociales*, vol. 169, n° 3, 2012, p. 53-62.

DEBLOCK Christian, FONTAN Jean-Marc (dir.), « Innovation et développement chez Schumpeter », *Revue Interventions économiques*, n° 46, novembre 2012.

<http://interventionseconomiques.revues.org/1463>

DROUIN Jean-Claude, « Joseph Aloïs Schumpeter, théoricien de l'innovation et des cycles », dans *Les grands économistes*, DROUIN Jean-Claude (dir.), UF, 2012, p. 93-102.

KARKLINS-MARCHAY Alexis, *Joseph Schumpeter, Vie. Œuvres. Concepts* (préface d'Édouard Balladur), Ellipses, 2004.

LAKOMSKI-LAGUERRE Odile, « Introduction à Schumpeter », dans *L'Économie politique*, vol. 29, n° 1, 2006, p. 82-98.

PERROUX François, *La Pensée économique de Joseph Schumpeter. Les dynamiques du capitalisme*, Librairie Droz, 1965.

NOTES

BIBLIOGRAPHIQUES

- 1 Ce titre s'inspire de l'ouvrage de Pierre DOCKÈS, *Le Capitalisme et ses rythmes : quatre siècles en perspective*, tome I, « Sous le regard des géants », Classiques Garnier, 2017. Le tome 2, « Splendeurs et misère de la croissance », est paru en 2020.
- 2 Deux ouvrages particulièrement méritent d'être signalés : Gilles JACOUD, Éric TOURNIER, *Les grands auteurs de l'économie*, Hatier, 1998 ; et Jean-Marie ALBERTINI, Ahmed SILEM, *Comprendre les théories économiques*, Points économie, 2014.
- 3 <http://ses.ens-lyon.fr/ressources/grands-dossiers/la-pensee-economique>
- 4 *Alternatives économiques poche*, hors-série n° 57, 2012.
- 5 Thomas PIKETTY, « Vers une économie politique et historique. Réflexions sur le capital au XXI^e siècle », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2015/1 (70^e année), p. 125-138. URL : www.cairn.info/revue-Annales-2015-1-page-125.htm
- 6 Olivier BOMSEL, *La nouvelle économie politique*, Gallimard, 2017, p. 15.
- 7 Alain MINC, *La mondialisation heureuse*, Plon, 1998.
- 8 Parmi ces articles, *Les Échos*, 24 janvier 2017 (www.lesechos.fr/2017/01/la-culture-generale-des-salaries-doit-devenir-une-priorite-1114222) et *Courrier international*, 15 janvier 2018 (www.courrierinternational.com/article/allemagne-un-bon-plan-pour-trouver-du-travail).
- 9 Erik BRYNJOLFSSON, Andrew MCAFFEE, *Des machines, des plateformes et des foules*, Odile Jacob, 2018.
- 10 Robert REICH, *L'économie mondialisée*, Dunod, 1993.
- 11 Thierry de MONTBRIAL, *Vivre le temps des troubles*, Albin Michel, 2017, p. 64-65.
- 12 Charles GIDE, *Principes d'économie politique*, 1931.
- 13 Antoine de MONTCHRESTIEN, *Traité d'économie politique*, 1615.
- 14 Jean-Baptiste SAY, *Traité d'économie politique*, 1803.
- 15 Simonde de SISMONDI, *Nouveau principe d'économie politique*, 1819.
- 16 John Stuart MILL, *Principes d'économie politique, avec leurs applications en philosophie sociale*, 1848.
- 17 Karl MARX, *Critique de l'économie politique*, 1859.
- 18 Pierre-Noël GIRAUD, *L'homme inutile. Du bon usage de l'économie*, Odile Jacob, 2015, p. 17-18.
- 19 Pierre CAHUC, André ZYLBERBERG, *Le négationnisme économique, et comment s'en débarrasser*, Flammarion, 2016.

- 20 Pierre CAHUC, André ZYLBERGERG, *op. cit.*, p. 12.
- 21 En 1930, John M. Keynes publie son *Traité sur la monnaie* ; l'année suivante, Friedrich Hayek lui répond dans *Prix et production*.
- 22 Claude-Henri de Rouvroy DE SAINT-SIMON, *Lettres d'un habitant de Genève à ses contemporains*, 1803.
- 23 Jean TIROLE, *Économie du bien commun*, PUF, 2015.
- 24 Pierre CAHUC et André ZYLBERBERG, *op. cit.*, p. 212.
- 25 Pierre-Noël GIRAUD, *op. cit.*, p. 12.
- 26 Voir Ester DUFLO, *La politique de l'autonomie*, Seuil, 2010, notamment pour la méthodologie employée pour discuter les effets du micro-crédit, des politiques de santé, d'éducation, et scolaires, en Inde et dans le sous-continent indien surtout.
- 27 Jean TIROLE, *op. cit.*, p. 15.
- 28 Citée par Pierre-Noël GIRAUD, *op. cit.*, p. 22.
- 29 Thomas PIKETTY, *Le capital au XXI^e siècle*, 2015, p. 19.
- 30 Anthony J. ATKINSON, *Inégalités*, Seuil, 2016, p. 27 (préface de Thomas Piketty).
- 31 Adam SMITH, *Richesse des nations*, livre I, chapitre 5 : « Du prix réel et du prix nominal des marchandises, dit de leur prix en travail et de leur prix en argent ».
- 32 Adam SMITH, *Richesse des nations*, livre I, chapitre 8 : « Des salaires du travail ».
- 33 Adam SMITH, « Les Principes qui conduisent et dirigent l'enquête philo-sophique », *Histoire de l'astronomie*, section 3, p. 49-50.
- 34 Jean DELEMOTTE, « La “main invisible” d'Adam Smith : pour en finir avec les idées reçues », *L'Économie politique*, 2009/4 (n° 44), p. 28-41.
- 35 Adam SMITH, *Richesse des nations*, livre IV, chapitre 2.
- 36 Élie HALÉVY, *La Formation du radicalisme philosophique*, 3 vol., PUF, 1975.
- 37 Benoît PRÉVOST, « Adam Smith, vers la fin d'un malentendu », *L'Économie politique*, 2001/1, n° 9, p. 101 à 112.
- 38 Jean DELEMOTTE, *op. cit.*
- 39 Adam SMITH, *Richesse des nations*, Gallimard, t. 1, 1991, p. 142-143.
- 40 Benoît PRÉVOST, *op. cit.*
- 41 Adam SMITH, *op. cit.*, p. 137.
- 42 Adam SMITH, *op. cit.*, livre I, chapitre 3 : « Que la division du travail est limitée par l'étendue du marché ».
- 43 Adam SMITH, *ibid.*, livre I, p. 203 et livre II, p. 407-408.
- 44 Adam SMITH, *ibid.*, livre II, p. 405.
- 45 Adam SMITH, *ibid.*, livre II, p. 406.
- 46 Adam SMITH, *ibid.*, livre I, p. 137.
- 47 « Adam Smith and laissez faire », in John Maurice CLARK, Paul H. DOUGLAS, Jacob H. HOLLANDER *et al.*, Adam Smith, 1776-1926: Lectures to Commemorate the Sesquicentennial of

the Publication of, The Wealth of Nations, Chicago, University of Chicago Press, 1928, p. 116-155.

48 Lettre de Karl POLANYI à Jazri, en 1950.

49 Marshal SAHLINS, *Âge de pierre, âge d'abondance*, Gallimard, 1976.

50 Karl POLANYI, *La Grande Transformation*, Gallimard, 1983, p. 75.

51 *Ibid.*, p. 37.

52 *Ibid.*, p. 64-66.

53 *Ibid.*, p. 117.

54 *Ibid.*, p. 70.

55 *Ibid.*, p. 42-43.

56 *Ibid.*, p. 46.

57 *Ibid.*, p. 50-51.

58 *Ibid.*, p. 76.

59 *Ibid.*, p. 77.

60 *Ibid.*, p. 83-84.

61 *Ibid.*, p. 85.

62 *Ibid.*

63 *Ibid.*, p. 214.

64 *Ibid.*, p. 38.

65 *Ibid.*, p. 207.

66 *Ibid.*, p. 62.

67 *Ibid.*, p. 339-340.

68 *Ibid.*, p. 208.

69 *Ibid.*, p. 235.

70 *Ibid.*, p. 253-255.

71 *Ibid.*, p. 128-129.

72 *Ibid.*, p. 131-132.

73 *Ibid.*, p. 133.

74 *Ibid.*, p. 256.

75 *Ibid.*, p. 159-166.

76 *Ibid.*, p. 191.

77 *Ibid.*, p. 182.

78 *Ibid.*, p. 318.

79 *Ibid.*, p. 319.

80 Karl POLANYI, *Essais*, Seuil, 2008, p. 285.

- 81 Cette dernière analyse s'inspire du remarquable article d'Arnault SKORNICKI, « Karl Polanyi, le marché et le socialisme », *La Vie des Idées*, 15 septembre 2008 : www.laviedesidees.fr/Karl-Polanyi-le-marche-et-le.html
- 82 Karl POLANYI, *La Grande Transformation*, *op. cit.*, p. 224.
- 83 Jérôme MAUCOURANT, « Karl Polanyi, une biographie intellectuelle », *Revue du Mauss*, 2007/1, n° 29, p. 35-62.
- 84 Karl POLANYI, *La Grande Transformation*, *op. cit.*, p. 246.
- 85 Karl POLANYI, *Essais*, *op. cit.*, p. 160 ; analysé déjà par Jérôme MAUCOURANT, *Avez-vous lu Polanyi ?*, La Dispute, 2005.
- 86 *Ibid.*, p. 427.
- 87 Karl POLANYI, *La Grande Transformation*, *op. cit.*, p. 70.
- 88 *Ibid.*, p. 318.
- 89 *Ibid.*, p. 318-319.
- 90 *Ibid.*, p. 321.
- 91 Milton FRIEDMAN, *Capitalisme et liberté*, « Champs essais », Flammarion, 2010 (première édition : 1962), p. 249-251.
- 92 Thèse reprise par Daniel COHEN dans *Le monde est clos et le désir infini*, Le Livre de poche, 2017.
- 93 Milton FRIEDMAN, *Capitalisme et liberté*, *op. cit.*, p. 287.
- 94 *Ibid.*, p. 170.
- 95 Karl POPPER, *La logique de la découverte scientifique*, 1934.
- 96 Milton FRIEDMAN, *Capitalisme et liberté*, *op. cit.*, p. 288.
- 97 *Ibid.*, p. 75.
- 98 *Ibid.*, p. 58.
- 99 *Ibid.*, p. 98.
- 100 *Ibid.*, p. 205.
- 101 *Ibid.*, p. 54-55.
- 102 *Ibid.*, p. 107.
- 103 *Ibid.*, p. 107-108.
- 104 *Ibid.*, p. 117.
- 105 *Ibid.*, p. 112.
- 106 *Ibid.*, p. 203.
- 107 *Ibid.*, p. 142-143.
- 108 *Ibid.*, p. 193.
- 109 *Ibid.*, p. 79-80.
- 110 *Ibid.*, p. 87-91.

- 111 Milton FRIEDMAN, *Should There Be An Independent Central Bank?* Harvard University Press, 1962.
- 112 Milton FRIEDMAN, *Capitalisme et liberté*, *op. cit.*, p. 241.
- 113 *Ibid.*, p. 252.
- 114 *Ibid.*, p. 243.
- 115 *Ibid.*, p. 167.
- 116 *Ibid.*, p. 74.
- 117 *Ibid.*, p. 56.
- 118 *Ibid.*, p. 58.
- 119 *Ibid.*, p. 59.
- 120 *Ibid.*, p. 60.
- 121 *Ibid.*, p. 185.
- 122 *Ibid.*, p. 195.
- 123 *Ibid.*, p. 196.
- 124 *Ibid.*, p. 196.
- 125 *Ibid.*, p. 188.
- 126 Milton FRIEDMAN, *Inflation et système monétaire*, *op. cit.*, chap. 1, 1971.
- 127 Olivier BLANCHARD, Giovanni DELL'ARICCIA, Paulo MAURO, « Rethinking Macroeconomic Policy » IMF Staff Position Note, 12 février 2010, SPN/10/03, www.imf.org/external/pubs/ft/spn/2010/spn1003.pdf
- 128 Patrick ARTUS, *40 ans d'austérité salariale, comment s'en sortir ?*, Odile Jacob, 2020.
- 129 Milton FRIEDMAN, *Capitalisme et liberté*, *op. cit.*, p. 127-128.
- 130 Alban PHILLIPS, « The relation between Unemployment and The Rate of Change of Money Wages in the United Kingdom, 1861-1957 », *Econometrica*, 1958.
- 131 Milton FRIEDMAN, *Capitalisme et liberté*, *op. cit.*, p. 257.
- 132 Frédéric POULON, *La Pensée économique de Keynes*, 4^e édition, coll. « Topos », Dunod, 2016, reprenant My Early Beliefs de J. M. Keynes.
- 133 John Maynard KEYNES, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, source : http://classiques.uqac.ca/classiques/keynes_john_maynard/theorie_gen_emploi/theorie_emploi_monnaie_2.pdf, p. 176.
- 134 Jacques BAINVILLE, *Les Conséquences politiques de la paix*, Fayard, 1920.
- 135 Étienne MANTOUX, *La Paix calomniée ou les conséquences économiques de M. Keynes*, Gallimard, 1946.
- 136 John Maynard KEYNES, *Théorie générale de l'emploi...*, *op. cit.*, p. 168-169.
- 137 Thomas PIKETTY, Camille LANDAIS, Emmanuel SAEZ, *Pour une révolution fiscale : un impôt sur le revenu pour le XXI^e siècle*, Seuil, 2011.
- 138 Gabriel ZUCMAN, *La Richesse cachée des nations : enquête sur les paradis fiscaux*, Seuil, 2013.

- 139 Nation and Athenaeum, organe du parti libéral anglais, 1924.
- 140 John Maynard KEYNES, *Théorie générale de l'emploi...*, *op. cit.*, p. 170.
- 141 John Maynard KEYNES, « Note sur la définition de l'épargne », courrier envoyé à Robertson le 22 mars 1932.
- 142 John Maynard KEYNES, *Théorie générale de l'emploi...*, *op. cit.*, p. 82.
- 143 *Ibid.*, p. 169.
- 144 *Alternatives économiques*, n° 115, 1^{er} mars 1994, source : <https://www.alternatives-economiques.fr/leffet-pigou/00013938>
- 145 Richard-F. KAHN, « The relations of home investment to unemployment », *Economic Journal*, 1931.
- 146 Alan J. AUERBACH et Yuriy GORODNICHENKO, « Fiscal multipliers in recession and expansion », NBER, *Working papers*, n° 17447, septembre 2011.
- 147 John Maynard KEYNES, *Théorie générale de l'emploi...*, *op. cit.*, p. 57.
- 148 John Maynard KEYNES, *Lettre à nos petits-enfants*, LLL éditions, 2017, p. 29-30, 41, 45, 47.
- 149 Pierre-Yves GOMEZ, *L'Intelligence du travail*, Desclée de Brouwer, 2016, p. 16.
- 150 André ORLÉAN, préface à J. M. Keynes, *Lettre à nos petits-enfants*, *op. cit.*, p. 15-16.
- 151 Propos rapportés par Leonard WOOLF en 1967.
- 152 John Maynard KEYNES, *Essais sur la monnaie et l'économie*, 1930.
- 153 John Maynard KEYNES, *La Pauvreté dans l'abondance*, « Un aperçu de la Russie », Gallimard, p. 32.
- 154 John Maynard KEYNES, *Théorie générale de l'emploi...*, *op. cit.*, p. 371.
- 155 John Maynard KEYNES, *Théorie générale de l'emploi...*, *op. cit.*, p. 172.
- 156 Article de John Maynard KEYNES, « National Self-Sufficiency », publié par *The Yale Review*, vol. 22, n° 4 (juin 1933), p. 755-769.
- 157 John Maynard KEYNES, *Théorie générale de l'emploi...*, *op. cit.*, p. 20.
- 158 John Maynard KEYNES, *Collected Writings*, vol. XX, p. 379-380.
- 159 Karl MARX, *Manuscrits parisiens*, Flammarion, 1996, p. 61.
- 160 *Ibid.*, p. 65.
- 161 *Ibid.*, p. 127.
- 162 Karl MARX et Friedrich ENGELS, *Manifeste du parti communiste*, Le Livre de poche, 1973, p. 55.
- 163 *Ibid.*, p. 68.
- 164 Karl MARX, *Le Capital*, Folio essais, 1968 (rééd. 2008), p. 263.
- 165 Karl MARX et Friedrich ENGELS, *Manifeste du parti communiste*, *op. cit.*, p. 71.
- 166 Karl MARX, *Manuscrits de 1844*, Flammarion, 1996, p. 112-113 et 117.
- 167 *Ibid.*, p. 55-56.
- 168 *Ibid.*, p. 119 et p. 121.

169 *Ibid.*, p. 112.

170 Karl MARX, *Critique du programme de Gotha, commentaires en marge du programme du parti ouvrier allemand*, Le Livre de poche, p. 119.

171 Karl MARX, *Le Capital*, livre 1, 1867, Flammarion.

172 Karl MARX, *Le Capital*, Folio essais, 1968 (rééd. 2008), p. 486-487.

173 Karl MARX et Friedrich ENGELS, *Manifeste du parti communiste*, *op. cit.*, p. 56.

174 Karl MARX, *Le Capital*, *op. cit.*, p. 694-696.

175 Karl MARX et Friedrich ENGELS, *Manifeste du parti communiste*, *op. cit.*, p. 77.

176 Karl MARX, *Le Capital*, *op. cit.*, p. 489.

177 Fernand BRAUDEL, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, 3 tomes, Armand Colin, 1949.

178 Karl MARX et Friedrich ENGELS, *Manifeste du parti communiste*, *op. cit.*, p. 67.

179 *Ibid.*, p. 62.

180 *Ibid.*, p. 66.

181 Karl MARX, *Manuscrits de 1844*, *op. cit.*, p. 61.

182 *Ibid.*, p. 130-131.

183 Karl MARX et Friedrich ENGELS, *Manifeste du parti communiste*, *op. cit.*, p. 65.

184 *Ibid.*, p. 64-65.

185 Karl MARX, *Manuscrits de 1844*, *op. cit.*, p. 71.

186 *Ibid.*, p. 209 et p. 211.

187 Karl MARX et Friedrich ENGELS, *Manifeste du parti communiste*, *op. cit.*, p. 62-63.

188 Karl MARX, *Le Capital*, *op. cit.*, p. 304.

189 *Ibid.*, p. 310.

190 *Ibid.*, p. 339.

191 *Ibid.*, p. 312-320.

192 *Ibid.*, p. 404-407.

193 Karl MARX et Friedrich ENGELS, *Manifeste du parti communiste*, *op. cit.*, p. 67.

194 *Ibid.*, p. 80-81.

195 *Ibid.*, p. 100-101.

196 *Ibid.*, p. 57.

197 Karl MARX, *Manuscrits de 1844*, *op. cit.*, p. 187.

198 Karl MARX et Friedrich ENGELS, *Manifeste du parti communiste*, *op. cit.*, p. 78.

199 *Ibid.*, p. 70.

200 *Ibid.*

201 *Ibid.*, p. 84.

202 *Ibid.*, p. 85.

- 203 *Ibid.*, p. 86.
- 204 *Ibid.*, p. 87.
- 205 *Ibid.*, p. 90.
- 206 *Ibid.*, p. 92.
- 207 *Ibid.*, p. 95.
- 208 Karl MARX, *Manuscrits de 1844*, *op. cit.*, p. 145.
- 209 Karl MARX, *Le Capital*, livre 3, Folio, 1968 (rééd. 2008).
- 210 Joseph Aloïs SCHUMPETER, *Histoire de l'analyse économique*, Gallimard, 2004, tome 1, p. 7.
- 211 Richard SWEDBERG, *Schumpeter: a Biography*, Princeton University Press, 1991.
- 212 Simon KUZNETS, « Schumpeter's Business Cycles », *American Economic Review*, vol. 20, n° 2, 1940, p. 257-271.
- 213 Max WEBER, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1985, p. 71.
- 214 Werner SOMBART, *Le Bourgeois*, Payot, 1928, p. 214.
- 215 Pierre LEROY BEAULIEU, *Traité théorique et pratique d'économie politique*, Paris, Guillaumin, 2^e éd., 1896, 4 vol., p. 312.
- 216 Joseph Aloïs SCHUMPETER, *Théorie de l'évolution économique*, 1911,
http://classiques.uqac.ca/classiques/Schumpeter_joseph/theorie_evolution/theorie_evolution_1.pdf, p. 74.
- 217 *Ibid.*, p. 90.
- 218 *Ibid.*, p. 73.
- 219 *Ibid.*, p. 98.
- 220 Joseph Aloïs SCHUMPETER, *Théorie de l'évolution économique*, 1911, trad. française de 1935, chapitre 2, « Le phénomène fondamental de l'évolution économique », http://classiques.uqac.ca/classiques/Schumpeter_joseph/theorie_evolution/theorie_evolution_1.pdf (p. 66)
- 221 Joseph Aloïs SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, partie II, chapitre 7 « Le processus de destruction créatrice », 1942 : http://classiques.uqac.ca/classiques/Schumpeter_joseph/capitalisme_socialisme_demo/capitalisme_socialisme1.pdf (p. 93)
- 222 *Ibid.*, chapitre 12.
- 223 Joseph Aloïs SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, partie II, chapitre 12 « Les murs s'effritent », 1942, http://classiques.uqac.ca/classiques/Schumpeter_joseph/capitalisme_socialisme_demo/capitalisme_socialisme1.pdf (p. 174)
- 224 Joseph Aloïs SCHUMPETER, *La Théorie de l'évolution économique*, *op. cit.*, p. 68.
- 225 Joseph Aloïs SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, 1946, préface à la seconde édition, http://classiques.uqac.ca/classiques/Schumpeter_joseph/capitalisme_socialisme_demo/capitalisme_preface2.html

- 226 Joseph Aloïs SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, partie II, chapitre 8, « Pratiques monopolistiques », 1942, http://classiques.uqac.ca/classiques/Schumpeter_joseph/capitalisme_socialisme_demo/capitalisme_socialisme1.pdf (p. 129)
- 227 *Ibid.* (p. 132)
- 228 Joseph Aloïs SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, chapitre 5 (« Le taux de croissance de la production totale », 1942, http://classiques.uqac.ca/classiques/Schumpeter_joseph/capitalisme_socialisme_demo/capitalisme_socialisme1.pdf (p. 90)
- 229 Joseph Aloïs SCHUMPETER, *Théorie de l'évolution économique*, 1911, chapitre 6, « Le cycle de la conjoncture », <https://eweb.uqac.ca/bibliotheque/archives/13868093t3.pdf> (p. 77)
- 230 Joseph Aloïs SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, partie II, chapitre 13, « L'hostilité grandit », 1942, http://classiques.uqac.ca/classiques/Schumpeter_joseph/capitalisme_socialisme_demo/capitalisme_socialisme1.pdf (p. 178)
- 231 Nikolaï KONDRATIEV, *Les vagues longues de la conjoncture*, 1926.
- 232 Joseph KITCHIN, « Cycles and trends in Economic Factors », *Review of Economics and Statistics*, 1923.
- 233 Clément JUGLAR, *Des crises commerciales et de leur retour périodique*, 1862.
- 234 Joseph Aloïs SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, partie II, chapitre 13, « L'hostilité grandit », 1942, http://classiques.uqac.ca/classiques/Schumpeter_joseph/capitalisme_socialisme_demo/capitalisme_socialisme1.pdf (p. 178)
- 235 Joseph Aloïs SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, chapitre 22, « Une théorie alternative de la démocratie », 1942, <https://eweb.uqac.ca/bibliotheque/archives/13868105t2.pdf> (p. 110)
- 236 Joseph Aloïs SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, partie I, chapitre 5, « Le taux de croissance de la production totale », 1942, http://classiques.uqac.ca/classiques/Schumpeter_joseph/capitalisme_socialisme_demo/capitalisme_socialisme1.pdf (p. 89)
- 237 Joseph Aloïs SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, préface à la première l'édition de 1942, http://classiques.uqac.ca/classiques/Schumpeter_joseph/capitalisme_socialisme_demo/capitalisme_preface1.html (p. 10).
- 238 *Ibid.*
- 239 Joseph Aloïs SCHUMPETER, *Théorie de l'évolution économique*, *op. cit.*, p. 225.
- 240 Joseph Aloïs SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, partie II, « Le capitalisme peut-il survivre ? », 1942, http://classiques.uqac.ca/classiques/Schumpeter_joseph/capitalisme_socialisme_demo/capitalisme_socialisme1.pdf (p. 82)

REMERCIEMENTS

J'adresse mes plus vifs remerciements à tous ceux qui ont donné vie à cet ouvrage.

À Bruno Roche, qui m'a offert l'hospitalité du Collège supérieur pour mener à bien ce cycle de conférences dans l'esprit qui est celui de l'institution, une maison d'étudiants, un lieu d'amitié où chacun vient chercher des repères face à la complexité du monde présent.

À Francis Plancoulaine, infatigable relecteur dont la patience, l'exigence et la bienveillance ont permis de bonifier le présent texte. Cet ouvrage doit beaucoup à nos échanges et à ses conseils, depuis maintenant dix ans.

Et bien sûr, à Agnès Fontaine, qui m'a accordé sa confiance pour mener à bien ce projet éditorial ; ainsi que Pauline Bardin et Aurélie Le Floch, qui ont accompagné la finalisation de ce texte.

Pour suivre toutes les nouveautés numériques du Groupe Eyrolles,
retrouvez-nous sur Twitter et Facebook



Et retrouvez toutes les nouveautés papier sur

